

« Initiatives » : les recrutements

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14884 - 7 F

MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

M. Tchernomyrdine, nouveau premier ministre

Le rythme des réformes en Russie pourrait être ralenti

Retour au passé ?

BEAUCOUP de questions restaient en suspens après le coup de théâtre qui a marqué, lundi 14 décembre, le dernier jour du Congrès des députés de Russie. M. Boris Eltsine semblait avoir signé sa défaite, et celle des réformes, en renonçant à imposer le maintien de son premier ministre - le « père de la thérapie de choc », Egor Gaidar, - alors que l'accord mystérieux passé samedi avec le président du Parlement et le lobby industriel lui en laissait la possibilité théorique.

Est-ce à dire que l'on va assister, à Moscou, à un retour à la guerre froide, comme l'a laissé entendre à Stockholm le très pro-occidental ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev ? Ce dernier a glissé ses collègues en laissant à la tribune les thèses de l'opposition conservatrice et nationaliste, avant de revenir expliquer qu'il s'agissait d'un auxiliaire à sensibiliser l'Occident aux dangers encourus. Le langage est réel. La Russie ne peut guère compter que sur son étrole, son gaz... et ses armes pour recueillir des devises.

MAIS les industriels, directeurs des conglomérats hérités de l'ex-URSS, qui viennent de gagner la partie à Moscou en imposant la nomination d'un des leurs en la personne de M. Viktor Tchernomyrdine, ont d'autres buts que la grande masse des députés conservateurs et nationalistes du Congrès qu'ils ont utilisés pour faire tomber le gouvernement de M. Gaidar. Engagés dans diverses collaborations avec les sociétés occidentales, ils ont intérêt à une certaine poursuite des réformes, comme ils l'assurent à qui veut les entendre.

Pourtant, si la stabilisation, qu'ils préconisent également, se produit, s'il y a gai de la situation actuelle, le pire est à prévoir. Dans la Russie d'aujourd'hui se conjuguent les maux exorbités de deux systèmes : l'absurdité d'un communisme qui n'assure plus la sécurité et les distorsions d'un libéralisme sans garde-fous. Une société où dominent les anciens apparatchiks et les nouveaux mafieux.

MAIS rien ne prouve encore que la « stagnation » soit de retour. Depuis des mois, le pouvoir et les « industriels » négocient, et le monde en puissance de ces derniers était prévu et en partie anticipé. Quand M. Gaidar, ils doivent encore décider s'ils partent ou s'ils restent.

Si certains réformateurs, à Moscou, se préparent à passer à l'opposition, d'autres estiment au contraire qu'un premier ministre « conservateur » est mieux à même de protéger la poursuite d'une politique d'essence finalement réformatrice. M. Tchernomyrdine a peut-être pour première tâche de rassurer une population qui vit une transition pour laquelle elle n'était pas préparée, et qu'irritaient les manières trop occidentales de l'équipe Gaidar. Le Congrès a maintenant à assumer son choix et à affronter les mécontentements.

M0147 - 1216 0 - 7,00 F



M. Boris Eltsine a dû renoncer, lundi 14 décembre, à maintenir M. Egor Gaidar à la tête du gouvernement russe, et a été contraint d'accepter la nomination comme premier ministre de M. Viktor Tchernomyrdine, qui dispose du soutien d'un plus grand nombre de députés au Congrès. M. Tchernomyrdine, ancien apparatchik communiste responsable de la production gazière, devrait ralentir le rythme des réformes.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Je ferai... tout ce qu'il faudra » : M. Viktor Tchernomyrdine n'est pas très loquace, lundi 14 décembre en milieu d'après-midi, lorsque, apprenant que M. Boris Eltsine l'a mis sur la liste des cinq « papabill » susceptibles de devenir premier ministre, il se présente devant un Congrès qui entame son quatorzième jour de débats et vient de recevoir, comme une nouvelle provocation, le « premier choix » présidentiel.

Depuis le matin, en effet, les salles lambrissées du grand palais du Kremlin bruissent de l'écho des réactions des différentes fractions parlementaires qui, interprétant (mal, sans doute) l'accord intervenu samedi entre M. Eltsine et le président du Congrès,

Rousslan Khasboulatov (Le Monde du 15 décembre), mettaient au point la liste des candidats qu'ils allaient soumettre au président.

Si les réformateurs continuaient à soutenir M. Egor Gaidar, les députés du marais centriste de l'Union civique se mettaient d'accord sur trois noms, dont celui du vice-premier ministre Guerguï Khija, qui devenait, dès lors, un des favoris. Au total, dix-sept noms furent présentés à M. Eltsine.

Aussi, quelle ne fut pas la surprise des députés conservateurs lorsque le président annonça les cinq noms qu'il avait retenus sur cette liste.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

ainsi que le portrait de M. Tchernomyrdine et l'article de FRANÇOISE LAZARE

Pour faire respecter l'interdiction de survol de la Bosnie

Paris demande à l'ONU d'agir contre l'aviation serbe

La France va saisir le Conseil de sécurité afin de faire adopter un projet de résolution autorisant le recours à « tous les moyens nécessaires » pour faire respecter l'interdiction des vols militaires au-dessus de la Bosnie. Lors de la réunion de la CSCE, le secrétaire d'Etat américain, M. Eagleburger, a proposé, lundi 14 décembre, la création d'un tribunal international pour juger les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Ayant décidé d'agir avant que Washington ne le fasse, Paris va saisir le Conseil de sécurité pour faire adopter une résolution visant à faire respecter l'interdiction de survol de la Bosnie-Herzégovine, décidée le 9 octobre dernier et violée, depuis, à plus de deux cents reprises. A la suite du conseil européen d'Edimbourg, Paris et ses partenaires européens au sein du conseil, à savoir Londres et Bruxelles, entendent mettre sur pied « une opération dissuasive ». Cette intervention, qui consisterait à « patrouiller » dans l'espace aérien bosniaque, serait, selon les Européens, à l'image de l'opération des alliés dans le sud de l'Irak.

Un dispositif chargé de surveiller les opérations aériennes serbes serait mis en place et, si un avion

était détecté, il serait « au besoin » détruit.

Voulant avoir les mains « plus libres », Washington trouve le projet de résolution français « restrictif ». Les Américains souhaitent une position plus dure leur permettant d'entreprendre des actions non seulement à titre punitif, mais aussi à titre préventif. Selon des diplomates, Washington souhaite, « par exemple », avoir l'autorisation de bombarder massivement les aérodrômes, et non pas seulement anéantir les avions. Les Européens estiment que « Washington se rendra compte que les pays qui ont des troupes sur place ont aussi leur mot à dire ».

AFSANÉ BASSIR POUR

Lire la suite et nos informations page 5. Lire aussi, page 2, le point de vue de PIERRE HASSNER et OLIVIER MONGIN

Un recensement des personnes transfusées entre 1980 et 1985

Dans une circulaire publiée au Journal officiel du 15 décembre, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, demande à l'ensemble des établissements de santé de prendre les dispositions nécessaires afin d'identifier tous les malades transfusés en France entre 1980 et 1985. Cette décision vise à informer l'ensemble des personnes ayant pu être victimes, durant cette période, de contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida et l'ignorant encore aujourd'hui. « Il est important que ces personnes puissent être en possession de cette information afin de se faire dépister », écrit M. Kouchner. On estime généralement en France entre 3 000 et 6 000 le nombre des victimes de contaminations post-transfusionnelles.

Lire page 25

l'article de FRANCK NOUCHI

SCIENCES & MÉDECINE

■ L'éthique se lève à l'Est. ■ La radiographie à trois dimensions. ■ L'histoire glorieuse de la Téthys. ■ Le mal des enfants sourds-aveugles. ■ Breveter la vie. pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve page 25

Le FN dans une passe difficile



M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, a indiqué, lundi 14 décembre, que son parti espère être présent, au second tour des élections législatives, au minimum dans cent circonscriptions. Toutefois, le parti de M. Le Pen subit actuellement une démolition de son électorat, comme le montrent les élections cantonales partielles.

Lire page 8 l'article d'OLIVIER BIFFAUD

Le bac option Lang

A l'horizon 1995, le rééquilibrage des disciplines modifiera le profil de chaque série

par Christine Garin

Plusieurs mesures annoncées mardi 15 décembre par M. Jack Lang sont destinées à rénover le baccalauréat et, en particulier, à rééquilibrer le poids des différentes disciplines dans les trois nouveaux bacs généraux (littéraire, scientifique, économique) et les quatre bacs technologiques. Ainsi, le ministre de l'éducation nationale et de la culture parachève-t-il, comme promis, la réforme du lycée engagée il y a deux ans par son prédécesseur et qu'il avait relancée au mois de juin.

M. Lang a bien compris la leçon de dix dernières années de réformes avortées, de reculs et de crises répétées : on ne réforme pas le bac à la hussarde. Ce « monument historique », selon ses propres termes, cette grand-messe annuelle et nationale, réclame patience et doigté. Pres-

que de l'humilité. Même si son organisation « frise l'exploit » comme il le rappelait en juin, même si la machine a quelques difficultés à digérer les 600 000 candidats qui postulent désormais chaque année, le bac reste le bac, une bouée rassurante dans un système éducatif de plus en plus mouvant et incertain. Un symbole fédérateur, républicain, indéfectible.

Que, désormais, la moitié d'une génération (51,2 % en 1992) décroche le fameux parchemin n'a qu'à peine écorné son prestige. Du moins, ce dernier est-il intact dans l'opinion et chez les lycéens, même si sa valeur sur le marché des diplômés a quelque peu diminué.

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture a donc choisi la manière douce pour affronter le monstre.

Lire la suite page 10

Les Français du Grand Louvre

Le chef de l'Etat devait inaugurer le 15 décembre trente-neuf nouvelles salles consacrées à la peinture française

par Philippe Dagen et Emmanuel de Roux

« C'est un hors-d'œuvre qui a été inauguré », confie Pierre Rosenberg, conservateur en chef du département des peintures au Musée du Louvre. Mais un hors-d'œuvre copieux, car jamais depuis la dernière guerre la peinture française n'a été exposée d'une manière aussi complète sur nos cimaises. Ce sont en effet 700 tableaux, dont 150 sortis des réserves, et une centaine de pastels, dessins et miniatures qui sont désormais visibles, dans un décor signé par l'architecte Italo

Rota, au deuxième étage de la cour Carrée. Les 39 salles (3 500 mètres carrés) qui conduisent les visiteurs du dix-septième au dix-neuvième siècle, de Mignard à Corot, font suite aux espaces inaugurés en 1989, où sont accrochés une première série de peintures françaises, des primitifs à Le Brun. Une partie de ceux-ci vont d'ailleurs basculer dès l'année prochaine du côté de la rue de Rivoli.

Et c'est en cela que cet accrochage, si impressionnant soit-il, n'est encore qu'un « hors-d'œuvre ».

Lire la suite page 16

Comment bien commencer l'année 1993.

Voir dernière page.

DÉBATS

Bosnie

Le pire, c'est de ne rien faire

par Pierre Hassner et Olivier Mongin

QUELQUES jours après l'intervention militaire qui vient d'avoir lieu sous l'égide américaine en Somalie et le sommet européen d'Edimbourg, la conférence sur la Bosnie des ministres des affaires étrangères va se réunir à Genève les 16 et 17 décembre. Après la publication du rapport de la mission conduite par Tadeusz Mazowiecki dans les camps serbes de Bosnie qui a mis l'accent sur le caractère systématique de la politique de « purification ethnique » perpétrée par le régime du président Milosevic, les observateurs les plus lucides hésitent toujours sur le sens et la portée d'une action militaire.

Pourquoi agir si le plus grand mal est déjà fait, si la partition de l'ex-Yugoslavie est en train de s'achever inéluctablement sur le terrain alors que l'aide humanitaire n'est même plus assurée jusqu'à Sarajevo où se prépare un massacre collectif? Faut-il alors donner raison à ceux qui, observant que la situation se dégrade un peu plus chaque jour, craignent un risque de « libanisation », ou bien aller dans le sens des propos récents du général égyptien Abdelaziz, commandant les forces de l'ONU en Bosnie, et de l'ambassadeur de l'ONU à Paris, qui réclament « des mesures de contraintes plus fortes pour que les sanctions soient réellement appliquées »? Une intervention militaire provoquerait-elle automatiquement un enlèvement des forces d'intervention, à la différence de l'action menée en Somalie, et un déchaînement de violence incontrôlable?

Si les ministres réunis à Genève doivent essentiellement apporter des réponses argumentées à l'action susceptible d'être menée en Bosnie, il est difficile d'isoler celle-ci de deux autres points : la mise en place

d'une politique d'accueil des réfugiés et la prévention des risques d'extension du conflit. Au cas où la conférence sur la Bosnie viendrait conforter l'inertie actuelle, elle aura fait la preuve que l'Europe considère le conflit qui meurtrit l'ex-Yugoslavie comme une affaire « périphérique », témoignant ainsi d'un aveuglement historique devant l'un des pires crimes qui aient ponctué le vingtième siècle. A moins que la peur de la menace islamique, entretenue par le régime serbe lui-même, soit désormais plus forte que toute analyse stratégique et diplomatique.

1. Les troupes de l'ONU présentes en Bosnie-Herzégovine étant actuellement condamnées à enterrer le rapport de forces existant sur le terrain, les mesures suivantes pourraient être prises immédiatement afin de tester la volonté de Milosevic et des milices serbes de continuer à faire monter les enchères : un contrôle rigoureux de l'espace aérien permettrait d'abord de mettre en place une interdiction réelle des vols serbes au-dessus de la Bosnie, comme l'ont suggéré les Douze à Edimbourg; la constitution de zones de sécurité défendues par les forces de l'ONU, et la protection militaire des principaux corridors géographiques et des dernières villes musulmanes viendrait empêcher que la conquête serbe ne soit parachevée; enfin la déclaration d'un ultimatum de trente jours, au terme duquel l'embargo sur les armes serait levé, laisserait le temps à la Serbie de faire machine arrière. En effet, si nous nous résignons à ne rien faire, de quel droit empêcher les agressés de se défendre eux-mêmes?

Loin d'être une déclaration de guerre imposable susceptible de déclencher une nouvelle « tempête du désert », ces options militaires et décisions stratégiques ont pour but de faire cesser la guerre et d'empêcher l'enlèvement actuel des forces de pacification en Bosnie.

2. Parallèlement à ces mesures militaires, il faudrait s'employer à mettre en place une « politique concertée d'accueil des réfugiés ». Comment admettre en effet que la proposition présentée par l'Allemagne le 1^{er} décembre, afin que les autres pays européens de la Communauté prennent une part plus importante dans l'accueil des réfugiés en provenance de l'ex-Yugoslavie ait été repoussée par les Etats concernés? Il y a là un paradoxe troublant : les gouvernements qui résistent à accueillir des réfugiés afin de ne pas justifier les déplacements de population et la partition ethnique ne veulent pas voir que celle-ci se poursuit et continuera irrésistiblement si une décision d'ordre militaire ne vient pas l'enrayer et rendre possible une protection effective de ceux qui se trouvent dans des zones de regroupements. MSF vient de rendre publics les résultats d'une enquête auprès de soixante ex-détenus bosniens et de leurs familles accueillies en France à Saint-Etienne : il en ressort clairement, comme dans le rapport Mazowiecki, qu'une « logique » de purification préside aux massacres (exécutions de masse, viols, tortures, extermination systématique des élites locales...).

3. Pour de nombreux commentateurs, l'action conduite en Somalie se distingue de celle qui pourrait être entreprise dans l'ex-Yugoslavie

puisque elle concerne un pays unifié en dépit des luttes tribales qui le déchirent, et non pas des nations souveraines. C'est oublier que la menace d'une extension du conflit au Kosovo – avec le Sandjak et la Voïvodine – concerne un territoire à majorité musulmane qui se trouve sous la souveraineté serbe, et que Milosevic a lancé dès 1987 – avant l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie – une campagne nationaliste contre les musulmans du Kosovo où affluent aujourd'hui Serbes et Monténégrins. « La guerre a commencé au Kosovo où elle s'achèvera », les observateurs les moins interventionnistes en sont aujourd'hui tellement conscients qu'ils ne cessent de dire qu'une action militaire « occidentale » sera alors inéluctable pour éviter une extension de la guerre à l'ensemble des Balkans.

Genève : la conférence de la dernière chance

Mais pourquoi attendre le pire, une fois encore, pourquoi ne pas anticiper sur les suites possibles de la purification? Dans ces conditions, les ministres des affaires étrangères devraient également réclamer à Genève que le Kosovo bénéficie d'un statut de surveillance provisoire de l'ONU en attendant des négociations politiques. Parallèlement, la volonté de prévenir l'extension de la violence armée doit conduire à reconnaître l'indépendance de la Macédoine, à favoriser la volonté de sécession du Monténégro, et à déployer rapidement des forces de paix (bataillons de l'ONU, légionnaires « casques bleus » en Macédoine et en Albanie). Si ces mesures ne sont pas prises rapidement, au-delà du modeste premier pas que constitue l'envoi de 700 « casques bleus » en Macédoine, la menace de « libanisation », qui justifie, pour beaucoup, de ne rien faire dans l'immédiat, deviendra d'autant plus une réalité qu'on peut également s'attendre à une reprise des conflits entre

Serbes et Croates dans les zones serbes de Croatie se trouvant sous la protection des forces de l'ONU si leur mandat n'est pas reconduit en février 1993.

Si les Etats européens se glorifient de ne pas jouer les va-t-en-guerre ou les pyromanes, ils laissent passivement l'incendie se propager, et il ne leur reste plus qu'à reconnaître que leur impuissance est grandissante. Il sera trop facile, dans les semaines et les mois à venir, alors que la Conférence des pays islamiques en a appelé à la levée de l'embargo en Bosnie, de prendre pour cible l'intégrisme islamique. Le régime de Belgrade aura alors réussi son entreprise de désattribution régionale : laisser croire à une guerre de l'Islam contre l'Europe est en effet le moteur de la propagande serbe.

Loin d'être une simple opportunité, la conférence pour la Bosnie de Genève peut-être une dernière chance : les ministres des affaires étrangères comprendront-ils qu'il n'y a désormais rien de pire que de ne rien faire? Les événements se sont précipités, mais, au stade actuel de la guerre qui sévit dans l'ex-Yugoslavie, après le rapport de Tadeusz Mazowiecki sur les camps serbes de Bosnie-Herzégovine, nous ne pouvons plus jamais dire que nous ne savions pas, ou nous voiler la face sous le prétexte fallacieux que les droits de l'homme sont transgressés par tous les nationalistes. Après Edimbourg, Genève est la conférence de la dernière chance. Aussi bien pour les Balkans que pour l'Europe.

(1) Selon The Economist, l'Allemagne a accueilli 260 000 réfugiés, dont 171 000 demandeurs d'asile, la France 32 000 réfugiés, dont 2 400 demandeurs d'asile.

► Pierre Hassner est chercheur au CERI, Olivier Mongin est directeur de la revue Esprit. L'un et l'autre sont membres du Comité Vukovar/Sarajevo.

Si Sarajevo devait tomber...

par Pascal Bruckner

Si Sarajevo devait tomber avant Noël ou peu après et ses défenseurs être passés par le fil de l'épée comme ceux de Vukovar il y a un an, nous serions tous directement responsables de ce crime contre la civilisation européenne. Tout ce que cette ville symbolise, un certain style de vie fondé sur la tolérance et l'urbanité, la coexistence harmonieuse entre juifs, musulmans, catholiques et orthodoxes, tout cela sombrerait sous les coups de la barbarie serbe. Et nous porterions la culpabilité du massacre des Musulmans, comme nos pères ont porté celle du génocide des Juifs et des Tziganes après la guerre.

Si Sarajevo devait tomber, ce serait le feu vert donné à tous les extrémistes d'Europe orientale : des néo-nazis de l'ex-RDA, adeptes à leur façon de la purification ethnique, jusqu'aux ultranationalistes russes, baltes, hongrois, roumains, grecs pressés d'en découdre avec leurs minorités et leurs étrangers, et qui auront trouvé en Milosevic leur grand-prêtre, leur guide, leur modèle.

Si Sarajevo tombait, entraînant à sa suite le reste de la Bosnie indépendante, ce serait un encouragement formidable apporté aux fondamentalistes de l'Islam (dont les Serbes, dans leur ordinaire meurtrier, sont les alliés objectifs), qui pourraient nous accuser à juste titre de faire la guerre aux musulmans lorsqu'il s'agit de défendre nos puits de pétrole, comme au Koweït, mais de les abandonner dès qu'il faut les protéger de la persécution raciale et religieuse. Et les intégristes auraient un argument en or pour imposer leur fanatisme et leur obscurantisme parmi les réfugiés bosniaques.

Si Sarajevo tombait, ce serait aussi un terrible révélateur de

l'état moral de l'Europe : de ce continent qui ne cesse de parler de droit et de démocratie mais qui n'est même pas capable de porter assistance à ceux qui la supplient d'intervenir au nom de ces mêmes valeurs lorsqu'elles sont en butte à la violence et au totalitarisme. Cela serait la preuve que les extrémistes serbes, dans l'immense mépris qu'ils nous portent, ont hélas raison : que nous sommes bien décadents, avachis, apathiques, égoïstes, collabos dans l'âme, capitulards, prêts à tous les renoncements pour préserver notre paix de consommateurs.

J'aurais honte d'être français et européen.

Si Sarajevo tombait, j'aurais honte de m'appeler George Bush, Helmut Kohl, John Major, François Mitterrand, complices passifs des tueries, coupables par omission, coupables de n'avoir pas tout tenté pour arrêter l'agression. J'aurais honte pour ceux qui, du haut de leurs positions de commandants en chef des forces de l'ONU à Sarajevo, n'ont cessé d'insulter les victimes, de les mettre sur le même plan que leurs bourreaux ou de les appeler à la reddition. J'aurais honte plus simplement d'être français et européen, ces deux termes ne désignant plus une certaine idée de l'homme et de la culture mais une qualité particulière de lâcheté et d'infamie.

Si Sarajevo tombe, comme tout hélas le laisse prévoir, alors se réalisera l'horrible prédiction de George Orwell : « Pour vous représenter l'avenir, imaginez une botte frappant un visage à terre... éternellement. »

► Pascal Bruckner est écrivain.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jean-Louis Gaud
directeur de la gestion
Manuel Lubart
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amélie
Thomas Fournier
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauve (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontana (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATIVE :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde des
DÉBATS

Le Monde

LES POLITIQUES SONT-ILS
IRRÉSponsables ?

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives.

Pierre AVRIL, historien ; Marc ABELES, sociologue ; René LENOIR, ancien ministre ; Hugues BOUCHARDEAU, ancien ministre ; Ezra SULEIMAN, professeur de science politique à Princeton ; Jean-Pierre RIOUX, historien.

DES COURS DE RELIGION À L'ÉCOLE

Un laïcisme trop intolérant risque de priver les élèves de références culturelles indispensables.

Jean BALBEROT, historien ; Catherine KINTZLER, sociologue ; Guy COQ, philosophe.

Les exigences du jour

par Alain Finkielkraut

C'EST parce que la situation est trop complexe en Bosnie-Herzégovine que la communauté internationale ne peut pas faire pour les musulmans et Croates ce qu'elle fait pour les Somaliens, vient d'affirmer, en substance, le Prix Nobel de la paix Elie Wiesel.

Mais où est la complexité? En réponse à la volonté démocratiquement affirmée par les nations capives de l'ex-Yugoslavie de reprendre leur liberté, la Serbie a déclaré unilatéralement la guerre, et son but, vertigineux de simplicité, est de conquérir des territoires en les vidant par tous les moyens de leurs habitants non serbes. Quant aux arguments employés – « Nous protégeons nos minorités ; nous tuons pour ne pas être tués ; nous prévenons les génocides futurs contre nous par les Croates », par les musulmans en Bosnie et par les Albanais au Kosovo –, ils ont un air de déjà-vu et ils relèvent d'une paranoïa sans mystère : tous les grands persécuteurs de l'histoire moderne se sont vécus comme de grands persécutés ; tous, ils ont exterminé « en état de légitime défense ». N'est-ce pas au projet juif de domination du monde et de destruction de l'Allemagne que se sont attaqués les nazis?

L'ambulancier et l'assassin

La complexité invoquée est l'alibi de notre défaitisme. Et le fossé ne cesse de grandir entre la réalité yougoslave et le « dispositif antigénocidaire » que devait constituer pour ses promoteurs le nouveau droit d'assistance humanitaire. Le dispositif humanitaire est en place dans l'ancienne Yougoslavie, mais la guerre raciale aussi, et même pour dix ans si l'on en croit le général Momir Talic, commandant du premier corps serbe de Bosnie-Herzégovine. Guère plus intimidante que les caméras, dont on célébrait aussi il y a peu les vertus dissuasives, l'assistance assiste... au crime : elle constate le viol massif de la zone d'exclusion aérienne ; elle enregistre le refus serbe de laisser les Croates chassés de Krajina ou de Slavonie orientale retourner chez eux ; elle coexiste

avec les déportations, les destructions, les massacres. Faute d'une démonstration de force européenne ou internationale qui, contrairement à ce que disent ses détracteurs, pourrait se limiter à des frappes aériennes, l'ambulancier est condamné à faire tandem avec l'assassin.

L'humanisme ne suffit plus

Entre le tout de l'envoi de plusieurs centaines de milliers d'hommes en Bosnie et le rien qui consiste à laisser cette « guerre de riches », selon l'horrible expression de M. Boutros-Ghali, suivre son cours, la nécessité s'impose d'une aide effective aux assiégés. Car nous ne pouvons plus nous payer de mots : l'option caritative, si elle soulage quelques victimes, laisse surtout les mains libres aux bourreaux et se révèle donc à l'expérience beaucoup moins humaine que l'option militaire, au détriment de laquelle elle a été choisie. Le même général Talic ne s'y trompe pas, qui salue le voyage du président Mitterrand à Sarajevo comme « un geste représentant un très grand espoir de paix dans la région ».

Pour désespérer enfin le général Talic, pour porter vraiment secours aux peuples qu'il contribue à décanter et pour que la paix soit autre chose que la réalisation de tous les objectifs territoriaux et raciaux de la Serbie, l'humanisme ne suffit plus. Seul ce que Thomas Mann appelait en 1935 un « humanisme militant », « un humanisme qui découvrirait sa virilité », est en mesure de rompre le mariage actuel du cynisme et de la sentimentalité : « Si l'humanisme européen n'est plus capable de prendre conscience avec vigueur de sa propre âme, alors il périra, et une Europe subsistera qui continuera à porter ce nom à titre purement historique, et devant laquelle il vaudrait mieux chercher refuge dans l'indifférence de l'intemporel. »

► Alain Finkielkraut est philosophe.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Robert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M.-Gautier
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-32

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télax : 261.311F

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cus
Membres du comité de direction :
Jacques Gou, Philippe Dupuis,
Isabelle Talbot,
Isabelle Talbot
15-17, rue de Valenciennes, Paris-115
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-72-72
Télax : 206.806F
Télécopieur : 40-65-25-99
de la SARL Le Monde et de Michel et Régine Sarrailh SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 990 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : déclarations ou provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MO 02
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'OPÉRATION MILITAIRE EN SOMALIE

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

Déshabillée, battue et lapidée en plein cœur de Mogadiscio, pour avoir été surprise en train de sortir d'un véhicule militaire français. « Elle a couché avec des soldats, elle a transgressé nos lois islamiques et elle va nous apporter des maladies », hurle la foule en colère. Echappant de peu à la mort, cette jeune Somalienne a été conduite jusqu'à un poste de police pour y être inculpée de prostitution.

Cette scène de rue peu banale dont les télévisions étrangères ont complaisamment diffusé les images à combien médiatiques, des « marines » qui passaient par là l'avaient observée sans broncher, tandis que des soldats français l'avaient suivie à la jumelle. « Cette affaire ne nous concernait pas », a commenté le colonel Michel Touron, responsable des troupes françaises à Mogadiscio. Elle relevait de la police.

Chaque jour qui passe met ainsi à nu les ambiguïtés de l'opération « Rendre l'espoir » qu'une force multinationale, pilotée par les États-Unis, a engagée. Il y a une semaine, sous le couvert de l'ONU, le désarmement des factions somaliennes est une

« condition indispensable » à la reprise de la distribution, en toute sécurité, de l'aide alimentaire, a déclaré, lundi, le secrétaire général des Nations unies.

Mais, les États-Unis ne veulent, à aucun prix, être traités en puissance occupante et risquer une

bien d'Arabie saoudite que du Botswana, du Canada, de l'Italie. Ce qui risque d'aggraver, dans la capitale, les tensions entre étrangers et autochtones.

A cet égard, M. Robert Oakley, représentant spécial du président George Bush, a entamé, lundi, une série d'entretiens avec les représentants des diffé-

rents clans somaliens. Avec pour ambition d'obtenir un retour au calme dans le pays, et d'approfondir le processus de réconciliation nationale, amorcé, il y a quelques jours, entre le général Aidid et M. Ali Mahdi, les deux hommes forts de Mogadiscio.

Pressant le pas pour cause d'urgence - en rupture de stock, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dû réduire des deux tiers les rations alimentaires qu'il distribue aux affamés, - la force multinationale se prépare à sortir de Mogadiscio. Elle

vient ainsi d'établir une deuxième tête de pont sur l'aéroport militaire de Baidoa, à une centaine de kilomètres de la capitale.

Un convoi de plusieurs compagnies de « marines » et de militaires français a pris, mardi, la route de Baidoa, à 280 kilomètres à l'ouest de la capitale, où il était attendu mercredi. Les organisations humanitaires s'empêchent de la voir arriver, afin de soulager une population en manque de tout, et soumise aux exactions sans fin de bandes de pillards.

Des pillards qui « se mettent en appétit » en machonnant du qat, comme tout Somalien. « C'est souvent en fin d'après-midi, lorsque cette plante euphorisante a fait effet, que les bandits se montrent le plus entreprenants », constatent les observateurs locaux. Serait-ce aussi la mission de la force multinationale de mettre un terme à ce trafic d'une drogue importée par avions entiers du Kenya et d'Éthiopie ?

JACQUES DE BARRIN

« Us et coutumes »

confrontation majeure avec des « ersatz » d'armées somaliennes. Par le vote du porte-parole de la Maison Blanche, ils ont répété que « le désarmement n'est pas un objectif déclaré » de leur mission. Ramasser les armes : oui, mais « au fur et à mesure qu'elles sont disponibles et que nous les trouvons ».

Pendant que se développe cette polémique, la force multinationale continue de s'efforcer et de se diviser. De nouveaux renforts ont ainsi débarqué à Mogadiscio ou s'apprêtent à le faire, venant aussi

de la région de Baidoa, est étonné. Réfugié à Mogadiscio après avoir parcouru 270 kilomètres à pied sous le soleil, il s'était installé, début octobre, sous une cabane du camp de « La Tribune », édifice construit par l'ancien président Siyad Barré pour présider les revues militaires. Étonné car, arrivé alors littéralement épuisé, il avait pu, au fil des semaines, se refaire une santé grâce à la distri-

bution bi-quotidienne des repas de la Croix-Rouge. Depuis quelques jours, il a tout simplement retrouvé son appétit. Pas de quoi paniquer, mais Mohamed n'y comprend rien : « Avec les Américains, je reconnais à avoir faim ».

C'est l'un des étonnants paradoxes qui entourent l'opération « Rendre l'espoir ». Débarqués le 9 décembre, les troupes n'ont encore procédé à aucune distribution massive de nourriture. Une première incursion à l'intérieur des terres, vers Baidoa, ne devait se faire que le 15 décembre. Pis : cette incursion, qui n'a rien à voir avec l'opération « Rendre l'espoir », est même susceptible de contrarier les acheminements humanitaires.

« Ils veulent nous apporter des vivres et ils nous tirent dessus »

Une semaine après le début de l'opération « Rendre l'espoir » la mission des troupes occidentales demeure toujours ambiguë

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Mohamed, vingt ans, paysan de la région de Baidoa, est étonné. Réfugié à Mogadiscio après avoir parcouru 270 kilomètres à pied sous le soleil, il s'était installé, début octobre, sous une cabane du camp de « La Tribune », édifice construit par l'ancien président Siyad Barré pour présider les revues militaires. Étonné car, arrivé alors littéralement épuisé, il avait pu, au fil des semaines, se refaire une santé grâce à la distri-

bution bi-quotidienne des repas de la Croix-Rouge. Depuis quelques jours, il a tout simplement retrouvé son appétit. Pas de quoi paniquer, mais Mohamed n'y comprend rien : « Avec les Américains, je reconnais à avoir faim ».

C'est l'un des étonnants paradoxes qui entourent l'opération « Rendre l'espoir ». Débarqués le 9 décembre, les troupes n'ont encore procédé à aucune distribution massive de nourriture. Une première incursion à l'intérieur des terres, vers Baidoa, ne devait se faire que le 15 décembre. Pis : cette incursion, qui n'a rien à voir avec l'opération « Rendre l'espoir », est même susceptible de contrarier les acheminements humanitaires.

assurant la sécurité du port et de l'aéroport, des vols d'acheminement et des centres de distribution humanitaires », souligne maintenant le colonel Bob Pock, porte-parole des « marines ».

Côté français, ce réajustement est accueilli avec un certain scepticisme. Placés sous commandement américain, les militaires s'abstiennent de toute critique, même s'ils sont nombreux à penser qu'un jour ou l'autre il faudra bien passer par un désarmement du pays. Les représentants du gouvernement français, eux, ne cachent pas, officieusement, que « la question du contrôle des armes a toujours été la priorité mise en avant par la France ».

Des coups de feu sont régulièrement tirés dans la ville et des affrontements plus sérieux ont eu lieu, lundi, dans le quartier de Ber-muda. La véritable nature de « Rendre l'espoir » semble encore lourde d'ambiguïté, les Somaliens étant partagés entre le soulagement d'avoir bientôt à manger et le sentiment d'être, comme le dit un journaliste de Mogadiscio, « humiliés et occupés par une présence étrangère ». Lundi matin, une Somalienne a été très violemment prise à partie par la population, parce qu'elle était soupçonnée d'avoir eu des relations avec un légionnaire français « à bord d'un tank américain ». Un scénario invraisemblable, affirme le colonel Michel Touron, dont on peut penser qu'il a été exploité par certains Somaliens, pour nourrir un sentiment anti-occidental.

Un diplomate européen résume, à sa manière, l'incertitude, voire le scepticisme que suscite, pour l'instant, toute l'opération : « Cette intervention, on peut la considérer comme un électrochoc. C'est comme en médecine : ou ça marche, ou ça ne marche pas... »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

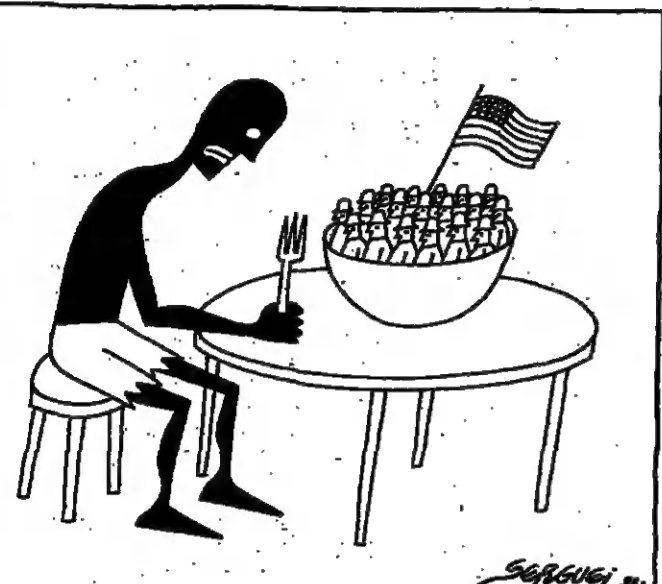
Faire oublier les bœufs

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui, deux fois par jour, distribue des repas à 1 500 000 Somaliens, a dû réduire ses rations de deux tiers, car il est en rupture de stocks depuis neuf jours. L'organisation attend désespérément 10 000 tonnes de vivres acheminés par bateau depuis le Kenya.

De même, les responsables à Mogadiscio de l'action humanitaire française espèrent que les derniers sacs de riz de l'opération « Rendre l'espoir » pour la Somalie arriveront à bon port mardi. Mais le port, justement, est occupé par la marine américaine, qui s'emploie à débarquer son matériel. « Les Américains sont obsédés par les problèmes de sécurité. Il est clair qu'ils ne veulent pas perdre un seul boy dans cette opération et ils misent sur un volume de forces considérable : il n'y aura pas d'étape intermédiaire. Alors, cela va prendre du temps, peut-être plus qu'on ne l'imagine », explique un

Sentiment anti-occidental

Ces dernières étaient vécues par les Somaliens comme de véritables humiliations, et par les organisations humanitaires, soudain dépourvues de leurs gardes du corps, comme l'annonce de nouveaux dangers. « Nos consignes ont changé : notre mission n'est pas de faire la police et d'établir l'ordre dans la ville ; nous sommes ici pour



La participation de l'Italie

Les Américains ne sont guère pressés d'accueillir les troupes de l'ancienne puissance coloniale

ROME

de notre correspondant

Partiront, partiront pas ? Finalement, les cinq Hercules C-130, destinés à transporter des blindés et du matériel logistique, ont décollé, lundi 14 décembre, de l'Italie qui, jusqu'alors, n'avait à Mogadiscio qu'une dizaine de soldats pour veiller sur son drapeau à nouveau déployé sur l'ancienne colonie, peut-être dans l'espoir de participer pleinement à l'opération « Rendre l'espoir ».

Le suspense durait depuis près d'une semaine. Après un vote acquis sans trop de difficultés au Parlement, le 9 décembre, le gouvernement s'était trouvé, d'entrée de jeu, dans une position gênante : le jour même, en effet, à Mogadiscio, la représentation spéciale du président Bush, M. Robert Oakley, jugeait « préférable que les Italiens viennent plus tard, pour reconstruire le pays » et ajoutait : « A présent, ce sera difficile pour eux car ils n'ont pas laissé, ici, une bonne image ».

Référence est ainsi faite au passé colonial, né des ambitions africaines de Francesco Crispi, qui devaient se solder, à la fin du siècle dernier, d'abord par un par-

tage d'influence avec la Grande-Bretagne, puis par un protectorat sur la Somalie et, à la fin de la deuxième guerre mondiale, en dépit de la défaite fasciste, par l'administration directe du pays jusqu'à son indépendance en 1960. A moins qu'il ne se soit agi d'un rappel plus embarrassant encore : celui du large soutien apporté par Rome au régime de l'ancien président Siyad Barré, ou encore du jeu florissant de certains, au travers des aides, entre les différentes factions somaliennes. Quel qu'il en soit, l'incident était à peine clarifié, grâce à une intervention de l'ambassadeur américain à Rome, qui obtenait un démenti du département d'Etat, que, cette fois, les Italiens se trouvaient techniquement empêchés de partir.

Comme par un fait exprès, le premier bâtiment de guerre à peine sorti du port de La Spezia, y revenait, et les cinq Hercules C-130 du premier contingent restant cloués au sol à l'aéroport de Pisa. Explication officielle : le navire n'avait pas d'escorte suffisante, et les avions ne pouvaient décoller en toute sécurité sur l'aéroport de Nairobi, où ils devaient faire une escale techni-

que. Et, surtout, à Mogadiscio, tout était tenu en main par les Américains. Il n'en fallait pas plus pour que la presse et l'opinion publique, toujours prêtes à s'auto-flageller, repartent d'incident et de « boycottage américain de l'Italie ».

Lundi 14 décembre, le ministre de la défense, M. Salvo Andò, intervenait vigoureusement auprès de son homologue américain, M. Dick Cheney, pour que « soit apportée une aide technique adéquate à un contingent aussi important que celui envoyé par l'Italie » (1 800 hommes d'ici à Noël). Et de s'expliquer devant la presse : si les avions ne pouvaient pas décoller, c'est que chacun des trente-six autres pays engagés dans l'opération avaient, en quelque sorte, « retenu » les couloirs aériens.

S'étant décidée la dernière, l'Italie avait dû faire la queue. Quant à la mauvaise humeur américaine : « N'ajoutons pas de confusion à la confusion », tranchait le ministre. Nous n'avons eu que des sollicitations de la part des Américains, et quand ils parlaient, j'ai tendance à croire ce qu'ils disent... »

M.-C. D.

ALGÉRIE : alors que des tribunaux d'exception sont mis en place

Cinq policiers ont été tués dans une embuscade à Alger

ALGER

de notre correspondant

L'engrenage de la violence ne semble pas près d'être enrégulé. Malgré l'instauration du couvre-feu dans l'Algérie et les six départements limitrophes, le 5 décembre, des attentats meurtriers continuent de faire des victimes dans les rangs des forces de l'ordre. Jeudi et vendredi dernier, dans la banlieue de la capitale et à Blida, à une cinquantaine de kilomètres au sud, trois policiers, dont un commissaire divisionnaire, et deux gendarmes, ont été assassinés par des éléments armés qui, chaque fois, ont réussi à prendre la fuite.

Lundi 14 décembre, aux premières heures de la matinée, non loin de la mosquée d'Agreval à Kouba, fief de l'intégrisme, une patrouille de la police est tombée dans une embuscade, tendue par des inconnus dont on ignore s'ils ont été arrêtés. Cinq policiers ont

été tués sur le coup et un sixième a été grièvement blessé. Le véhicule tout-terrain à bord duquel se trouvaient les six membres des forces de l'ordre avait été bloqué par un barrage formé de pierres et de troncs d'arbres disposés au travers de la chaussée, avant d'essuyer le feu nourri d'armes automatiques.

C'est l'action la plus meurtrière contre des membres des forces de l'ordre depuis l'instauration du couvre-feu. Depuis cette date, le bilan des victimes du terrorisme est très lourd : dix policiers ou gendarmes tués. Un civil, père de deux policiers, a aussi trouvé la mort au cours d'un attentat à Baraki, à l'est d'Alger.

Malgré cette recrudescence de la violence, les autorités locales estiment avoir la situation bien en main. Ainsi, dans un communiqué publié dimanche, le Haut Comité d'Etat (HCE) « constate une nette amélioration dans la lutte antiterroriste ». D'autre part, la présidence

collégiale a annoncé la mise sur pied des trois tribunaux d'exception prévus par la loi antiterroriste, qui permettront, selon la presse algérienne, « un traitement rapide des dossiers et une spécialisation des magistrats ». - (Interim.)

■ SÉNÉGAL : l'armée a pilonné des camps au Guinée-Bissau. - En représailles à une attaque lancée vendredi soir, l'armée sénégalaise a pilonné, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre, des camps du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, séparatiste) situés en territoire bissau-guinéen, faisant plusieurs dizaines de victimes. L'attaque du MFDC avait fait deux morts parmi les militaires sénégalais, indique-t-on de source autorisée. « Il y a plusieurs dizaines de victimes côté rebelles », a déclaré une source autorisée. - (Reuters.)

L'ART D'ÊTRE BIEN.

Cartier
JOAILLIERS DEPUIS 1875

51, RUE FRANÇOIS 1^{er} - PARIS - 40.74.60.60

EUROPE

RUSSIE : l'élection d'un nouveau premier ministre

Le rythme des réformes pourrait être ralenti

Suite de la première page

Figurant sur cette liste, deux réformateurs, MM. Egor Gaidar et Vladimir Choumitch, deux «centristes» proches du président, le vice-premier ministre Viktor Tchernomyrdine et le secrétaire du conseil de sécurité Iouri Skokov, ainsi que le directeur général d'une usine automobile, M. Vladimir Kadonnikov, surpris lui-même de cet honneur inespéré.

Interrogés, les congressistes se demandent s'ils ne viennent pas de perdre définitivement l'étrange partie de poker menteur qui les oppose depuis deux semaines à M. Eltsine. Pour beaucoup, en effet, la messe est enfin dite, car le président n'hésitera pas à opter pour M. Gaidar, et à le laisser choisir entre les trois candidats arrivés en tête du vote indicatif du Parlement, puis d'imposer son candidat au Congrès, au besoin comme premier ministre «intérimaire».

Mais tel fut pris qui croyait prendre. Le résultat du scrutin est en effet une véritable pifia pour M. Eltsine. Cortes, M. Gaidar arrive bien en troisième position, mais il ne recueille que 400 voix positives, et 492 négatives, alors que MM. Iouri Skokov et Viktor

Tchernomyrdine sont plébiscités respectivement par 637 et 621 députés.

Que va faire M. Eltsine? Quelques dizaines de minutes plus tard, il monte à la tribune pour expliquer qu'il voulait toujours, lui, faire confiance à M. Gaidar, mais que ce dernier a retiré sa candidature au profit de celle de M. Iouri Skokov. «La fonction que celui-ci occupe au conseil de sécurité est trop importante pour qu'il l'abandonne, aussi je choisis M. Viktor Tchernomyrdine», conclut M. Eltsine. Premier ministre, il prétendait se lever, va à la tribune pour dire quelques mots, un député lui pose une question sur le précédent gouvernement, mais M. Khasbulatov lui demande de regagner sa place. L'essentiel, à savoir le vote définitif du Congrès, n'a, en effet, pas encore eu lieu. Ce fut une simple formalité : M. Tchernomyrdine est élu par 721 voix contre 172.

Le nouveau premier ministre peut alors prendre la parole. En quelques phrases, qui ne resteront sans doute pas inscrites dans le répertoire de l'éloquence parlementaire, il remercie le Congrès «de tout son cœur» et affirme qu'il est pour les réformes, pour une économie de marché, mais pas pour le

basar, et contre l'appauvrissement du peuple. Quelques minutes plus tard, M. Gaidar annonce aux journalistes qu'il ne participera pas à la prochaine équipe gouvernementale. Visiblement ému, l'ancien premier ministre, un des rares hommes politiques à pouvoir sortir la tête haute de ces deux semaines, demande aux autres ministres de «rester s'ils peuvent être utiles aux réformes».

Dans les couloirs, les conservateurs extrémistes jubilent : ils se sont débarrassés de leur bête noire. «J'espère qu'on va maintenant changer tout le gouvernement et que le premier à partir sera le ministre des affaires étrangères», déclare ainsi M. Sergueï Babourine, leader du Front de salut national, l'organisation, interdite, qui rassemble les anciens communistes et les néo-fascistes. «Le réalisme l'a emporté», réclame un des dirigeants de l'Union civique, le bloc «centriste» qui paraît être le grand vainqueur de ce Congrès. Quant aux députés réformateurs, effondrés, certains n'hésitent pas à s'en prendre à Boris Eltsine : «C'est le résultat des compromis successifs du président. Maintenant, nous passons dans l'opposition», s'exclame le Père Gleb Iakouline.

Le président affaibli

Il est clair que M. Eltsine sort grandement affaibli de cet affrontement avec le Congrès et qu'il n'a rien obtenu en échange des gages données, depuis déjà plusieurs mois, aux députés. Ceux-ci, après avoir obtenu la tête du ministre de l'information et du directeur de la télévision, ont gagné durant la session un droit de regard sur la nomination de quatre ministres, dont celui des affaires étrangères, et il y a tout lieu de craindre que le responsable de la diplomatie russe, M. Andreï Kozirev, ne soit obligé de quitter son poste. Autre victime de cette «quinzaine des députés», M. Choumitch Bourboulis, émissaire grise du président, sacrifié samedi. M. Gaidar est tombé à son tour, en dépit du soutien sans faille que lui a assuré M. Eltsine durant toute la session.

Aussi grave : M. Eltsine n'a-t-il pas perdu la confiance de ses supporters les plus farouches, qui, insoumis à son pouvoir, ne cessent aujourd'hui de comparer son indécision à celle d'un quelconque Gorbatchev, ainsi que le respect d'une population, qui veut d'abord un «patron»?

Où est donc passé le «grand improvisateur», l'homme qui, depuis plusieurs années, a toujours su se tirer des situations les plus difficiles, quitte à transgresser ses déclarations de victoire? Comment a-t-il pu — lui, l'ancien apparatchik, parfaitement au courant des redoutables arcanes des assemblées soviétiques — se laisser ainsi piéger par un Congrès donné pourtant comme moribond après le putsch d'août?

La principale question reste pourtant de savoir quelles seront les conséquences de l'élection de M. Tchernomyrdine sur le rythme des réformes lancées par l'équipe Gaidar. Une chose en tout cas semble certaine : le vocabulaire va changer. « Ici, nous avons besoin, tous les jours, d'un nouveau slogan, ironisait un député. Après la glasnost et la perestroïka, nous avons eu la réforme. Est maintenant venu le temps de la stabilisation, qu'on va nous servir à toutes les sauces ».

Le Congrès a clos sa session lundi soir, pour se réunir à nouveau en avril, mois durant lequel un référendum sur la Constitution reste prévu. Il pourrait donner à M. Eltsine l'occasion d'une revanche. En attendant, après ces deux semaines de rebondissement, sans doute peut-on se dire qu'une parodie de démocratie vaut mieux qu'une vraie dictature.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Une année de « gaidarisme » pour rien ?

Héritiers de la perestroïka, les jeunes libéraux de l'équipe de M. Gaidar sont arrivés au pouvoir de manière presque impromptue, après le putsch avorté de l'été 1991. Certains, comme M. Gaidar lui-même, ancien journaliste économique à la Pravda, étaient de vrais enfants du communisme. D'autres venaient du secteur privé, ou avaient étudié à l'étranger. Mais tous tranchaient radicalement, au moins par le style, avec l'ancienne équipe. Même leurs vêtements étaient différents...

Formés à l'économie capitaliste, et, contrairement aux équipes précédentes, comprenant des mécanismes, les proches de M. Gaidar avaient assisté au début de la libéralisation de l'Europe de l'Est, en Pologne notamment. Ils avaient constaté que des changements radicaux dans la structure des prix et de la production étaient nécessaires pour construire une économie de marché. En cela, ils approuvaient partiellement le « plan des cinq cents jours » conçu principalement par l'économiste Stanislav Chelomeï, que le président Gorbatchev avait fait appliquer à l'été 1990. Mais ils allaient plus vite et plus loin, en choisissant en particulier de libérer les prix de détail massivement, et dans la toute première étape de la réforme.

Ce qui fut fait dès le 2 janvier. En quelques jours, la population russe vit les prix flamber dans les magasins. Il serait faux de dire que depuis des décennies, les Russes n'avaient connu que des prix aussi fixes qu'un ticket de métro à 5 kopeks ; avant même la perestroïka, les marchés kolchoziques (ceux des paysans) et surtout l'économie souterraine sous toutes ses formes avaient donné à la population un goût du capitalisme.

Dans les premiers mois, donc, la libéralisation des prix fut relativement bien acceptée. La population, dont les économies enroulées n'étaient pas négligeables, n'était pas mécontente de voir les magasins se remplir un peu. Embusqués au coin des rues, les conseillers occidentaux — notamment l'équipe de l'éco-

nomiste américain Jeffrey Sachs — très influents autour de M. Gaidar, guettaient, dans l'angoisse, la « réponse de l'offre », la fameuse réaction des producteurs aux augmentations de prix. A Varsovie, dans les semaines qui avaient suivi la libéralisation des prix de janvier 1990, les camions remplis de victuailles avaient afflué et les petits commerces avaient fleuri.

Difficultés de compréhension

Mais la réponse de l'offre fut bien faible et rapidement, l'équipe de M. Gaidar fut confrontée à de graves obstacles économiques et surtout politiques. D'une part, la propriété privée, notamment celle de la terre, n'était toujours pas reconnue. Alors que les prix flambaient (au moins 20 % de hausse par mois depuis l'été), les structures de l'économie n'étaient pas modifiées, et la chute de la production industrielle s'accélérait (le produit matériel net avait chuté de 25 % cette année). L'exemple d'un cinéma de Moscou repris par des occidentaux puis transformé du jour au lendemain en magasin de vente de pièces détachées d'automobiles par le « soviétique » des travailleurs illustre bien les difficultés de compréhension de la finalité de la réforme et du partage de la propriété.

D'autre part, la réforme des prix de détail et de gros avait exclu celle de l'énergie. Compte tenu de l'état désastreux des comptes des grandes entreprises, il était très difficile de relever brutalement les prix du pétrole. Les hésitations se traduisaient par un premier départ dans l'équipe de M. Gaidar, celui du ministre de l'énergie, M. Vladimir Loupoukhine (qui travaillait aujourd'hui pour la Banque Lazare), et a été remplacé par M. Viktor Tchernomyrdine, le nouveau premier ministre.

Troisième obstacle, l'absence de frontières économiques claires entre la Russie et les autres États de la CEI. Menant, sous les conseils des Occidentaux, une politique monétaire

stricte, au début de l'année 1992, la Banque centrale de Russie se retrouve vite débordée par les demandes de crédits de la part des entreprises et des régions de l'ex-URSS et fit marcher à fond la planche à billets. Personnage contesté, menant une politique rigoureuse puis laxiste, le gouverneur de la Banque centrale, M. Gueorgui Iakouchine, fut finalement remplacé, en août, par M. Viktor Guverachchenko, qui avait tout de même été mis aux arrêts quelques jours pour avoir participé au putsch d'août 1991...

Pendant que le gouvernement Gaidar multipliait les tournées dans les capitales afin de conserver le soutien des étrangers, le président Eltsine tint lui aussi à prouver à l'Occident et à la population russe que les réformes avançaient, tout en ménageant les sensibilités conservatrices. Sous la pression du Fonds monétaire international, détenteur de la clé d'une aide occidentale importante (24 milliards de dollars), M. Eltsine autorisa, le 1^{er} août, l'unification du taux de change, qui s'est immédiatement traduite par une chute brutale du rouble. Élément d'humiliation pour la population et de confusion pour les experts étrangers, pour qui, à de tels cours (plus 400 roubles pour un dollar contre moins de 100 au début de l'année), aucune comparaison internationale n'est plus possible. De plus, à l'occasion de l'anniversaire du putsch, le président choisit de distribuer des « coupons » de privatisation, d'une valeur de 10 000 roubles, et pouvant être investis dans le capital des entreprises en voie de désamortissement. En fait, ces coupons se brident dans les rues des grandes villes. Une année de « gaidarisme » n'aura-t-elle donc servi à rien? Une faible affirmation serait fautive, car le gouvernement de 1992 a contribué à la destruction de l'ancien système et apporté des éléments fondamentaux de l'économie de marché.

FRANÇOISE LAZARE

M. Viktor Tchernomyrdine : la discrétion d'un « gazparatchik »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Tout ce que je peux vous dire de lui, c'est qu'il sent le gaz ». Pas très aimable, un député réformateur caractérisait ainsi M. Viktor Tchernomyrdine après son élection au poste de premier ministre. Un autre n'était guère plus indulgent : « C'est toujours celui qu'on voit derrière ». Un troisième portait l'estocade : « Avant, il portait le costume gris des apparatchiks, maintenant, pour montrer qu'il est réformateur, il s'habille... en kaki ».

Il est bien difficile, en lisant la biographie officielle du successeur d'Egor Gaidar, de trouver quelque couleur à ce « gazparatchik » de cinquante-quatre ans, produit typique de la nomenklatura industrielle. Né en 1938 dans la région d'Orenbourg (Oural du Sud), cet ingénieur a fait sa carrière dans l'industrie du gaz puis au Parti communiste, auquel il adhère en 1981 et dont il devient « consultant » au Comité central en 1978. Nommé vice-ministre de l'Industrie du gaz sous Léonide Brejnev, il est promu ministre à part entière (de l'industrie du gaz) en 1985, fonctions qu'il occupe jusqu'en 1989, date à laquelle il prend la responsabilité du complexe Gazprom, dont on dit qu'il est la seule branche industrielle à fonctionner encore de manière relativement satisfaisante.



que jugée trop libérale. Il augmente pourtant en septembre les prix de l'énergie tout en décidant de reporter leur libéralisation totale. Une voie médiane, donc, qui devrait être désormais la sienne de conduite de cet homme rapet et affable, qui aura à prouver sa capacité à gérer réformateurs et conservateurs.

J.-A. F.

LE MONDE diplomatique

Décembre 1992

- **LIBÉRALISME** : La ballade des prétendus, par Claude Julien. — Des démocraties sans voix, par Christian de Brie.
- **ÉTATS-UNIS** : M. Clinton aura-t-il les moyens de ses ambitions ? par Serge Halimi.
- **ÉCONOMIE** : Ne pas se tromper de relance, par René Passet.
- **SLOVÉNIE** : Un pays saisi par les réalités de l'indépendance, par Catherine Samary.
- **PROCHE-ORIENT** : L'oligarchie financière au pouvoir au Liban, par Samir Kassir. — La Syrie ne renonce pas à ses ambitions régionales, par Nadine Picardou. — Sionisme et judaïsme encore plus inconciliables ? par Boaz Evron. — Le monde arabe sous le choc de la fragmentation, par Eric Rouleau.
- **HISTOIRE** : Entre culture yiddish et stalinisme, l'étrange cas du Docteur Zborowski et de M. Etienne, par Philippe Vidélier. — Le « complot » des blouses blanches à Moscou, par Jean-Jacques Marie.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

En visite officielle à Moscou

Le chancelier Kohl veut soutenir la politique économique de M. Eltsine

Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, est arrivé, lundi soir 14 décembre à Moscou, accompagné de trois ministres et d'une importante délégation d'hommes d'affaires. Il a été accueilli par le nouveau premier ministre, M. Viktor Tchernomyrdine. Pendant deux jours, les responsables russes et allemands devaient aborder les problèmes de la coopération économique germano-russe, de l'apurement de la dette de Moscou envers l'ex-RDA, et du statut de la minorité russe de souche allemande.

BONN

de notre correspondant

Cette visite, la première du chancelier allemand dans la Fédération de Russie depuis l'éclatement de l'Union soviétique, était prévue de longue date, pour répondre à celle que M. Eltsine avait faite en novembre 1991 à Bonn. En pleine lutte pour le pouvoir à Moscou, elle intervient à un moment particulièrement délicat. En maintenant son départ à la date prévue, le chancelier a marqué son soutien à la politique de réforme entreprise par le président Eltsine en dépit des vicissitudes qu'elle connaît actuellement.

La situation politique en Russie est suivie avec attention à Bonn. Si les intérêts vitaux de l'Allemagne se situent aujourd'hui à l'ouest, et notamment au sein de la Communauté européenne, toute menace d'instabilité de longue durée dans les Républiques de l'ex-URSS n'en constitue pas moins pour elle une source d'inquiétude. M. Eltsine est loin de jouir de la popularité de son prédécesseur, M. Mikhaïl Gorbatchev, pour qui l'on continue de

dérouler le tapis rouge en Allemagne, mais Bonn s'est efforcé de maintenir une relation étroite avec le président russe et son équipe. Conscient d'avoir disposé jusqu'à d'interlocuteurs bien intentionnés, notamment le chef de la diplomatie, M. Kozirev, pour consolider les relations entre les deux pays, le gouvernement allemand a soutenu du mieux qu'il pouvait leurs efforts de réforme.

Préparé par la venue en octobre du ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, la visite du chancelier Kohl vise à apurer, autant que possible, les contentieux du passé. Ainsi espère-t-on, du côté allemand, voir bientôt se concrétiser les promesses du gouvernement d'attribuer un territoire autonome à la minorité russe de souche allemande, évaluée à près de deux millions de personnes. Bonn demande également aux Russes l'ouverture des archives pour permettre de retrouver la trace des disparus allemands dans les camps de l'après-guerre.

Revendications financières

Des négociations ont également lieu entre Moscou et Bonn sur des revendications financières formulées de part et d'autre. Moscou souhaite obtenir des dédommagements pour les victimes du nazisme et essai de négocier au mieux le rachat par l'Allemagne des installations abandonnées par l'armée soviétique dans l'ex-RDA. Les Allemands veulent régler en échange le problème des dettes de Moscou envers l'ancienne Allemagne de l'Est — 17,6 milliards de deutschmarks — provenant de la liquidation du COMECON, l'ancienne organisation commerciale intégrée des pays de l'Est.

Ces négociations demandent un certain doigt pour ne pas embas-

ser un gouvernement qui, malgré ses difficultés, a tenu jusqu'à présent ses engagements. Le retrait des forces soviétiques stationnées dans l'ex-Allemagne de l'Est se passe pour le moment selon le calendrier prévu. Près de 60 % des effectifs présents dans l'ex-RDA auront quitté le sol allemand à la fin de 1992, le reste devant partir d'ici à 1995. Peut-être plus que tous les autres pays occidentaux, parce qu'elle est en première ligne, l'Allemagne aurait tout à craindre d'une crise russe qui pourrait poser des problèmes de sécurité militaire ou accélérer les mouvements de migration vers l'Europe de l'Ouest. Bien que des mesures aient été prises pour ralentir l'immigration en Allemagne, toute tension rendrait bien difficile notamment de retenir les deux millions de Russes de souche allemande.

Premier fournisseur d'aide à la Russie, l'Allemagne fait pour les mêmes raisons tout ce qui est en son pouvoir sur le plan bilatéral et multilatéral pour que les réformes entreprises aient une chance de réussir. Dans son propre intérêt : les Allemands détiennent une part importante de la dette de l'ex-URSS, pour un montant estimé globalement à 50 milliards de deutschmarks. En outre, les difficultés de l'économie soviétique entravent la reconstruction de l'économie allemande. Malgré les aides à l'exportation, le commerce avec les anciennes Républiques soviétiques, dont 90 % se font avec la seule Russie, n'a cessé de s'effondrer, faute notamment de moyens de paiement. Les exportations vers ces Républiques ont chuté de 37,1 % de 1990 à 1991, passant à 17,6 milliards de deutschmarks. Elles représentaient 7,1 milliards pour les six premiers mois de 1992.

HENRI DE BRESSON

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et les initiatives diplomatiques

Paris demande à l'ONU d'agir contre l'aviation serbe

Suite de la première page

Le calendrier des travaux du Conseil est également sujet à divergences. Les Européens souhaitent mettre le projet de résolution aux voix avant la fin de la semaine. Certains délégués, craignant qu'un durcissement de la communauté internationale ne porte préjudice à M. Milan Panic dans la lutte pour la présidence en Serbie, estiment qu'il faudrait attendre les résultats de l'élection présidentielle à Belgrade, le 20 décembre, avant de voter une telle résolution. D'autres, au contraire, pensent qu'il faut adopter la résolution avant cette élection pour montrer à la population serbe à quel point elle est isolée avec M. Slobodan Milosevic comme chef.

L'opposition des Européens à une résolution plus « dure » est partagée par M. Boutros Boutros-Ghali. Ayant été informé, lundi, par l'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Mérimée, du contenu du projet français, le

secrétaire général de l'ONU s'est dit « extrêmement inquiet » quant à la sécurité des « casques bleus » sur place. En effet, les Européens ayant des soldats en Bosnie-Herzégovine craignent qu'ils soient pris en otage par les forces serbes « au cas où les bombardements américains seraient durs, mais pas assez durs ».

« Très réticent » à l'égard de toute résolution autorisant l'emploi de la force pour faire respecter les décisions du Conseil en Bosnie-Herzégovine, Moscou aurait aussi fait part de ses « inquiétudes ». A en croire des diplomates, bien que la Russie ne soit pas en position d'opposer son veto, les dirigeants russes « se sont résignés à l'idée de la division de la Bosnie-Herzégovine entre les Serbes et les Croates ».

Le projet de résolution présenté, lundi, par la mission française aux délégations américaines, britanniques, russe et belge, reprend le texte précédent du Conseil concernant l'interdiction de survol, et les Fran-

M. Kozyrev assure la Serbie du « soutien de la Grande Russie »...

STOCKHOLM

de notre correspondant

C'était digne d'Orson Welles lisant à la radio américaine la Guerre des mondes, de H. G. Wells. Tirant brutalement de sa somnolence diplomatique l'assemblée des ministres des affaires étrangères de la CSCE, réunie à Stockholm, lundi 14 décembre, M. Andreï Kozyrev, le ministre russe, s'est lancé dans une harangue aux accents de guerre froide, commençant par une attaque en règle contre l'OTAN et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur « l'ingérence en Bosnie et dans les affaires intérieures de la Yougoslavie ».

Une onde de choc a parcouru l'assistance semi-incrédule lorsque, poursuivant sur le même ton, M. Kozyrev a demandé la levée de l'embargo imposé à la Serbie et au Monténégro : « Faute de quoi, nous nous réservons le droit de prendre les mesures unilatérales nécessaires pour défendre nos intérêts. » « Le gouvernement actuel de la Serbie peut compter sur le soutien de la Grande Russie », a-t-il conclu. Une demi-heure plus tard, il expliquait à ses collègues qu'il s'était livré à un pastiche « à la manière de l'opposition russe d'aujourd'hui ». Reprenant la parole, il remercia l'assemblée de lui

avoir donné l'occasion de déployer cette « rhétorique » destinée à montrer les « dangers réels » que court l'Europe post-communiste. C'était, a-t-il dit, « une compilation assez fidèle des exigences de l'opposition, pas la plus radicale certes, en Russie ».

A une exception près, personne dans la délégation russe n'avait été informé de ce que préparait M. Kozyrev. « On parle de thérapie de choc, eh bien, il s'agit ici de diplomatie de choc, pour attirer l'attention sur la gravité de la situation dans notre pays. Je ne veux pas que la situation en Yougoslavie se répète chez nous. Il faut que la CSCE soit plus efficace, qu'elle se dote pour cela des instruments nécessaires et nous voulons qu'elle s'engage dans ce qui se passe en Russie », nous a dit le ministre russe.

Après ce coup de théâtre, le ministre est allé retrouver le secrétaire d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger. Ils ont publié une déclaration commune, authentique cette fois, laissant entrevoir une levée des sanctions contre la Serbie si les élections du 20 décembre prochain « sont suivies par un changement fondamental de politique ardemment souhaité par la Russie et les Etats-Unis ».

FRANÇOISE NIÉTO

Le ministre allemand des postes démissionne pour protester contre l'inaction de Bonn en Bosnie

FRANCFORT

de notre correspondant

M. Christian Schwarz-Schilling, ministre des postes et des télécommunications, a démissionné, lundi 14 décembre, du gouvernement du chancelier Kohl, pour protester contre son inaction dans la crise de l'ex-Yougoslavie. « J'ai honte d'appartenir à ce gouvernement qui persiste à ne rien faire », a déclaré M. Schwarz-Schilling, membre du parti chrétien démocrate (CDU) de M. Kohl. Il dénonce « ceux qui observent » le drame alors que « des milliers de gens vont mourir de faim et de froid dans les camps ».

M. Schwarz-Schilling était ministre des PTT depuis le premier gouvernement Kohl, en 1982. Son départ relance les interrogations à Bonn sur l'éventualité d'un remaniement ministériel. Le chancelier avait évoqué cette possibilité pour le début de l'année 1993. Dans les milieux industriels, le retrait de M. Schwarz-Schilling fait naître des craintes sur un report de la réforme prévue du statut des PTT en trois sociétés anonymes (poste, télécommunications et services financiers).

Cette réforme nécessite un changement de la Constitution, qui passe par un accord politique de la coalition avec l'opposition sociale démocrate (SPD). Le ministre des postes attendait depuis juin un feu vert du chancelier pour engager les discussions avec le SPD. Mais M. Kohl repoussait son accord. Le chancelier a confirmé que la réforme du statut des PTT devait être poursuivie par le nouveau ministre. On s'attend, toutefois, au minimum à des délais. Il en sera de même pour le choix, qui devait annoncer M. Schwarz-Schilling, d'un consortium privé pour le deuxième réseau de radio-téléphones en Allemagne.

E. L. B.

Londres recommande « la plus grande prudence »

Il faut agir « avec la plus grande prudence », « rien n'est décidé », a déclaré, lundi 14 décembre, un porte-parole du Foreign Office, à propos de l'initiative française de saisir le Conseil de sécurité pour un renforcement de l'interdiction de survol de la Bosnie.

Ce porte-parole a affirmé que, depuis la mi-octobre, « aucune mission de bombardement n'a été menée » en Bosnie par les forces aériennes serbes. « Les Serbes organisent actuellement 4 ou 5 vols en moyenne par jour, à l'aide d'avions légers qui servent uniquement à transporter des blessés ou des négociateurs serbes, se rendant à des rencontres internationales. Est-ce suffisant pour envisager le recours à la force? », a-t-il demandé. Lundi matin, le ministre britannique de la défense, M. Malcolm Rifkind, avait également assuré que, d'après ses informations, aucun avion de combat serbe n'avait violé l'interdiction de survol imposée à la mi-octobre par le Conseil de sécurité.

Selon M. Radovan Karadzic les Serbes de Bosnie sont prêts à proclamer la fin de la guerre

Le chef des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a annoncé, lundi 14 décembre, que le « Parlement de la République serbe », proclamé unilatéralement sur les 70 % du territoire bosniaque conquis par les séparatistes serbes, se réunira, jeudi, pour proclamer unilatéralement la fin de la guerre, « comme un bœuf baisse les bras et dit à l'arbitre qu'il cesse de se battre ». Le « Parlement » serbe déterminera également, selon M. Karadzic, les frontières de son Etat, « qui coïncident avec les lignes de front ».

M. Karadzic a en outre annoncé que les Serbes vivant à Sarajevo seraient évacués à partir du vendredi 18 décembre. En attendant, la capitale bosniaque a de nouveau été, lundi, la cible de violents bombardements. (AFP, Reuters)

ITALIE : les élections municipales et provinciales partielles

La Démocratie chrétienne et le Parti socialiste ont essuyé un nouvel échec

Le résultat des élections municipales et provinciales italiennes, lundi 14 décembre, a été conforme aux prévisions : victoire de la Ligue, écroulement du Parti socialiste, déclin relatif de la Démocratie chrétienne, avancée des petites formations.

ROME

de notre correspondant

Les électeurs qui se sont prononcés dans plus de cinquante communes, fatigués de s'entendre expliquer dans les sondages ce qu'ils allaient voter, ont pourtant voulu innover un peu. Et paradoxalement, Umberto Bossi et ses troupes de la Ligue, qui se taillent un pourcentage confortable 37,2 % à Varèse ou un 32 % à Monza, soit entre 16 et 25 points de plus qu'aux dernières municipales, étaient presque déçus de n'avoir pas franchi le cap des 40 %.

« Les partis qui siègent au Parlement sont délégués », se contentait de dire le professeur Miglio, idéologue de la Ligue, tandis que le « sénateur » Umberto Bossi, parlant de « portée historique » du test qui venait de se dérouler, évoquait l'idée d'élections générales anticipées.

« En face », à la Démocratie chrétienne, ancienne reine des bastions « blancs » du nord et surtout des greniers à voix du sud, l'atmosphère n'était pas à la débâcle, en dépit d'un net recul au nord (entre 12 et 18 points), plus modeste au sud où, à Reggio de Calabre, par exemple, elle résiste à 24,1 %, ne perdant « que » cinq points. Et, autre paradoxe, les stratégies de la DC en venaient à se consoler : « Cela aurait pu être pire, nous avons fait mieux que dans les sondages ». Il n'en reste pas moins que la leçon est dure pour une Démocratie chrétienne qui avait tenté de se présenter avec l'étiquette d'un parti en pleine tentative de rénovation. Son nouveau secrétaire, l'austère, irréprochable, mais surtout maladroite Mino Martinazzoli, dont c'était la

premier combat à la tête de ses troupes, avait, il est vrai, eu tendance à jeter un peu vite le gant, parlant à quelques jours des élections d'un « parti devenu un cimetière ». Plus encore, expliquant que « si la D. C. ne se réformait pas, serait bientôt le seul absolu », il avait évoqué le projet de la débaucher pour en faire prochainement le « Parti populaire européen ». Initiative intempestive aussitôt démentie.

Le PSI

à la dérive

Le noir absolu, en revanche, était de mise au Parti socialiste. Dans les trois principales communes où l'on votait, le PSI passe en effet d'une élection municipale à l'autre de 15,6 % à 4,2 % à Varèse ; de 17,3 % à 5,5 % à Monza et de 23,1 % à 11,3 % à Reggio de Calabre. Exécution capitale qui faisait dire justement à un Beppe Craxi, en apparence impossible : « Les électeurs nous ont puni avec le maximum de rigueur ». Il n'en fallait pas plus, pour redéclencher l'orage dans un PSI à la dérive qui, lors de la convention socialiste, le 26 novembre à Rome, a vu pour la première fois après plus de dix ans de monolithisme au sommet, la faction rebelle des réformistes, guidée par le ministre de la justice, M. Claudio Martelli, s'opposer à la motion du secrétaire du parti, M. Bettino Craxi. Ce dernier avait réussi à sauver les meubles, mais pour combien de temps? Après cette autre débâcle, de nouvelles voix s'élèvent pour réclamer sa démission, voire un « conseil de régence » et un congrès anticipé. Tant il est vrai qu'un train où vont les choses, si le programme, et surtout les alliances du parti ne sont pas redéfinies, le bateau aura coulé avant que les barreaux potentiels aient réglé leurs comptes.

Qu'ont donc « punis » les électeurs lundi soir? Car, une fois de plus, depuis le vote aux législatives du 5 avril qui avait entamé la première brèche dans la citadelle démocratique chrétienne, l'Italie a protesté, plus

qu'elle n'a exprimé un projet. Contre quoi? Ce vieil attelage de plus en plus cahotant entre un nord riche et un sud, dur à traîner? Peut-être. La rigueur et les mesures fiscales prises par un gouvernement qui n'avait pas le choix? Plus probablement. Mais avant tout, la corruption, et presque la seule présence des partis en place, qui explique aussi dans une moindre mesure la stagnation d'un PDS (ex PCI) réformé mais encore peu convaincant. Un exemple? A Monza, quatorze élus locaux, tous DC ou PSI, sont allés en prison; à Varèse, une bonne partie du conseil municipal et le président de la province; à Reggio de Calabre, enfin, une dizaine de membres de la junte. Et ce n'est pas un hasard si la « Rete », le mouvement anti-mafia de Leoluca Orlando, bien que né à Palerme, a tracé un sillon jusque dans le nord où il double ses voix, dépassant le PSI à Varèse avec 5,5 %, et à Monza avec 6,5 %.

Autre constatation liée au phénomène de « purification » générale qui fait aussi un peu tourner la tête à l'Italie, en dépit des appels à l'unité de la hiérarchie religieuse, la base n'a pas suivi et a voté, qui la « Rete », qui les « Verts », qui même la Ligue. Une constatation qui a servi également sur la droite les néo-fascistes du MSI, qui marquent de solides points au sud.

Reste à présent à faire les comptes : ingouvernabilité locale, où ne pouvant assumer seule le pouvoir, la Ligue doit chercher d'improbables alliés, et bientôt ingouvernabilité tout court? Même s'il est artificiel de projeter sur le plan national, un tel sommaire toute limité, la coalition gouvernementale n'aurait plus que 35 %. Le président du Conseil, le socialiste Giuliano Amato, n'aura pas la partie facile, à moins que l'écroulement de son parti d'origine ne lui laisse — autre paradoxe — les mains plus libres.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le Monde EDITIONS

ENQUÊTES SUR LA DROITE EXTRÊME

RENÉ MONZAT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Comme notre principal client travaille plutôt tard le soir, la Fnac restera ouverte en nocturne les 16, 17, 18, 21, 22, 23 décembre.

Ouvertures exceptionnelles des Fnac de Paris et région parisienne en décembre - Fnac Forum, Fnac Montparnasse, Fnac Etoile: nocturnes les 16, 17, 18, 21, 22, 23 jusqu'à 21 h, ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h - Fnac Musique Bastille: nocturnes tous les mercredis et vendredis jusqu'à 22 h, ouvert dimanche 20 de 11 h à 20 h - Fnac Musique Italiens: lundi-samedi de 10 h à 24 h, dimanche 20 de 13 h à 24 h - Fnac Micro, 71, bd St-Germain: lundi au samedi de 10 h à 20 h, dimanche 20 de 10 h à 20 h -

Fnac La Défense, Parly II, Créteil, Cergy ouvert dimanche 20 de 10 h à 19 h. Fnac Noisy le Grand jusqu'à 20 h - Autres horaires particuliers - Fnac La Défense: lundi au samedi de 9 h 30 à 20 h du 14 au 24 décembre - Fnac Parly II: nocturnes mardi au vendredi jusqu'à 22 h - Fnac Créteil: mardi au vendredi jusqu'à 21 h - Fnac Cergy, Fnac Noisy le Grand: lundi au samedi 10 h à 20 h, vendredi jusqu'à 21 h. 3615 Fnac

AGITATEUR DEPUIS 1954.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le forum économique de Little-Rock

M. Clinton agite des idées
mais ne laisse pas percer ses intentionsLITTLE-ROCK (Arkansas)
de notre envoyé spécial

Le candidat aimait volontiers jouer les professeurs d'économie. Le président élu jouait, lundi 14 décembre, les animateurs-présentateurs d'un curieux forum télévisé qui réunissait à Little-Rock quelque quatre cents « acteurs de l'économie », des vedettes de Wall Street au petit commerçant, en passant par des syndicalistes et un bataillon d'experts. L'objectif était possiblement flou : débattre de la situation de l'économie américaine. Il n'est pas certain que cette « conférence économique » — une idée lancée un peu à la va-vite dans le feu de la bataille électorale — aura beaucoup de suites. Elle avait, en tout cas, le mérite d'être assez révélatrice de la méthode Clinton.

M. Clinton a fait savoir qu'il entendait « rester en campagne », continuer à vulgariser ses idées, bref ne pas séparer l'art de la politique de celui du gouvernement. Comme M. Ronald Reagan, il croit en l'efficacité des prestations publiques soigneusement médiatisées. Cela va de son jogging matinal à ce séminaire sans précédent. Certains dénoncent son goût pour la politique-spectacle. M. Clinton explique que c'est l'art de continuer à « communiquer avec les Américains » et de ne pas se laisser enfermer dans la « bulle protégée » de la Maison Blanche. Roosevelt pratiquait la conversation (radio) au coin du feu ; avec M. Clinton, ce sera la conversation au coin des « spots » (de la télévision).

L'exercice ressemblait à la mise en œuvre d'une idée chère au candidat-indépendent Ross Perot : la « forum économique ». La conférence de Little-Rock est intégralement retransmise en direct par C-Span, une chaîne de câble qui assure des « couvertures » sans montage ni commentaires d'un nombre croissant d'événements politiques. Même si les téléspectateurs sont encore peu nombreux, c'est une forme de transparence nouvelle appliquée à la vie publique.

M. Clinton fut donc en direct durant plus de cinq heures, et devait être à nouveau mardi, pour diriger les débats de cette manifestation télévisée. Elle était aussi interactive : il y avait un temps pour les questions des téléspectateurs.

Un débat
de bonne tenue

Le président élu trônait en maître de séance, entouré de son équipe de responsables économiques, presque complète, et du vice-président élu, M. Albert Gore, un homme que M. Clinton associe étroitement à toutes ses décisions. M. Clinton présentait les orateurs — sélectionnés à l'avance parmi les quatre cents invités —, faisait respecter les temps de parole, sollicitait des questions dans l'assistance et intervenait lui-même pour relancer le débat. On ne l'accusera pas de populisme, de démagogie ou d'avoir des réponses toutes faites à la « il n'y a qu'à » : le débat volait haut, soutenu par les interventions des « chers » professeurs dont M. Clinton a, en général, lu les ouvrages et celles des ténors de Wall Street ou de l'industrie que ce drôle de démocrate paraît quelque peu intriguer.

Mais ceux qui comptaient sur cette journée pour en savoir plus sur le programme à court terme de l'administration Clinton auront été déçus. Il y a quelques jours encore, les bons chiffres de la croissance (3,9 % au dernier trimestre) et l'amélioration continue de l'emploi (taux de chômage ramené à 7,2 %) avaient conduit l'entourage du président élu à laisser entendre que les priorités pourraient être modifiées : on mettrait moins l'accent sur la nécessité d'un programme de relance et plus sur celle de la lutte contre le déficit. Impression dissipée lundi : MM. Clinton et Gore, tout comme le professeur Robert Solow, prix Nobel d'économie, ont indiqué que l'accent en cours leur paraissait encore bien faible pour annoncer une vraie reprise de l'activité.

L'essentiel du programme annoncé durant la campagne

serait toujours d'actualité : hausse de la fiscalité pour les plus hauts revenus (au-delà de 200 000 dollars annuels), baisse de l'impôt pour « la classe moyenne », incitations fiscales à l'investissement privé et 20 milliards de dollars d'investissements publics (infrastructure, etc.). Pas si sûr. M. Clinton paraît hésiter, qui met en garde contre les solutions miracles, à court terme et insiste sur l'importance de traiter, simultanément, les problèmes de fond de l'économie américaine : déficit budgétaire, sous-investissement, baisse de la productivité.

Contrairement aux républicains, il croit en la nécessité de définir « une stratégie économique nationale » pour traiter ces faiblesses : réduction du déficit par la maîtrise des dépenses de santé, incitations à l'investissement et effort prioritaire dans l'éducation et la formation professionnelle (les fibres hors université). Ce dernier point fit l'unanimité. MM. Bill Clinton et Robert Solow, ou l'un des plus talentueux chefs d'entreprise américains comme John Sculley, le patron d'Apple qui ne se cache pas d'être républicain, tiennent le même discours : le niveau d'éducation commande la productivité qui commande le niveau des salaires. Or l'Amérique est à la traîne en matière d'éducation et de formation dans un monde, disent-ils, où il faudra bientôt être capable de changer une demi-douzaine de fois de métier.

Mais tout cela ne donne toujours pas de réponse au défi immédiat auquel la nouvelle administration doit faire face : « combien » de relance, à quel moment précis et dans quelle proportion pour éviter que la politique à court terme n'aille à l'encontre des objectifs poursuivis à long terme ? M. Clinton, qui se veut l'unique « patron » de la politique économique de la future administration, devra trancher parmi les opinions diverses d'une équipe de conseillers particulièrement échevelée.

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

M^{re} Scrivener a été reconduite
dans ses fonctions
de commissaire à Bruxelles

M^{re} Christiane Scrivener a été reconduite par le gouvernement français à son poste de Commissaire européenne à Bruxelles, a annoncé lundi 14 décembre le porte-parole de la Commission.

Lors du Sommet d'Edimbourg samedi, M. François Mitterrand avait annoncé avoir pressenti M. Edmond Alphandry comme nouveau commissaire français, en plus de Jacques Delors. Le lendemain, M. Alphandry (député centriste du Maine et Loire) déclinait l'offre de M. Mitterrand (le Monde du 15 décembre). Il n'est pas acquis que M^{re} Scrivener conservera le lourd dossier de la fiscalité dont elle a la charge depuis 1989. La répartition des compétences entre commissaires doit être discutée début janvier par le collège européen. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : malgré l'enlèvement d'un garde-frontière par le mouvement Hamas

M. Itzhak Rabin se dit déterminé
à poursuivre le processus de paix

Selon des informations officielles, le corps du garde-frontière israélien Missim Toledano, enlevé dimanche 13 décembre dans la ville de Lod, près de Tel-Aviv, aurait été retrouvé mardi en fin de matinée à Maale-Adoumim, en Cisjordanie occupée. Le sergent-chef Toledano était en uniforme et avait les mains liées derrière la dos, d'après les mêmes sources. La veille, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, s'était déclaré déterminé à empêcher que ce rapt mette fin aux négociations de paix israélo-arabes, dont la septième session se poursuit à Washington, en principe jusqu'au 17 décembre.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Les actes terroristes ne me feront pas dévier de mon objectif qui est la paix et la sécurité. » Calme, solide et ferme, M. Rabin s'est efforcé, lundi soir à la télévision nationale, de dédramatiser l'atmosphère chargée qui prévaut dans le pays depuis l'enlèvement. Se déclarant dans l'incapacité de promettre à l'opinion la fin des attentats, mais s'affirmant néanmoins « déterminé » à poursuivre les négociations de paix israélo-arabes, M. Rabin, sans s'avancer outre mesure, a répété qu'il attendait la preuve que le sergent Toledano est encore en vie, « de manière à pouvoir dialoguer », et non pas « négocier », avec les ravisseurs.

Tandis que les recherches des forces de sécurité se concentrent dans le secteur de Lod — où réside une petite communauté d'Arabes israéliens —, le chef du gouvernement a confirmé qu'il n'avait jusqu'à présent aucune piste sérieuse. Plusieurs centaines d'arrestations de sympathisants islamistes ont cependant été opérées, notamment dans le bastion du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) à Gaza.

Des « porte-paroles » de l'organisation, qui a revendiqué l'enlèvement et offert la libération du prisonnier en échange de l'élargissement de son chef, Cheikh Ahmed Yassine, emprisonné à vie en Israël, ont fait savoir de Jordanie et du Liban qu'ils étaient disposés à négocier. Mais rien ne prouve que les liens entre les militants des territoires occupés et ceux de ces pays soient si étroits qu'ils autorisent la communication entre les uns et les autres.

Des actions
spectaculaires

« Au nom d'Allah le miséricordieux... » Qu'il s'agisse de revendiquer un attentat contre des civils, une embuscade contre des soldats, un enlèvement, ou l'exécution d'un « collaborateur » palestinien de « l'entité juive », la formule est invariable. Plus personne n'ignore que c'est au nom d'un islam intégriste et conquérant, qui « gouvernera un jour la terre entière », que le Hamas tente, avec un succès croissant, de prendre la tête du combat nationaliste palestinien.

L'objectif à plus court terme des actions spectaculaires qui se multiplient depuis quelques semaines sous la signature du mouvement s'inscrit dans la même logique. Au moment où certains progrès, fragiles mois

réels, sont en gestation aux négociations de paix de Washington entre Israël et les négociateurs palestiniens patronnés par M. Yasser Arafat, au moment où, à Jérusalem, il n'est plus interdit d'établir une sorte de dialogue officieux avec l'OLP, bref au moment où le régime d'autonomie transitoire promis aux deux millions d'habitants des territoires occupés semble moins éloigné que jamais, il devient vital pour le Hamas de se faire entendre.

Le programme politique du mouvement, tel qu'il nous fut décrypté il y a quelques mois par son numéro deux virtuel, le docteur Mahmoud El Zahar, chirurgien et professeur de médecine à l'université islamique de Gaza (4 000 étudiants), est de « libérer » la totalité de la Palestine version mandat britannique, c'est-à-dire territoire israélien compris.

Bien que la stratégie du Hamas puisse être « souple » quant au calendrier et aux moyens de parvenir à l'objectif final, il est hors de question pour lui de reconnaître jamais la légitimité de l'Etat juif et donc d'accepter les compromis politiques qui sont actuellement discutés à Washington. Pour les intégristes, la guerre contre Israël est religieuse et non pas territoriale.

Une tactique
à double détente

Invité à plusieurs reprises par Yasser Arafat à participer avec les différentes factions de l'OLP à la direction clandestine officielle du soulèvement palestinien, le Hamas a toujours refusé, préférant émettre ses propres mots d'ordre de grève et de manifestations bien distincts de ceux des nationalistes laïcs. De même Cheikh Yassine, le « grand imam », a-t-il rejeté à plusieurs reprises les offres faites par l'Union de s'installer au « Parlement » palestinien en exil, le CNP. Les fidèles du Fath de M. Arafat disent que le Hamas réclamait 40 % des sièges pour prix de sa participation. Bien que la rumeur publique palestinienne estime à au moins un tiers de l'électorat potentiel l'influence intégriste dans les territoires, la demande du Hamas aurait été jugée « irréaliste ».

La tactique actuelle du mouvement intégriste est donc à double détente : ou bien les opérations de ses militants sur le terrain parviennent, en faisant bouillir le mépris, à faire capoter le processus de paix, et c'est tout bénéfice pour lui ; ou bien M. Rabin continue de résister aux pressions de son extrême droite, alliée objective, en l'espèce, du Hamas, et alors les élections internes palestiniennes pourraient avoir lieu bientôt.

Dans cette hypothèse, il est évident que les candidats d'un mouvement qui aura lutté avec autant d'ardeur contre l'occupant feront de bons scores. Car le Mouvement de résistance islamique ne manque pas d'outils électoraux.

Devenu célèbre sous son acronyme arabe, qui signifie aussi « dans la langue du Prophète », le Hamas — qui se présente comme « la branche palestinienne des Frères musulmans », mouvement créé dans les années 20 en Égypte et qui, depuis, a largement essaimé dans le monde arabe, notamment en Jordanie — est apparu pour la première fois

à Gaza en mars 1987. Neuf mois avant le début historique de l'Intifada, un tract signé de ce bref acronyme avait été distribué aux pharmaciens de la région pour les inciter à prendre en main la lutte contre l'usage des stupéfiants par les jeunes Palestiniens.

Généralement considérés par les populations des territoires comme des gens intègres, vertueux et totalement dévoués au bien public palestinien, alors que la rumeur colporte de nombreux exemples de la corruption et du népotisme qui sévissent parmi les cadres et les notables de l'OLP, les activistes islamistes se sont longtemps cantonnés au « réarmement moral » de leur peuple.

Austères
«soldats d'Allah»

Autour des mosquées et des écoles coraniques, qui sont devenues les places fortes de ces austères « soldats d'Allah », les dispensaires et les centres d'aide sociale estampillés Hamas se sont multipliés dans la bande de Gaza et dans certains de leurs bastions de Cisjordanie occupée, comme Ramallah et Hébron. Le Hamas a également fait rouvrir les magasins dans les zones qu'il contrôle et allonger les heures d'ouverture. Les commerçants, égarés par les mots d'ordre de grèves de l'Intifada, lui sont redevables. Dans le même temps, il est vrai, les militants intégristes ont fait fermer les cinémas, et donné un coup d'arrêt à un grand nombre d'activités culturelles dans les territoires. L'austérité collective et personnelle figure parmi les premiers commandements des activistes islamistes.

Bien que la rhétorique en vigueur dans le mouvement à l'égard des Israéliens emprunte beaucoup plus à une littérature ouvertement raciste tirée du Protocole des sages de Sion, qu'aux manuels révolutionnaires et anti-impérialistes qui ont cours à l'OLP, les disciples de Cheikh Yassine ont hésité pendant des années avant de recourir à la violence contre « l'entité juive ». Ils se rattrapent aujourd'hui.

PATRICE CLAUDE

Arrestation d'un correspondant de Reuters. — Les forces de sécurité israéliennes ont arrêté, lundi 14 décembre, un correspondant de l'agence Reuters dans la bande de Gaza, Taher Shritich, qui travaille également pour la chaîne de télévision américaine CBS, le New York Times et la BBC. Selon un porte-parole du ministère israélien de la défense, cette arrestation vise à « vérifier des accusations sur des activités hostiles ». M. Shritich avait passé l'an dernier 38 jours en détention pour avoir faxé à Reuters des tracts du mouvement islamiste Hamas. — (Reuters)

SYRIE : Damas s'autorise plus les juifs à quitter le pays. — Depuis huit semaines, la Syrie refuse de délivrer des visas de sortie aux juifs qui souhaitent quitter le pays, ont indiqué, lundi 14 décembre, des sources officielles américaines qui n'ont pas précisé les raisons de cette mesure. Selon la revue américaine The Washington Jewish Week, près de 2 600 juifs syriens ont bénéficié de ce jour des autorisations de sortie accordées par Damas depuis avril dernier, cependant que 1 400 autres sont toujours en Syrie. — (AFP)

□ Décès de M. Nicholas Leroy King. — Le directeur du Foreign Press Center de New-York, M. Nicholas Leroy King, qui fut directeur de l'information à l'ambassade des États-Unis à Paris de 1963 à 1969, est décédé le 9 décembre d'une crise cardiaque. M. Leroy King, âgé de soixante-huit ans, était un ancien

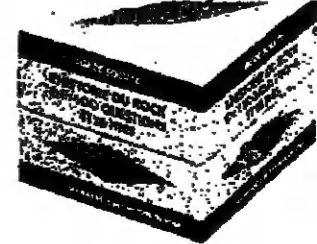
journaliste de UPI qui travailla aussi aux côtés de M. George Bush, entre 1971 et 1973, lorsque ce dernier était ambassadeur à l'ONU.

□ BRÉSIL : un rapport officiel reconnaît le « massacre » de la prison de São-Paulo le 2 octobre. — La commission de défense des droits de la personne humaine du ministère brésilien de la justice a approuvé, lundi 14 décembre, à l'unanimité un rapport qui établit qu'il y a eu un « massacre » de prisonniers à São-Paulo le 2 octobre dernier. Le rapport conclut que cent dix prisonniers ont été « assassinés » et suggère des sanctions pour les trois cent cinquante policiers responsables du massacre. — (AFP)

□ COLOMBIE : au moins sept morts dans deux explosions de voitures piégées. — Au moins sept personnes, dont trois membres présumés de la guérilla, ont été tués et huit autres blessées lundi 14 décembre dans deux explosions de voitures piégées à Yopal (est de la Colombie) et Medellín (nord-ouest), a annoncé la police. — (AFP)

Gagnez avec Europe 2 et le jeu Rock Academy

Rock Academy
votre poids
en CD en téléphonant au
(2,19F/minute)
36.68.3002



PROGRAMME
Europe 2

DE SIÈCLE

bin se dit déterminé
le processus de paix

ASIE

CAMBODGE : face à la dégradation de la situation

Le prince Sihanouk menace de cesser sa collaboration avec l'ONU

Pour la première fois depuis la signature, le 23 octobre 1991, à Paris, d'un accord de paix sur le Cambodge, le prince Sihanouk a menacé, dimanche 13 décembre, de ne plus collaborer avec l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC). Dans une déclaration diffusée lundi par le Palais royal à Phnom-Penh, le président du Conseil national suprême (CNS), qui séjourne à Pékin depuis plusieurs semaines, indique qu'il est également prêt à « cesser de travailler » avec l'État du Cambodge (le régime de Phnom-Penh).

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Citant plusieurs incidents dont ont été victimes des militants du FUNCINPEC, parti présidé par Norodom Ranariddh, l'un de ses fils, le prince Sihanouk juge que l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) et le régime de Phnom-Penh, « tous deux responsables plus que d'autres de l'application (...) des Accords (...) », ne sont pas capables de « désirer d'instaurer la vraie démocratie et la paix dans mon pays ». « Si l'APRONUC et l'État du Cambodge continuent à ne pas agir vigoureusement contre l'empoisonnement de l'atmosphère politique (...), les injustices sociales et le terrorisme politique, je cessai de travailler avec eux » que j'ai toujours loyalement et affectueusement aidés et soutenus.

Norodom Sihanouk, qui se fait soigner à Pékin et « espère » pouvoir regagner le Cambodge en janvier (le Monde dans 13-14 décembre), ne menace pas de démissionner de ses fonctions de

INDE : arrestations dans les milieux hindouistes. — La police indienne a arrêté, lundi 14 décembre, quelque 1 500 personnes soupçonnées d'avoir des liens avec trois groupes hindouistes extrémistes interdits à la suite des émeutes consécutives à la destruction de la mosquée d'Ayodhya. — (APF)

chef de l'Etat et de président du Conseil national suprême (CNS). Mais l'avertissement est clair : le prince pense — comme beaucoup de cadres de l'APRONUC — que l'intervention de l'ONU s'en va à vau-l'eau et que, faute d'une prise en main, l'anarchie mène de plus en plus son pays déjà ruiné par vingt ans de guerres. Pour la première fois publiquement, il exprime de sérieuses réserves sur le comportement de la direction de l'APRONUC.

Des élections générales prévues en mai 1993

Certes, en dépit de graves obstacles, plusieurs programmes de l'ONU continuent d'être menés avec succès par des gens dont le dévouement et la compétence sont au-dessus de tout soupçon. C'est le cas du retour des réfugiés, du déminage, de l'enregistrement des électeurs ou des missions d'observation. Mais les exécutants de ces programmes sont les premiers à s'interroger sur l'intérêt de leur mission alors que l'essentiel — le désarmement des factions armées — a été provisoirement abandonné. Aucun problème ne peut trouver une solution durable tant que l'APRONUC ne pourra y imposer qu'une paix armée.

Face à cette situation, de plus en plus incohérente, beaucoup de cadres de l'APRONUC souhaitent que l'opération trouve un second souffle et soit gérée avec plus de nerf. Faute de collecter des armes et de démobiliser des soldats, puisque les Khmers rouges refusent de participer aux deux opérations, les bêtes bleues tournent de plus en plus en rond dans leurs garnisons de province. Les accusations de laxisme sont plus fréquentes.

Le prince a donc décidé de tirer la sonnette d'alarme sur la perspective d'élections générales, toujours prévues en mai 1993, contribuant à durcir le climat. Les Khmers rouges se montrent de plus en plus nerveux et le régime de Phnom-Penh, qui administre au moins 80 % de la population, a les intentions de se laisser doubler par d'autres formations politiques, notamment par le FUNCINPEC. Tous les coups bas semblent déjà permis.

Le prince appelle l'APRONUC à montrer davantage d'autorité et

demande au gouvernement de M. Hun Sen de respecter un peu plus les règles du jeu. Il exprime ainsi les préoccupations de beaucoup de Cambodgiens, de cadres de l'ONU et de diplomates. Dans un pays dont toutes les factions sont contestées, Norodom Sihanouk représente encore l'ultime légitimité. L'ONU devrait sans doute moins négliger cet atout.

Le risque est déjà grand d'être, dans de mauvaises conditions, une assemblée au sein de laquelle les représentants des deux principaux mouvements seront, l'un, minoritaire et l'autre, absent. Il est encore plus grave de concentrer ses énergies sur un tel objectif plutôt que de renforcer, par une élection présidentielle éventuellement anticipée, le prestige de l'ancien monarque. A moins que l'ONU ne cherche plus, au Cambodge, qu'une porte de sortie.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ONU ferme le camp de réfugiés cambodgiens de Site-B. — Les Nations unies ont procédé, lundi 14 décembre, à la fermeture de Site-B, le plus important des camps de réfugiés cambodgiens en Thaïlande, et ses 215 derniers occupants ont pris le chemin du retour vers leur pays. Site-B, qui était contrôlé par les partisans du prince Sihanouk, avait abrité jusqu'à 60 000 personnes, dont « plus de 40 % sont nés ici », selon un responsable de Médecins sans frontières. — (AFP)

JAPON : selon le ministre du travail

A l'exception des Allemands les Occidentaux « sont des paresseux »

A en croire le nouveau ministre japonais du travail, les ressortissants du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) « ne travaillent pas ». M. Masakuni Muraikami a en effet déclaré, lundi 14 décembre, que « comparés aux Japonais et aux Allemands, les autres membres du G7 sont des paresseux. C'est pourquoi ils sont économiquement distancés. Quant à nous, Japonais, notre tradition philosophique nous fait aimer le travail ».

Propos surprenants dans la bouche d'un ministre ? Qui sans doute, ailleurs qu'au Japon. Mais, à Tokyo, les personnalités politiques au pouvoir semblent apprécier ce genre de remarques déplaçantes, ou du moins ne pas savoir en mesurer l'effet. Au début de l'année, le président de la Chambre basse avait traité d'« illettrés, gras et paresseux » les travailleurs américains de l'automobile, avant de s'excuser. En 1990, le nouveau secrétaire général du gouvernement, M. Seiichi Kajiyama, alors ministre de la justice, avait comparé les prostituées étrangères au Japon aux Noirs américains car, selon lui, les deux « nuisaient à l'atmosphère » des quartiers. En 1988, M. Michio Watanabe, actuel ministre des affaires étrangères, avait critiqué les habitudes, selon lui, déshonorantes des Noirs américains, décidément dans le collimateur de bien des politiciens nippons avides de bons mots. — (UPI, Reuters)

Le Monde
EDITIONS

VOYAGE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRATIE

Jean de La Guévière

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Le Conseil national du SPD approuve le compromis sur le droit d'asile

Le Conseil national du Parti social-démocrate, l'instance la plus importante du parti entre deux congrès, a approuvé, lundi 14 décembre à Bonn, l'accord négocié entre les principales formations politiques du Bundestag pour limiter l'afflux des demandeurs d'asile en Allemagne. Les membres du Conseil ont toutefois exigé que les changements constitutionnels nécessaires soient liés aux résultats de négociations avec la Pologne et la Tchécoslovaquie.

L'accord conclu entre les partis de la majorité gouvernementale et le SPD prévoit en effet que toute personne arrivant en Allemagne d'un pays voisin respectant les conventions internationales en matière de réfugiés doit y être immédiatement refoulée. Ses détracteurs lui reprochent d'instaurer autour de l'Allemagne un véritable cordon sanitaire et de vouloir faire porter aux autres, notamment à la Pologne et à la Tchécoslovaquie, la charge des migrations en provenance de l'Est. — (Corresp.)

MAROC

L'organisation des droits de l'homme affirme qu'il y a encore « plusieurs centaines de détenus politiques »

Tout en prenant acte de « certaines avancées », notamment la réduction des délais de garde à vue et de la détention préventive, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a fait savoir, jeudi 10 décembre, qu'elle déplore que « plusieurs centaines de détenus politiques croupissent encore dans les prisons ». Elle regrette, en outre, les entraves, pour « raisons d'opinion », à la liberté de circulation, ainsi qu'à la liberté de la presse.

L'OMDH, qui est entrée dans sa cinquième année d'existence, dénonce, d'autre part, « la détérioration croissante des conditions de détention » de même que « la régression des droits syndicaux et du droit à la santé, au logement et au travail ». Elle réclame, enfin, une réforme du statut personnel de la femme et exprime la souhait que les élections législatives du 30 avril prochain puissent avoir lieu dans des conditions « sereines et honnêtes ». — (Corresp.)

ZAIRE

Le pays s'enfonce dans la crise

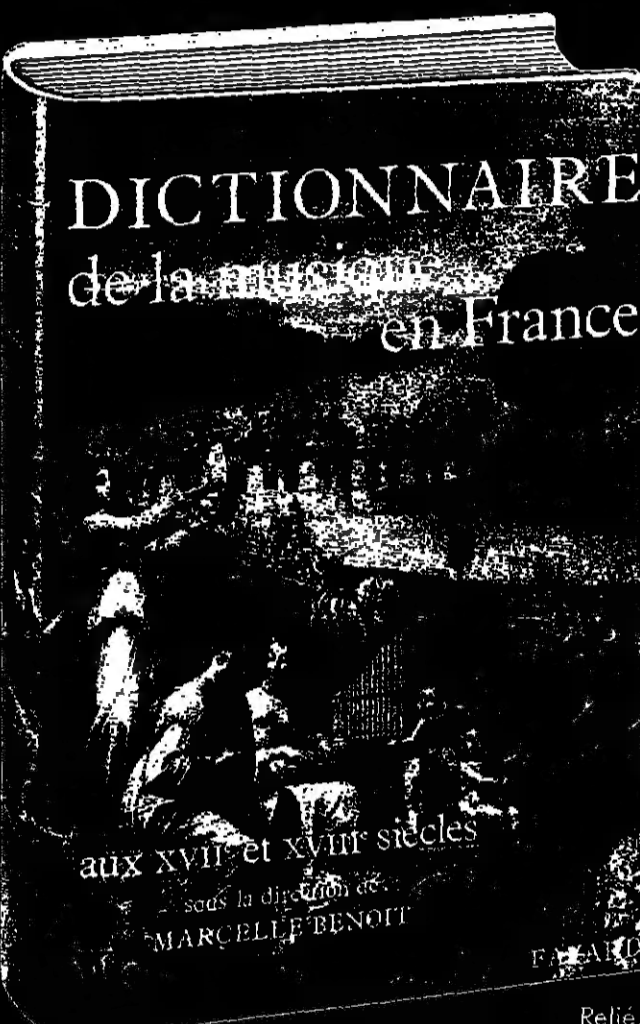
La première réunion du Haut conseil de la République (HCR), organisme chargé d'exercer un contrôle sur le président de la République et le gouvernement, et de suppléer l'ancien Parlement « mis en congé » durant la période de transition, n'a pu se tenir, lundi 14 décembre, au Palais du peuple, les accès en étant interdits par la garde du maréchal Mobutu Sese Seko qui s'oppose à son premier ministre, M. Etienne Tshisekedi. Emmenés par leur président, Mgr Laurent Mosengwa, les membres du HCR, en guise de protestation, ont défilé en voiture dans Kinshasa.

C'est la dernière illustration de la crise politique et institutionnelle où s'enfonce le Zaïre, écartelé entre la présidence de la République et les forces politiques issues de la conférence nationale. Ces derniers réclament la mise en place effective des organes de la transition. Les ministres de M. Tshisekedi ont été déclarés « démissionnaires » par le chef de l'Etat qui a décidé, vendredi, de confier l'exécution des affaires courantes aux secrétaires généraux des administrations publiques. Mais lundi matin, soutenant le premier ministre, les fonctionnaires de nombreux ministères empêchaient leurs secrétaires généraux d'accéder à leurs bureaux.

La veille, les partisans de M. Tshisekedi avaient tenu une conférence de presse pour appeler les « partenaires étrangers » à reconnaître le HCR « comme seule institution légitime de la transition ». Ceux du maréchal Mobutu ont, eux, réclame l'expulsion des ambassadeurs de France, des Etats-Unis et de Belgique, pays qui sont les principaux bailleurs de fonds du Zaïre, mais qui soutiennent l'opposition. — (AFP, Reuters)

DICTIONNAIRE de la musique en France

aux XVII^e et XVIII^e siècles
sous la direction de
MARCELLE BENOIT



Relié,
828 p. + 16 p. couleurs,
580 F

Synthèse des connaissances accumulées depuis près de quatre-vingts ans sur ce qui fut un des âges d'or de la musique française, cet ouvrage, rédigé par une centaine de musicologues français et étrangers, comporte quelque 2 500 entrées couvrant tout ce qui touche à la vie musicale :

- les compositeurs • les interprètes
- les facteurs d'instruments
- les danseurs et chorégraphes
- les mécènes, les hommes de lettres, les philosophes
- les œuvres musicales
- les formes et genres musicaux
- l'écriture • l'interprétation • l'esthétique
- la vie musicale (institutions, théâtres, villes, événements).

Un ouvrage de première importance.

Gerard Conde, Le Monde

Cette somme est d'abord un livre passionnant. Ouvrez-le à n'importe quelle page : vous n'êtes pas près de le refermer !

Gilles Cantagrel, Melomane

la Musique
chez
FAYARD

LE MONDE diplomatique

Seizième volume de la collection « Manière de voir »

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique et de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les Etats-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Etre la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel état ? Sur les décennies financières et sociales de douze ans de néolibéralisme et de déréglementation, l'architecte d'un « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opinion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts internationaux ? Quels sont ses handicaps structurels ? Où en est le rayonnement de sa culture ?

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain hôte de la Maison Blanche.

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

Europe

POLITIQUE

Après MM. Bayrou et Juppé

M. Pasqua propose de créer par la loi un système de « primaires » pour l'élection présidentielle

Depuis que MM. Raymond Barre et François Léotard se sont retrouvés d'accord pour tourner en dérision le système des « primaires » à la française conçu pour départager MM. Giscard d'Estaing et Chirac avant le premier tour de l'élection présidentielle, les élus-majors du RPR et de l'UDF s'efforcent de trouver des solutions pour leur donner tort.

Admettant que, s'ils ne parviennent pas à régler rapidement cette question, toutes les négociations entre leurs deux formations seront viciées et que, d'autre part, le respect du calendrier politique normal est redevenu l'hypothèse la plus probable, MM. Giscard d'Estaing et Chirac sont convenus de remettre à plat le système afin de rechercher une solution satisfaisante pour l'un et pour l'autre. Cette réflexion est conduite jusqu'à présent dans le plus grand secret, mais on peut déjà en déduire le champ à la vue des ballons d'essai lancés par les uns et les autres.

Le 20 octobre dernier, alors que les rapports entre le RPR et l'UDF commencent à se dénouer, MM. Giscard d'Estaing et Chirac ont eu un entretien. Le premier a imaginé d'organiser par la loi la procédure des primaires. « Puisque nous serons au pouvoir, avait expliqué le secrétaire

général de l'UDF, il nous reste une ressource pour que les Français puissent participer en toute équité à cette élection : proposons-leur de faire une loi qui organise les primaires en France comme on les organise en Amérique. » Sans se prononcer sur le fond de cette proposition, le RPR avait alors poussé les hauts cris, ne voulant y voir qu'une condamnation déguisée du principe des primaires.

Intéresser d'autres formations politiques

Le président du PR, M. Gérard Longuet, l'un des promoteurs de ce système avec MM. Charles Pasqua et Philippe Mestre, s'était immédiatement amusé de cette « amiable plaisanterie ». Et M. Giscard d'Estaing était resté muet, son entourage laissant entendre que la proposition de M. Bayrou lui était strictement personnelle. Le secrétaire général de l'UDF devait par la suite faire amende honorable, en expliquant qu'il n'avait cherché qu'à dégrader une piste pour lever l'obstacle majeur de cette procédure : son financement.

Presque deux mois après, voici que l'idée est reprise coup sur coup par MM. Juppé et Pasqua, qui ne sont pourtant pas habituellement

gens à se concerter. Au cours de son intervention à « 7 sur 7 », dimanche 13 décembre sur TF 1, le secrétaire général du RPR a expliqué à son tour qu'il faudrait que l'opposition « prépare pour le mois d'avril prochain une loi qui pourrait régler les problèmes financiers et techniques de l'organisation des primaires », en ajoutant que « cela pourrait intéresser d'autres formations politiques », les écologistes pour départager MM. Wautier et Lalonde et le Parti socialiste pour mettre d'accord MM. Delors et Rocard.

Lundi 14 décembre sur Radio Shalom, M. Pasqua a repris à son compte cette suggestion. « Le principal obstacle auquel nous nous heurtons aujourd'hui pour l'organisation de ces primaires est de nature financière, a-t-il fait valoir le président du groupe RPR du Sénat. A partir du moment où nous serions au pouvoir en mars 1993, rien ne nous empêcherait de faire voter une loi pour régler le problème. Il est naturellement important pour la droite de permettre à ses électeurs de choisir eux-mêmes le candidat qui leur semble devoir porter leurs couleurs. Ce faisant, j'ai le sentiment de rendre un très grand service à la gauche, car cela permettrait ainsi à MM. Rocard,

Delors et à d'autres de se départager. Je propose donc ce système des primaires soit généralisé à la droite et à la gauche et que ce soit aux électeurs de choisir eux-mêmes leurs candidats. »

Reste à savoir ce qu'en diront MM. Chirac et Giscard d'Estaing. Reste aussi à savoir, outre le problème constitutionnel que pourrait poser une telle réforme, si celle-ci serait vraiment une priorité pour un gouvernement de cohabitation.

DANIEL CARTON

○ Gens : le président de la Chambre de commerce confirme sa candidature. — M. André Daguin, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Auch, président du Syndicat national des restaurateurs, a confirmé qu'il serait candidat aux élections législatives dans la première circonscription de Gers (le Monde daté 11-12 octobre). Il a toutefois précisé que si M. Yves Ripart, président du conseil général, préinvesti par le RPR, obtenait le soutien officiel de l'UDF, il s'inclinerait devant ce choix. Le député sortant, M. Jean Laborde, maire socialiste d'Auch, ne se représente pas. Le PS a donné son investiture à M. Claude Desbons, conseiller général, premier adjoint au maire d'Auch. — (Corresp.)

POINT DE VUE

La morale comme esquisse

par Max Gallo

Nous avons invité des dirigeants politiques et des intellectuels à répondre à notre enquête sur « la crise morale de la politique », publiée dans le Monde du 12 décembre. Nous donnons aujourd'hui la parole à M. Max Gallo, président du Mouvement des citoyens, fondé par M. Jean-Pierre Chevènement.

ET si l'on parlait de morale pour ne pas remettre en cause la politique suivie ? Si l'intérêt incessant porté à la vertu ou à la malhonnêteté des hommes politiques, la mise en scène qui entoure ceux qui portent les sacs de riz et ceux qui endossent les fausses factures n'étaient que la manière d'esquiver le vrai débat : pourquoi une politique dont, peu ou prou, les élites — économiques, politiques, intellectuelles, journalistiques — approuvent les orientations est-elle l'objet d'un incontestable et profond rejet ?

La contradiction est en effet difficile à résoudre. La politique menée serait la bonne, la seule possible. Elle donnerait des résultats supérieurs à ceux produits par toutes les autres, qui conduiraient rapidement au chaos. La preuve ? Les « fondamentaux » de l'économie sont au vert, l'esprit de Maastricht souffle sur Edimbourg, Kouchner cède à la France le brevet d'invention du droit d'ingérence, chacun s'autodécouvre des satisfactions morales et intellectuelles. Et même en ce qui concerne l'emploi, comment en vouloir à l'excellente et studieuse Martine Aubry, qui mérite le tableau d'honneur, obtenu depuis longtemps par le brave et appliqué Pierre Bérégovoy ?

S'il y a morosité, nous dit-on, c'est par défaut d'explication ou à cause de la loi d'amnistie. De remise en question de la politique, point. Et cependant le Monde publie le 12 décembre 1992 une lettre de lecture, chef d'entreprise, qui explique comment, pour une petite annonce — un emploi de réceptionniste — elle a reçu huit cents réponses, dont six cents de haut niveau. Il y a trois ans, elle en aurait reçu seulement dix. Et elle a cette réaction morale qui l'honore : « J'ai eu honte. Je suis scotchée et j'appartiens à une société qui n'est pas en mesure aujourd'hui d'offrir un poste normal à des jeunes qui ont bien travaillé au lycée et parfois à l'université. »

Mais nos élites sont, devant cette réalité de la crise sociale et donc morale, contraintes de choisir entre deux options, l'une et l'autre inacceptables. Soit reconnaître que leur politique est juste, parfaite, mais qu'elle ne sert à rien. Donc qu'ils sont impu-

sants, inutiles, vidés de ce fait de toute légitimité. Qui pourrait accepter cela ? Soit admettre que cette politique est erronée — et comment serait-ce possible, puisque tous ceux qui comptent considèrent qu'elle est bonne et que, par ailleurs, en changer serait avouer qu'on s'est trompé et souvent renié ? Alors, en toute bonne foi, cherchons d'autres causes à la « déprime », à la crise. Et chacun sait que le « fait divers » politique profite en démocratie, puisque, dans une société ouverte, même la part de l'ombre, un jour, est éclairée.

Pétain et Jaurès

On parle donc morale. En politique intérieure, en politique extérieure. On traque le coupable. Et on a raison. Mais est-il plus immoral pour la conscience collective d'ouvrir un restaurant en Argentine ou de déposer une couronne sur la tombe de Pétain après avoir célébré le souvenir des déportés du Vélodrome d'Hiver, ou encore de saluer Jaurès à Carmaux tout en ayant favorisé pendant une décennie la Bourse des valeurs plutôt que la Bourse du travail ?

On n'en sort pas. La morale renvoie à la politique suivie. Et cela de deux façons. Pierre Mendès France éclairait la première ainsi. « Le problème de conscience qui se pose pour un homme politique à l'heure où il accède au pouvoir : être fidèle à soi-même dans l'action », écrivait-il dans une lettre du 25 juin 1954. Le philosophe Eric Weil, avec son implacable rigueur logique, illustre la seconde dans la Morale de l'individu et la politique. « Qu'attendons-nous d'un homme politique ? Avant tout, nous attendons de lui qu'il réussisse... L'homme politique est un technicien... Ni la bonne volonté ni la volonté du bien ne suffisent, pas plus qu'elles ne suffiraient dans le cas d'un médecin qui serait prêt à se sacrifier pour ses malades mais n'en guérirait aucun. »

Nous en sommes là en France : l'infidélité à eux-mêmes de ceux qui gouvernent depuis plus de dix ans se conjugue, avec l'absence de réussite, à huit cents réponses pour une offre d'emploi. Plus grave encore : la politique suivie — européenne libérale, pour tout dire — transcende les clivages politiques. Elle est celle de toutes les élites depuis une quinzaine d'années. Si bien qu'il n'y a plus de solution politique, mais la recherche affolée de bous émissaires à lyncher : l'homme politique, le médecin, le journaliste, l'Aura. Et l'on parle de déontologie, de morale, de lois nouvelles, de réforme constitutionnelle. Pourquoi pas ? Il faut poursuivre ceux qui ont violé les lois. Mais « l'homme d'Etat porte une responsabilité infiniment plus grande, celle de la morale de sa nation et de son monde » (Eric Weil). Et aujourd'hui, dans cette emprise de la France qui fait irrésistiblement penser à celle des années 30, la morale en politique consiste à proposer à la nation une autre politique et à agir pour qu'elle réussisse.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ÉDUCATION ARTISTIQUE

Envoyer 80 F (libres à 2,50 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'annuaire des associations.

Le Front national subit une démobilisation sensible de son électorat

M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, a indiqué, lundi 14 décembre à Paris, que son parti va « mener campagne contre l'ensemble de la classe politique de gauche et de droite » aux élections législatives, car il ne veut « ni des sortants ni des revenants ». Disposant actuellement de 490 candidatures déclarées, la formation d'extrême droite ne fait pas preuve, à trois mois de la consultation, d'une activité et d'un optimisme débordants. De fait, une analyse des scrutins cantonaux partiels de l'année révèle un recul du Front national, surtout sensible au second semestre.

L'année était bien partie. A l'approche des élections régionales et cantonales du mois de mars, M. Jean-Marie Le Pen annonçait des scores qui allaient « décoller ». Le président du Front national ne se fixait-il pas un « objectif plancher de 40 % » dans les Alpes-Maritimes, où il comptait conduire une « bataille électorale », allant même jusqu'à parier de faire passer la moitié des candidats de sa liste ? M. Bruno Mégret, délégué général, n'aurait-il pas que son parti allait « passer de la zone des 10-15 % à celle des 15-20 % » et se présenter ainsi comme « un mouvement de gouvernement » ?

Aucune de ces prévisions ne se réalisa. M. Le Pen fut loin de compter un tel succès. Au contraire, progression, le Front national ne changea pas de zone, au grand dam de M. Mégret. Pourtant, les éléments électoraux dont disposaient les deux dirigeants du parti d'extrême droite pouvaient effectivement les inciter à l'optimisme.

Le virage et l'impasse

Aux neuf élections cantonales partielles précédant les élections de mars, le Front national avait le vent en poupe. Comparé aux élections générales dans les mêmes cantons, son score cumulé marqua une progression de près de quatre points, passant de 10,35 % à 14,17 %. Mieux, il progressa aussi en voix. Alors que les consultations partielles sont marquées généralement par une abstention plus forte que les élections générales, le Front national était souvent le seul parti à augmenter ses suffrages. Sur les neuf « partielles », il gagnait environ 2000 voix, passant de 5 731 suffrages à 7 622, soit une augmentation de 33 %. Ce gain était dû, en grande partie, au scrutin du Quersoy-sur-Doule (Nord), où le jeune candidat d'extrême droite arrivait en deuxième position alors que le Front national n'était pas présent au renouvellement de 1988. Bien que les dirigeants de ce

parti refusent de l'admettre, les élections de mars ont matérialisé un virage par le Front national. Même s'il a été le gagnant de ses conseils régionaux avec le mode de scrutin proportionnel, il a été battu politiquement aux cantonales avec le mode de scrutin majoritaire. A moins d'espérer arriver seul au pouvoir — c'est actuellement le discours, peu crédible, du parti léniniste — ce mode de scrutin implique un système d'alliance, d'accord et de désistement que, précisément, la droite a refusé à l'extrême droite en mars dernier.

Dès lors qu'il s'est trouvé engagé dans une impasse, le Front national a commencé à souffrir d'une démobilisation, pour ne pas dire

une désaffection, d'une partie de son électorat, qui, plus que d'autres, manifeste une forte capacité à voter « en creux ». L'absence d'adhésion des amis de M. Le Pen au moment de l'élection des présidents des conseils régionaux n'a pas peu contribué, probablement, à désorienter cet électeur.

Toujours est-il que, sur les vingt-sept cantonales partielles qui sont intervenues après les scrutins de mars, le Front national a enregistré un recul de près de trois points et demi par rapport au résultat cumulé obtenu dans ces mêmes cantons aux élections générales : il est passé de 15 312 voix et 9,19 % à 7 973 voix et 5,79 %. Sa baisse en valeur absolue a donc

atteint 48 %, qui est à comparer, rappelons-le, au gain de 33 % obtenu au premier trimestre.

Ces deux mouvements opposés se traduisent par un recul net sur l'ensemble de l'année. Alors que les treize scrutins « pourvus » en 1988, 1989 ou mars 1992 — le Front national ne présentait pas de candidat dans trois d'entre eux — avaient apporté 21 043 suffrages à l'extrême droite, soit 9,48 %, ces mêmes cantons, partiellement renouvelés tout au long de cette année — le Front national n'a pas présenté de candidat dans huit d'entre eux — ont rapporté 15 595 voix au Front national, soit 8,15 % par rapport aux suffrages exprimés.

« Rien n'est acquis à trois mois du scrutin » législatif, a affirmé, lundi 14 décembre, M. Lang, en présentant 490 des 577 candidats qui défendront la cause lepeniste. « Nous sommes en silence radio, mais cela ne veut pas dire que nous ne travaillons pas sur le terrain. Nous sommes en embuscade et nous serons présents dans la dernière ligne droite », a assuré le secrétaire général. A métaphore, métaphore et demi : la portion de route n'est pas particulièrement accidentée, et ce moment, pour le Front national.

OLIVIER BIFFAUD

M. Mitterrand se confie à France-Soir

« L'interview la plus inattendue de l'année... »

Sous un titre intimiste (« Racontez-moi, monsieur le Président... ») et un sous-titre agaçant (« Tout ce que vous voulez savoir sur le chef de l'Etat sans avoir jamais pu le lui demander »), France-Soir publie, dans ses éditions datées du 15 décembre, une conversation avec M. François Mitterrand présentée comme « l'interview la plus inattendue de l'année ».

On y apprend que le président de la République va rarement au cinéma, qu'il préfère lire, qu'il aime bien se promener en lissant les vitrines, mais qu'il n'a jamais beaucoup d'argent sur lui : « Juste de quoi s'acheter un livre par-ci par-là. »

On y découvre que M. Mitterrand aime aussi dîner en ville « deux ou trois fois par semaine », qu'il « trouve souvent la meilleure cuisine dans des petits restaurants sympas », mais qu'il célébrera le jour de l'an 1993 « sans collègues ».

On y découvre que M. Mitterrand n'a « pas d'opinion » lors-

qu'on lui demande s'il préfère être surnommé « Dieu, le Vieux, Tonton ou le beauf de Roger Hanin », ni lorsqu'on lui demande si « c'est impressionnant d'être président de la République », puisque, « en tout cas, il faut remplir sa fonction avec gravité ». Son opinion est faite, en revanche, sur l'éventualité de voir une femme lui succéder : « Ce serait une très bonne idée des Français. » D'autant plus que les femmes manifestent, en général, au gouvernement comme ailleurs, « d'énormes qualités ». On y dévoile, enfin, que M. Mitterrand s'apitoie sur ceux qui briguent sa succession, parce que « ce qui est triste pour eux, c'est qu'ils sont nombreux et qu'il n'y a qu'une place », et qu'il continue, personnellement, d'aspirer au « bonheur des Français » parce que « c'est un souhait que forme tout responsable politique », même si « c'est très difficile tant la vie est contrastée, et la société complexe. »

Départ	Cantonales partielles			Scrutins précédents		
	Suff. exprimés	FN	%	Suff. exprimés	FN	%
AINES	3 064	-	-	3 813	186	4,87
MARNE	6 517	445	6,82	6 092	273	4,48
ISERE	3 441	578	16,79	5 223	704	14,97
JURA	4 019	361	9,00	4 130	443	10,72
HAUTE-SAONE	2 689	175	6,50	3 164	293	9,26
NORD	12 072	1 616	13,38	11 148	-	-
BAS-RHIN	13 121	292	2,23	11 270	1 104	9,79
H-PYRENEES	1 384	-	-	1 607	33	2,05
ALPES-MAR.	5 571	2 115	37,96	8 875	2 695	30,36
SOUS-TOTAL 1.	53 763	7 622	14,17	55 322	5 731	10,35
VENDEE	7 046	354	5,02	6 330	-	-
AUBE	2 905	233	8,02	2 816	159	5,64
CHER	4 681	339	7,26	7 396	976	13,19
HAUT-RHIN	6 365	437	6,86	6 332	284	4,48
S-MARITIME	13 121	292	2,23	11 270	1 104	9,79
MEUSE	1 215	24	1,97	1 184	75	6,33
FINISTERE	7 656	-	-	8 704	147	1,68
GERES	3 206	-	-	3 003	104	3,46
VAL-DE-MARNE	3 951	300	7,59	4 688	525	11,19
CREUSE	4 638	-	-	6 535	120	1,84
CHARENNE	6 422	396	6,16	6 332	411	6,48
L-GARONNE	3 498	79	2,25	3 403	-	-
EURE	4 326	342	7,90	4 712	166	3,52
MOSELLE	5 629	326	5,79	5 077	257	5,06
ALPES-MAR.	5 278	1 017	19,26	6 784	907	13,36
MARNE	2 648	184	6,94	2 903	79	2,72
AUDE	4 453	533	11,96	5 272	413	7,83
C-DORDOGNE	7 269	-	-	7 128	310	4,35
INDRE	5 323	364	6,83	6 681	598	8,95
LOIRE	7 047	558	7,91	11 266	1 441	12,79
NIEVRE	4 319	212	4,90	5 382	604	11,22
MARNE	2 525	128	5,06	2 443	122	4,99
M-MOSELLE	8 614	-	-	11 505	1 252	10,88
ORNE	3 518	182	5,17	6 398	531	8,29
VAR	9 355	1 076	11,56	15 094	3 199	21,19
C-DORDOGNE	5 194	-	-	5 135	198	3,85
HERAULT	7 144	577	8,07	9 415	1 466	15,57
SOUS-TOTAL 2.	137 546	7 973	5,79	166 565	15 312	9,19
TOTAL 1 + 2.	191 309	15 595	8,15	221 887	21 043	9,48

Chaque élection partielle de 1992 est à comparer au résultat obtenu lors des renouvellements généraux de 1985, 1988 ou mars 1992. Les neuf premières cantonales, qui fournissent le sous-total 1, se sont déroulées du 12 janvier au 16 février, c'est-à-dire dans la période précédant les élections régionales et cantonales du mois de mars. Les vingt-sept cantonales suivantes, qui fournissent le sous-total 2, se sont déroulées du 5 avril au 13 décembre, c'est-à-dire dans la période suivant les élections de mars. Le total (1 + 2) général fait la synthèse de deux sous-totaux.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés renforcent la législation contre le bruit

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, lundi 14 décembre, le projet de loi relatif à la lutte contre le bruit, présenté par M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Les députés ont amendé le texte dans le sens d'un durcissement de la lutte contre les nuisances sonores. Seuls les socialistes ont voté pour, la droite et le PC s'étant abstenus.

« Ensemble confus de sons non désirés ». Sait-on que le bruit, que le Litré définit ainsi, représente un véritable fléau national ? Six millions de Français sont exposés à des émissions sonores supérieures à 65 décibels qui sont à l'origine du quart des maladies professionnelles, de sept à dix mille accidents du travail et de 15 % de l'absentéisme, soit un coût annuel de 100 milliards de francs. En outre, on estime à 120 milliards de francs la dépréciation du parc des logements situés à proximité des sources de ces « sons non désirés ».

Le projet de loi du ministre de l'environnement vise précisément à lutter contre un tel fléau. Son objectif est de limiter l'émission de bruit par les véhicules et les appareils ménagers, de la fabrication, à l'importation et la vente de matériels non homologués, à mieux isoler

bâtiments et voies de communication et à indemniser les riverains d'aéroports en versant à leur profit une taxe perçue sur les compagnies aériennes. « Mon ambition n'est pas d'appliquer à quelques nuisances un traitement homéopathique mais de dessiner un paysage sonore nouveau, condition nécessaire de meilleures relations humaines et familiales », a résumé M. Royal.

D'accord sur le principe d'une telle réforme, l'opposition a toutefois exprimé ses réserves sur le contenu du texte. « Est-il normal que les compagnies aériennes, qui utilisent des ouvrages publics dont elles n'ont pas choisi l'emplacement, soient considérées comme seules responsables de ces nuisances quand elles respectent les procédures réglementaires ? » s'est ainsi interrogé M. Michel Giraud (RPR, Val-de-Marne). Faisant allusion à l'absence de définition dans le texte du seuil « sonore » acceptable, M. Marc Lafleur (UDF, Maine-et-Loire) a regretté « l'impression de flou d'un projet dans lequel aucun paramètre n'est réellement chiffré ».

M. Daubresse (UDC, Nord) a fait part de ses « inquiétudes » face à des moyens humains et financiers d'accompagnement qui, selon lui, ont été « victimes des arbitrages interministériels ». De son côté, rappelant que les « nuisances frappent de manière inégale », M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne) s'est demandé « combien de temps encore, à Paris, le périphérique sera-t-il enterré dans les

beaux quartiers et à ciel ouvert ailleurs, en particulier dans les quartiers populaires ».

Tout en rétablissant certaines dispositions que le Sénat avait supprimées, les députés ont finalement adopté une série d'amendements tendant à durcir la législation anti-bruit. Ainsi ont-ils expressément cité le TGV parmi les équipements faisant l'objet d'un contrôle. Contre l'avis de M. Royal, qui souhaitait d'abord établir « un état des nuisances sonores », les députés ont également fixé à 60 décibels le seuil du bruit acceptable. Enfin, ils ont alourdi la taxe imposée aux compagnies aériennes en

modifiant certains paramètres d'une équation intégrant la masse de l'aéronef, son groupe acoustique, son heure de décollage et la catégorie d'aérodrome. M. Marie-France Lecur (PS, Val-d'Oise), qui est l'auteur de ce dernier amendement, a expliqué qu'il s'agissait « en taxant plus fortement les appareils les plus bruyants, d'inciter les compagnies à les remplacer ». « Je pense en particulier aux avions de l'aéropostale », a-t-elle précisé. La lutte contre le bruit, c'est aussi une page d'histoire de l'aviation que l'on va tourner plus rapidement que prévu.

FREDERIC BOBIN

Garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art. — Les députés ont adopté en première lecture, lundi 14 décembre, le projet de loi relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art, présenté par M. Jean Clavary, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique. Ce projet prévoit une garantie publique lorsque le total des valeurs d'assurances des œuvres s'apparentant pas à l'Etat dépasse 300 millions de francs. Seul le PS a voté pour, l'opposition s'étant abstenue et le PC n'ayant pas pris part au vote.

Contrôle des produits soumis à certaines restrictions de circulation. — Les députés ont adopté en première

lecture, lundi 14 décembre, le projet de loi relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation, présenté par M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes. Dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'Acte unique, ce projet vise à habiliter les agents des douanes à exercer les contrôles nécessaires sur certains produits (armes ou munitions, biens culturels classés et biens appartenant à des collections publiques, substances ou préparations classées comme stupéfiants, végétaux et produits végétaux...) au titre des dispositions réglementaires prévues par la loi du 17 juillet 1992. Seuls les socialistes ont voté pour, l'opposition et le PC s'étant abstenus.

A Bordeaux

Le budget régional d'Aquitaine est adopté grâce aux voix des chasseurs

BORDEAUX

de notre correspondante

Le budget d'Aquitaine a été adopté, dans la nuit du 14 au 15 décembre, par 43 voix contre 35 (PS, Génération Ecologie, Front national) et 8 abstentions (PC et Verts). Les dix chasseurs de CPNT (Chasse, Pêche, Nature, Traditions) ont joint leurs voix aux trente-deux suffrages de la droite (RPR-UDF-CNI). Par ce vote clé, ils ont confirmé l'alliance scellée après l'élection de M. Jacques Valade (RPR) à la présidence du conseil régional.

Les chasseurs occupent deux vice-présidences. Ils se sont félicités d'avoir « infléchi l'action de la région pour empêcher la chute uniformisatrice de Bruxelles de s'abattre sur elle ». Cependant, les chasseurs se sont efforcés de maintenir une apparence d'indépendance. Ils ont ainsi octroyé à Jacques Valade une note mitigée : « Sur la bonne voie, mais pour mieux faire ». A leurs yeux, en effet, « il ne suffit pas de former des intellectuels » en contribuant au plan « Universités 2000 ». Il faudrait investir davantage dans la défense de la ruralité.

Lors de la précédente mandature, les communistes avaient pris l'habitude d'accorder, en s'abstenant, un soutien indirect efficace à l'exécutif de droite. Ils poursuivent dans cette voie. Leurs six élus se sont abstenus lundi. Les écologistes se sont divisés.

Les deux élus Verts, qui avaient souhaité des « options plus affirmées en faveur du rééquilibrage des modes de transport » et obtenu de M. Jacques Valade qu'il propose ostensiblement de s'associer « à des études de fond » faisant le point sur la ligne ferroviaire transpyrénéenne Pau-Caenfranc, formée depuis vingt ans, se sont abstenus. Les sept représentants de Génération Ecologie ont, en revanche, voté contre le budget primitif, leur porte-parole, M. Noël Mamère, dénonçant « l'absence de priorités et de cohérence », notamment pour la protection du littoral aquitain.

Les socialistes, de leur côté, ont critiqué sévèrement « l'absence de priorités réelles dans le budget » et le volume d'emprunts « exagéré » (500 millions de francs pour un budget de 2,524 milliards de francs). Ils s'en sont pris aussi à « l'alourdissement de la dette » (qu'ils estiment à « + 197,17 % entre 1988 et 1993 ») et à l'accroissement de la pression fiscale (9,4 %).

Les huit élus du Front national se sont également prononcés contre « un budget électoratiste et de complaisance qui fait fi de la préférence nationale ». Ils ont par ailleurs annoncé leur intention de déposer un recours pour contester les délais de transmission des documents budgétaires.

GINETTE DE MATHA

Le lancement de l'Alliance des Français pour le progrès

Les rêves européens de M. Bérégovoy

Rêver n'est pas dans la nature de M. Pierre Bérégovoy. Pourtant il arrive au premier ministre d'espérer que le sort pourrait lui être moins contraire. S'il ne va pas jusqu'à imaginer, comme le lui ont proposé, lundi 14 décembre, les dirigeants du mensuel *Alternatives économiques*, qui l'interrogeaient sur sa politique économique et sociale, qu'il pourrait rester aux affaires au-delà des élections législatives, le chef du gouvernement souhaite que celles-ci permettent de faire émerger une France plus consensuelle, qui accorde la priorité absolue à la construction européenne, afin de faire face à des difficultés « dont on ne mesure pas la véritable ampleur » : la misère du tiers-monde, les conséquences de la fin du bloc soviétique. C'est pourquoi il continue d'espérer en l'émergence d'une « majorité européenne de progrès », dont l'Alliance des Français pour le progrès, qu'il veut mener à la bataille en mars, ne serait que l'ébauche.

Tout se tient dans l'esprit du premier ministre : l'effondrement du mur de Berlin, le refus de l'accord de Washington sur l'agriculture, sa charge contre le RPR. La chute du communisme a, pour M. Bérégovoy, des conséquences idéologiques, dont il pense que ses « amis » socialistes n'ont pas encore mesuré tout à fait l'importance. Car il ne voit pas par quoi l'espérance communiste pourrait être remplacée : il ne croit pas que M. Jean-Pierre Chevènement ait des réelles solutions de rechange à proposer et il pense que le « relais » pris actuellement par les écologistes ne sera que provisoire.

Contre la « République impériale » américaine

A cela s'ajoute un chamboulement de l'équilibre mondial, qui lui paraît particulièrement grave. Au cours de la campagne pour la ratification du traité de Maastricht, il avait dénoncé le risque « d'un monde unipolaire », entièrement dominé par les Etats-Unis. Aujourd'hui, il assure que les derniers événements transforment cette menace en réalité : en imposant un accord déséquilibré sur le GATT, les Etats-Unis entendent conserver pour eux seuls l'arme alimentaire, qui, dans les années à venir, sera la garantie de l'indépendance nationale et un moyen d'influence mondiale ; en soutenant la spéculation contre les monnaies européennes, ils veulent empêcher que la réussite du serpent monétaire

européen ne permette de mettre en place une monnaie unique qui mettrait fin à la domination du dollar.

La leçon que tire de ce constat le premier ministre est simple : l'Amérique a, soutenu, et même souhaité, la construction européenne tant qu'elle en avait besoin pour faire contrepoids à la puissance russe ; aujourd'hui où l'Europe pourrait contrebalancer la domination de « la République impériale » américaine, elle n'en veut plus et elle tente de la saboter. Or, pour M. Bérégovoy, l'Europe est encore plus utile qu'hier, si l'on veut éviter un monde déséquilibré.

L'unification de l'Europe est donc bien la priorité des priorités. Elle est, dans l'esprit du premier ministre, d'autant plus facile, et en même temps indispensable, à réaliser qu'elle permet de combler le vide créé par l'effondrement du communisme : depuis la disparition du « thétchéisme », il existe un modèle européen de vie en société, à mi-chemin du libéralisme et du socialisme, auquel les Allemands ont donné le nom d'« économie sociale de marché », même si M. Bérégovoy le baptise aussi « économie mixte de marché », par référence à une expression un temps utilisée par M. François Mitterrand. C'est pour lui « la vraie troisième voie » qui doit permettre à l'Europe de montrer sa différence et de promouvoir son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis.

Or, constate le chef du gouvernement, ce modèle a été respecté en Allemagne tant par les sociaux-démocrates que par les chrétiens-démocrates, qui n'ont même pas hésité à gouverner ensemble. Il rêve, donc, qu'il en soit de même en France. Pour y parvenir, il faut que chacun des deux camps, la gauche et la droite, se coupe de ceux qui, en son sein, refusent et le modèle et l'Europe qui permet de le bâtir. D'où les attaques de M. Bérégovoy contre le RPR, attaques dont il se plaint à faire remarquer qu'elles sont aussi dures du côté de l'UDF, qui parle d'« hégémonie ».

Le rêve n'empêche pas une juste appréciation des rapports de force. M. Bérégovoy sait que, d'ici aux élections de mars, la réalité sera bien loin de ses espérances. Un tel basculement de l'échiquier politique aurait — peut-être — été possible en juin 1988 : il ne l'est pas en 1993. Le premier ministre peut juste commencer à semer, pour préparer l'avenir.

THIERRY BRÉHIER



La première étape pour effacer l'autre, c'est d'abord de se persuader qu'il est différent.

Extrait avec Art Spiegelman, auteur de « Maus » Ed. Flammarion Paris, la BD qui raconte les cauchemars de son père à Auschwitz. Télérama N° 2235.



« QUI ON EST ? LES NETTOYEURS »

Extrait du film Lens Park de Pavel Lounguine sur le nationalisme en Russie. Télérama N° 2236.

La meilleure façon de choisir est de se faire sa propre opinion. Télévision, radio, cinéma, livres, arts, musique, théâtre, actualité, chaque mercredi, Télérama est un lieu de rencontres et de confrontations.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les accusés du meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Isère

La psychose de l'erreur judiciaire

L'audience de la cour d'assises de l'Isère, qui juge depuis le 26 novembre Didier Gentil et Richard Roman, tous deux accusés du viol et du meurtre de Céline Jourdan, commis le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire, a été consacrée, lundi 14 décembre, aux premières plaidoiries des parties civiles.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Il y a seize jours, au début de ce procès, face aux avocats de Roman, une foule de procureurs étaient assis au banc de la partie civile. Aujourd'hui, leur propos est plus nuancé et traduit leur trouble devant une instruction et une audience qui n'ont pas donné toutes les réponses. Le bâtonnier Raoul Legier, conseil de M. Joëlle Maurat, la mère de Céline, précise d'emblée qu'il ne fait pas partie de ceux dont la conviction était forgée d'avance : « Je ne suis pas venu dans ce dossier pour entendre condamner un homme qui se disait innocent », déclare l'avocat, en énumérant quatre éléments qui le mettent dans l'embarras.

Au bénéfice du doute

Il y a d'abord la personnalité de Gentil, qui s'est révélée au cours des débats plus riche que les experts eux-mêmes ne l'avaient laissé prévoir. Ensuite, il y a l'aveu au psychiatre de la culpabilité de Roman. Certes, c'était pendant la garde à vue, mais l'avocat s'étonne de tels

propos tenus devant un simple médecin. Le troisième élément est constitué, selon l'avocat, par « la perception d'un contentieux entre Roman et Gentil, qui pourrait être la clé du mystère ».

Enfin, il y a les dernières paroles de Gentil, demandant pardon à Roman : « C'est un tournant, admet le bâtonnier, mais ce n'est pas un virage à angle droit. » Aussi M. Legier cherche-t-il la solution : « J'ai personnellement la conviction profonde que les deux hommes se sont rencontrés ce soir-là. Peut-être a-t-il seulement réalisé le camouflage du corps. Ce camouflage qui ressemble à une tombe... » Et le bâtonnier renouvelle la supplique déjà formulée au cours des débats : « S'il a fait cela, qu'il nous le dise. Il l'aurait la voie du mystère. (...) S'il ne le fait pas, il ne serait jamais qu'un accusé au bénéfice du doute. »

M. Michel Pallard, conseil de M. Roman, fait part lui aussi de ses doutes, en se montrant toutefois plus direct. Si beaucoup d'éléments lui font douter de l'innocence de Roman, il lance : « Je suis incapable aujourd'hui de rapporter une preuve de sa culpabilité. Vous serez amenés à acquiescer M. Roman. » Il exprime toutefois plusieurs regrets. Les premiers concernent Gentil : « J'aurais préféré que vous fussiez des aveux, même si vous n'arriviez pas à les exprimer, afin qu'il ne reste pas sur cette cour d'assises l'ombre d'un doute. »

Les autres regrets concernent la manière dont l'enquête et l'instruction ont été menées : « Le doute vient de toutes les

branches. (...) Il y a des titres qui n'ont pas fonctionné », constate l'avocat. Les témoins qui changent les horaires pour conforter l'accusation le gênent. Mais il rappelle aussi l'épisode où un autre témoin est venu dire que les gendarmes avaient fait pression sur lui pour qu'il modifie sa déclaration. « Il aurait été nécessaire que l'accusé soit vu, dit M. Pallard. Les gendarmes sont restés de bons gendarmes et le témoin est resté la tête basse, sans qu'on ait pu lui dire : merci, monsieur Cellerier, d'avoir eu le courage de dire ce qui s'était passé. » Et, revenant à l'instruction, M. Pallard conclut, sévère : « Tout a été fait pour que le doute s'installe, parce que ça a été mal fait. »

« Vivre avec l'image de l'enfant »

Son confrère, avocat de la même association, M. Alain Lhotte, évoque longuement la douleur de la famille de la petite Céline, victime de Gentil, qui est un « invalide de l'affection ». A propos de Roman, il parle d'« énigme judiciaire » et s'interroge : « Êtes-vous l'homme innocent accusé par un pantin judiciaire et broyé par une garde à vue ? Êtes-vous un supplicié de la religion de l'aveu ? Si vous êtes coupable, et un coupable acquiescé, il vous faudra vivre avec l'image de l'enfant. Vous serez enfermé dans une prison inférieure dont nul ne pourra vous libérer. »

M. Yves-Eric Massiani, avocat du bureau de Toulon, représentant la branche paternelle de la famille de Céline, n'a pas plaidé. Il avait demandé, avant les plai-

doires, que la cour ordonne un supplément d'information avec une reconstitution des faits et la comparution à l'audience du président de la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence, qui a instruit la dernière partie du dossier. Devant le refus de la cour, M. Massiani s'est retiré. Mais le débat consacré à sa requête a permis de connaître la nouvelle position de M. Henri Juramy, défenseur de Gentil. Pour lui, « Roman est coupable », quoi que son client ait pu dire.

M. Henri-René Garaud, conseil de la Ligue pour la protection de l'enfance martyre, qui vient de réapparaître sans avoir assisté aux débats, semble partager cette conviction. Et même s'il fustige pêle-mêle les gendarmes, les homosexuels, M. Weisbuch, procureur de Digne à l'époque des faits, les juges d'instruction et la presse, il tonne : « Je ne crois pas à cette garde à vue gestapistique. »

Les jurés entendront encore, pendant deux jours, les parties civiles, les réquisitoires et la défense, mais, d'ores et déjà, l'avocat général, M. Legrand, a indiqué sa position en s'interrogeant contre « ce nouveau principe de droit qui consisterait à devoir prouver son innocence ». C'est le dossier cruellement insuffisant et les aveux de Roman qui ont introduit cette perversion. En rappelant qu'il était aussi inacceptable de condamner un innocent que de libérer un coupable, le bâtonnier Legier avait dit aux jurés : « Quelle que soit la décision que vous prendrez, cette affaire va planer sur elle l'erreur judiciaire. »

MAURICE PEYROT

L'affaire du sang contaminé

La Cour de cassation a désigné ses membres à la commission d'instruction de la Haute Cour de justice

Comme chaque année, à pareille époque, le bureau de la Cour de cassation, composé du premier président, M. Pierre Drai, et des six présidents de chambres, a procédé, lundi 14 décembre, à la désignation, pour l'année à venir, des membres de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice.

Cette désignation revêt une importance particulière cette année en raison de la possible mise en accusation devant la Haute Cour d'anciens ministres dans l'affaire du sang contaminé. Les sept hauts magistrats ont confié la présidence

de la commission pour 1993 à M. Louis Gondre, soixante-six ans, conseiller à la chambre criminelle de la Cour de cassation.

La commission sera composée de quatre membres titulaires, MM. Jean Simon, Robert Fabre et Gérard Guilloux, conseillers à la chambre criminelle de la Cour de cassation, et Pierre Deroure, conseiller à la deuxième chambre civile de la Cour. Deux membres suppléants ont aussi été désignés : M^{me} Jacqueline Clavery et M. Jean Appollis, conseillers à la chambre commerciale.

L'enquête de M. Van Ruymbek sur les financements politiques

M. Joël Batteux, maire (PS) de Saint-Nazaire, est inculpé

M. Joël Batteux, maire (PS) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), a été inculpé, lundi 14 décembre à Rennes, de complicité et recel d'abus de biens sociaux par M. Renaud Van Ruymbek, chargé d'instruire plusieurs « affaires Trager », du nom de l'industriel nantais René Trager inculpé dans deux dossiers de financement frauduleux au profit d'élus socialistes. A sa sortie de la cour d'appel de Rennes, M. Batteux, qui était souriant et détendu, a déclaré : « J'ai beaucoup de raisons d'être curieux de ce qu'il y a dans le dossier et c'est pourquoi je souhaitais être inculpé. »

Il a ajouté, sans autre précision, que son inculpation était « fondée sur les déclarations de René Trager ». Le dossier de M. Batteux figure dans le dossier instruit par la chambre d'ac-

cusation de Rennes sur les activités de l'industriel nantais. Il y est notamment question des relations d'une société de démarchage publicitaire appartenant à René Trager, la DEEP, avec la municipalité de Saint-Nazaire.

Report de la confrontation entre Jacques Séguela et René Trager. Convoqué lundi 14 décembre par le juge rennais Renaud Van Ruymbek, chargé de l'enquête sur les financements occultes du PS, le publicitaire Jacques Séguela ne s'est pas présenté au bureau du magistrat, où il devait être confronté à l'homme d'affaires nantais René Trager (Le Monde du 15 décembre). Cette confrontation a été reportée au vendredi 18 décembre.

Annoncée par le ministre de l'éducation nationale et de la culture

La rénovation du baccalauréat devrait prendre effet lors de la session 1995

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, a annoncé, mardi 15 décembre, plusieurs mesures de rénovation du baccalauréat qui devraient prendre effet lors de la session 1995. Principale innovation : le poids des différentes disciplines dans les sept nouvelles séries a été corrigé pour mieux « profiler » chaque type de baccalauréat. Les candidats qui échoueraient à l'examen pourraient conserver pendant cinq ans le bénéfice de leurs notes supérieures à la moyenne.

Par ces mesures de rénovation du baccalauréat, le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, boucle la réforme des lycées engagée il y a deux ans par son prédécesseur, M. Lionel Jospin, et qu'il avait relancée au mois de juin. Il est prévu que les nouvelles dispositions entreront en vigueur dès la rentrée 1993 pour les classes de première et 1994 pour les terminales. C'est donc à partir de la session de juin 1995 que le baccalauréat remodelé par M. Lang devrait être mis en œuvre.

Les mesures qu'il propose, ni tout à fait anodines ni franchement iconoclastes, s'inscrivent dans le droit fil de l'idée-maîtresse qui a guidé sa réforme : rééquilibrer les voies de formation et casser l'actuelle suprématie d'une série (le bac C) et d'une discipline (les mathématiques). D'emblée, M. Lang avait prévenu : il ne s'agit pas de fossayer du bac, ce mètre-étalon de l'enseignement secondaire. Le bac restera le bac, c'est-à-dire un diplôme national et le premier grade de l'enseignement supérieur. Il a d'ailleurs réaffirmé, mardi 15 décembre, son attachement à ce « monument historique si intimement lié à nos cultures et qui consacre un niveau et une variété de connaissances sans équivalent dans le monde ». Les mesures annoncées tracent cependant des évolutions importantes.

Sur le contenu du diplôme, tout d'abord. Dans la mesure où le poids des différentes disciplines à l'examen commande en grande partie les contenus d'enseignement au lycée et le choix des futurs bacheliers, le jeu des coefficients est évidemment un levier essentiel. Désormais, a expliqué M. Lang, on ne pourra réussir « son bachelier » sans « mettre le paquet » dans les matières dominantes de la voie que l'on a choisie. Autrement dit, quelle que soit la

série, toutes les matières dites « dominantes » seront affectées d'un même coefficient et compteront pour 60 % de l'ensemble, chacune des matières dites « complémentaires » étant également dotée d'un coefficient identique. Conséquences : par rapport à la situation actuelle, certaines disciplines sont renforcées, tandis que d'autres sont légèrement amoindries.

Rééquilibrage des disciplines

C'est dans la nouvelle série scientifique unique (S) qui remplace les trois séries actuelles (C, D et E) que le changement est le plus spectaculaire. Désormais, les sciences de la vie seront traitées à égalité avec les mathématiques et la physique et, pour ceux qui choisiront la technologie comme matière dominante dans cette série, cette discipline sera dotée d'un coefficient supérieur à celui des mathématiques. Même chose dans la série littéraire unique (L), où les langues vivantes et surtout l'histoire et la géographie seront traitées à égalité avec le français et la philosophie. L'histoire-géographie est d'ailleurs le grand gagnant de ce remodelage, puisque son poids a augmenté dans les trois séries générales.

Dans les sept nouvelles séries du bac (trois séries générales - littéraire, scientifique, économique - et quatre

séries technologiques), l'éducation physique et sportive est également valorisée, puisque son coefficient est doublé (de 1 à 2). Enfin, l'option éventuelle correspondant aux matières dominantes choisies par le futur bachelier bénéficiera d'un coefficient identique (2) dans toutes les séries. Une seule exception : les arts dans la filière littéraire, crédits d'un coefficient 5 afin de préserver la situation de l'actuelle filière A (3 lettres, arts), à laquelle le ministre se déclare « particulièrement attaché ».

M. Lang innove sur un autre terrain en permettant aux candidats de conserver pendant cinq ans le bénéfice des notes acquises en cas d'échec à l'examen. Chaque année, un peu moins de 30 % des élèves de terminale sont dans ce cas, ce qui est loin d'être négligeable pour un examen auquel se sont présentés, en 1992, plus de 600 000 candidats. Ce principe est déjà de règle dans les baccalauréats technologiques et professionnels, a rappelé le ministre, et il le sera pour les BEP à la session de 1994. Les élèves redoublants pourront donc ne repasser qu'une partie des épreuves du bac... voire, dans l'année, faire l'impasse sur les matières où ils seront d'ores et déjà passés. Mieux de rien que cette disposition risque de modifier sensiblement la vie quotidienne des lycéens.

Reste un point sensible, véritable serpent de mer de toutes les tenta-

tives de réforme du bac : le contrôle continu. Sur ce terrain miné, M. Lang joue la prudence. Pas question de remettre en cause l'« équilibre » et l'« égalité » des candidats, même si l'objectif demeure « si possible » de parvenir à un « allègement » de l'organisation du bac. Mais il avance un pion. Dans la nouvelle architecture de la série littéraire, l'enseignement des mathématiques s'arrêtera désormais en première ; comme celui d'histoire-géographie dans trois des quatre séries technologiques.

Ces disciplines seront donc évaluées en fin de première, comme pour le français actuellement. « Or, souvent, sauf à compliquer encore le bac, a expliqué le ministre, ces épreuves ne sont envisageables que sous une forme nouvelle, un contrôle en cours de formation, par exemple. » A ma connaissance, a conclu M. Lang, les professeurs de mathématiques sont prêts à tenter l'expérience. C'est d'ailleurs à l'un d'eux, M. André Legrand, doyen de l'inspection générale des mathématiques, que M. Lang a confié une mission « de réflexion globale » sur le bac. Objectif : faire « le plus vite possible » des propositions pour régler, « de façon définitive », les modalités de passage des épreuves du bac 1995.

Ch. G.

impossible : comment faire autrement quand l'enseignement de la discipline s'arrête en première ? Et il s'appuie sur deux catégories de professeurs - ceux de maths et d'histoire-géographie - plutôt ouverts à l'idée d'un changement du mode d'évaluation dans leur discipline.

Enfin, la décision de permettre aux candidats de capitaliser leurs notes pendant plusieurs années porte un coup efficace à l'examen-couperet, atténué l'effet « qu'ilte ou double » du grand rite de passage. Nul doute, en tout cas, que cette mesure rencontrera un écho favorable parmi les lycéens et leurs familles.

Sauf à prendre le risque de nouvelles turbulences sur un terrain très inflammable, sauf aussi à s'atteler très rapidement à la tâche, puisque le cru des bacheliers 1995 entre en classe de première à la prochaine rentrée, ou voit mal ce que l'actuelle opposition, après mars prochain, pourrait trouver à redire au projet de M. Lang.

CHRISTINE GARIN

Option Lang

Suite de la première page

L'enlèvement du projet de M. Alain Savary porté par le rapport de l'historien Antoine Prost en 1983, l'échec de celui de M. René Monory, balayé par la tourmente étudiante de 1986, les tentatives désordonnées de M^{me} Edith Cresson, le silence enfin de son prédécesseur, M. Lionel Jospin, l'ont sans doute incité à la plus grande prudence. Ce qu'il projette de mettre en œuvre pour la session de 1995 n'a rien, en effet, du grand chambardement promis depuis dix ans, à gauche comme à droite. Il avance quelques pions d'allure modeste sans effleurer le tabou principal : le caractère national et anonyme du bac et la cooptation des jurés, qui exigent depuis cent quatre-vingt-quatre ans que l'on procède, chaque année, à la grande transhumance des candidats, des examinateurs et des correcteurs.

Le bac continuera donc à coûter la

REPÈRES

DOPAGE

Quatre athlètes russes indésirables en Suède

Soixante tablettes de stéroïdes anabolisants ont été trouvées, vendredi 11 décembre, par les services de la douane portuaire de Malmö (Suède), dans une sacoche appartenant à une entraîneuse russe, Lydia Fedotova, qui accompagnait quatre athlètes venus faire un stage : le sauteur à la perche Rodion Gataulin, la championne du monde du 100 mètres haies Ludmila Narochilenko, la championne du monde du 400 mètres

haies Margarita Ponomareva et la sprinteuse Tatiana Fedotkina. A la demande du club où les entraîneurs ont subi un contrôle antidopage.

Les autorités suédoises pensent qu'il s'agit d'un trafic destiné à procurer des devises. Le docteur Arne Ljungqvist, président de la commission médicale de la Fédération internationale d'athlétisme, a évoqué cette « vague de fraudes d'anabolisants » en provenance des pays de l'ancienne URSS, où « se trouvent d'énormes stocks de produits interdits ». La délégation russe devait quitter le territoire suédois mardi 15 décembre. (AFP, AP)

SPORTS

Damian Hill coéquipier d'Alain Prost chez Williams-Renault

Damon Hill, le fils de Graham Hill, double champion du monde de formule 1 (1962 et 1968), décédé dans un accident d'avion le 29 novembre 1975, sera le coéquipier d'Alain Prost en 1993 chez Williams-Renault. Agé de trente ans, le Britannique, qui a déjà disputé deux grands prix au volant d'une Brabham, était pilote essayeur de l'équipe anglo-française depuis 1991. Malgré son manque d'expérience, Damon Hill a bénéficié de sa connaissance de la voiture et des opinions favorables des techniciens, des ingénieurs et d'Alain Prost pour convaincre Frank Williams, qui n'avait pas au départ Nigel Mansell, le champion du monde en titre, dans son équipe.

« EXCLUSION ET SOLIDARITÉ Comment repenser le lien social ? »

16 et 17 décembre 1992 de 9 h à 18 h

Toit de la Grande Arche

Journées organisées par la Fondation l'Arche de Fraternité, la revue Esprit, la Délégation interministérielle au RMI et le ministère des affaires sociales. Clôture : Jean-Baptiste de Foucauld

Nombre de places limité : inscriptions au 49-07-28-63

SCIENCES - MEDECINE

Breveter la vie

Face aux avancées des biotechnologies, réharmoniser le droit européen des brevets devient de plus en plus urgent

DIEU n'a jamais fait breveter l'évolution, mais à un gardien du secret commercial, l'Office européen des brevets (OEB) reprendra-t-il le compte rendu, qui, depuis quelques mois, circule dans l'insistance du milieu scientifique, fermement biologistes moléculaires? Estimera-t-il que les séquences génétiques humaines de fonction non identifiées, lesquelles l'organisme devrait officiellement prononcer moins d'une semaine, le cadre de la brevetabilité?

Plus généralement, les gènes, les plantes, les animaux peuvent-ils être considérés par le droit européen comme des « objets » brevetables? Malgré les avancées considérables accomplies ces dernières années, la maîtrise du vivant n'est pas applications industrielles, la question n'est loin d'être réglée. En témoignait la vigueur du débat organisé par l'OEB le 11 novembre dernier, à Munich (Allemagne), sur le thème « Gènes génétiques, le nouveau défi », auquel ont participé plusieurs centaines de scientifiques, industriels, juristes et politiques.

Attendus pour le 21 décembre, la position de l'OEB sur la brevetabilité des gènes humains ne peut être l'ultime étape d'une polémique internationale sans précédent, déclenchée il y a plus d'un an par le National Institute of Health (NIH) américain. En juin 1991, ce puissant organisme de recherche médicale avait déposé auprès de l'US Patent and Trademark Office (USPTO) une demande de brevets portant sur 347 séquences génétiques « partielles » - autrement dit des fragments de gènes dont on connaît la séquence, mais pas la fonction (1). De source américaine, le NIH aurait depuis lors cette demande de brevets au Japon et en Europe. Si tel est bien

le cas, c'est ce dépôt de demande, vraisemblablement assorti d'un premier avis des examinateurs, que l'OEB devra publier dans quelques jours afin de respecter les obligations réglementaires du droit européen (2).

Une réglementation obsolète

Quelles que soient les raisons, cette publication, de l'avis des experts, aura une valeur de symbole. Les membres du NIH, qui avaient suscité un tel débat de protestations de la part des scientifiques et des industriels américains (le Monde du 2 août), ont, en effet, été rejetés par l'USPTO en septembre dernier. En Europe, la communauté scientifique a également condamné la « tentative d'OPA » du NIH sur le génome humain, et a réaffirmé que l'on ne peut breveter un gène de fonction inconnue.

Même si l'OEB n'a pas étudié le dossier - manière, sans doute, de laisser le débat et d'attendre la résolution juridique dans ce domaine - l'issue de ce débat rebondissant ne fait donc guère de doute. Mais le problème soulevé par les séquences génétiques « partielles » semble d'ores et déjà réglé. Il ne s'agit pas pour autant, en fait, d'un problème plus complexe, de brevetabilité du vivant.

Le rôle du brevet, dans le monde s'accroît, le reconnaître, est essentiel à l'avancement des sciences et des techniques. D'une part, parce qu'il assure à l'inventeur la rémunération nécessaire à l'activité de recherche, d'autre part, parce qu'il implique la description complète de l'invention qui en est l'objet, description qui, une fois mise à la disposition de la communauté scientifique, permet à celle-ci de

Le processus de l'industrie à des procédés biologiques n'étant pas nouvelle, la délivrance de brevets relatifs à des éléments vivants ou à des éléments d'origine vivante n'est pas d'actualité. C'est en 1843, en Finlande, que pour la première fois a été accordé un brevet à une invention (il s'agissait du procédé de fabrication du papier à partir de la pulpe de bois). Les brevets accordés à des procédés microbiologiques ou à des produits obtenus par ces procédés, sont valables et ont été maintenus pendant vingt ans. Cette réglementation n'en est pas moins devenue obsolète, car la formation de micro-organismes, depuis la convention de Strasbourg (1963), est devenue une technique courante. Les brevets accordés à des procédés microbiologiques ou à des produits obtenus par ces procédés, sont valables et ont été maintenus pendant vingt ans. Cette réglementation n'en est pas moins devenue obsolète, car la formation de micro-organismes, depuis la convention de Strasbourg (1963), est devenue une technique courante.

Entrave à la recherche

« La nécessité de protéger les inventions industrielles utilisant du matériel génétique (humain ou non, mais, cette fois, de fonction connue) ne peut que s'accroître, et cette évolution s'accroît encore avec les avancées, plus rapides qu'on l'espérait, du programme de recherche international Génome Humain », a rappelé à Munich M. Axel Kahn (unité de génétique et pathologie moléculaire de l'INSERM, Paris). « Il est donc urgent de combler, à l'échelle européenne, le vide relatif au droit du vivant. »

Urgent, il est considérablement difficile, il en va de la recherche, de la recherche internationale. M. Axel Kahn, directeur de l'unité de génétique et pathologie moléculaire de l'INSERM, Paris, a rappelé à Munich le rôle du brevet, dans le monde s'accroît, le reconnaître, est essentiel à l'avancement des sciences et des techniques. D'une part, parce qu'il assure à l'inventeur la rémunération nécessaire à l'activité de recherche, d'autre part, parce qu'il implique la description complète de l'invention qui en est l'objet, description qui, une fois mise à la disposition de la communauté scientifique, permet à celle-ci de

Sur le plan strictement juridique, la priorité d'homogénéiser les droits nationaux à l'échelle européenne. Principale pierre d'achoppement : la réglementation allemande. Particulièrement restrictive en matière d'applications biotechnologiques, celle-ci ne prévoit en effet, dans ce domaine, aucun droit de licence, sauf « licence obligatoire à l'intérêt du public ». Une entrave à la recherche-développement dont prennent progressivement conscience tous les partenaires de l'Allemagne, ainsi que son propre gouvernement.

« Si l'on n'arrive pas à homogénéiser les réglementations, cette spécificité du droit allemand constituera un obstacle important à l'activité de recherche industrielle, en aval de la découverte de chaque gène », affirme Axel Kahn. Ouvrant le débat de Munich, M. Gebhard Ziller, secrétaire d'Etat allemand pour la recherche et la technologie, a, pour sa part, rappelé que « 60 % des médicaments actuels n'auraient pas été développés si les industriels n'avaient bénéficié d'une protection par brevets adéquats ». « Si les pays industrialisés ne parviennent pas rapidement à un accord concernant la protection par brevets des inventions biotechnologiques, nous allons au-devant d'une série très grave de problèmes commerciaux », a-t-il ajouté.

Sur le plan éthique, les questions que soulève le droit du vivant ne sont pas moins complexes. Peut-on breveter un animal génétiquement manipulé? Et si oui, dans quelles limites? Après six ans de débats, l'Office européen des brevets prenait en avril 1992 la décision de créer le précédent, et d'accorder à l'université américaine Harvard un brevet relatif à la souris « Myo-Mouse » et à sa descendance, dont les chromosomes ont reçu un gène impliqué dans la cancérisation (le Monde du 13 septembre 1991).

Rappelant que « la recherche et l'innovation sont au service de l'intérêt supérieur pour le bien de l'humanité », les examinateurs de l'OEB ont, dans le même temps, de préciser que cette autorisation s'appliquait « exclusivement à la souris oncogène de Harvard », et que « d'autres souris portant sur des animaux transgéniques pourraient aboutir à des conclusions différentes ».

Le cas Tracy

Certes. Mais que penser, dans ce contexte, de la brebis « Tracy », soumise à l'OEB depuis plusieurs années, n'a toujours pas été tranchée? Génétiquement manipulée par une équipe de l'université d'Edimbourg (Ecosse), cette lignée ovine produit une protéine à haute valeur ajoutée, l'alpha-1 antitrypsine, utilisée dans le traitement de certains emphysèmes pulmonaires congénitaux. La brebis fournit chaque année 3,5 kilogrammes de précieux médicament, quantité dont l'obtention traditionnelle nécessite 1 700 brebis de sang humain. Une usine pharmaceutique vivante, pour l'exploitation de laquelle la société Bayer aurait déjà proposé à l'université d'Edimbourg plusieurs dizaines de millions de francs.

Comment, alors, protéger l'invention? Faut-il breveter la construction génétique de base? Les vecteurs d'expression utilisés pour introduire le gène de l'alpha-1 antitrypsine dans le patrimoine héréditaire de l'animal? La brebis elle-même? A priori, cette dernière solution semble la plus critiquable au plan de l'éthique, puisqu'elle revient - comme pour Myo-Mouse - à s'arroger un droit de propriété sur une lignée animale. Mais reconnaître la brevetabilité de Tracy, de l'avis de nombreux

experts, pourrait être le meilleur garant de son exploitation abusive.

« Le brevet est un droit portant sur un animal », a souligné, dans un tiers, le problème éthique de l'animal, non l'obtention du brevet », a déclaré le professeur Joseph Straus, juriste au Max Planck Institute de Hygiène et spécialiste de droit relatif aux biotechnologies, pour qui « les destructeurs du génie génétique ne trompent pas, ils s'attaquent au droit du brevet ».

« Au-delà de la question générale des brevets (selon laquelle la brebis Tracy est un brevet ou un animal), l'ordre public et aux bonnes mœurs, ce n'est pas à l'Office des brevets qu'il appartient de poser des questions morales ou éthiques », rappelle Sir William Bodmer, biologiste à la Faculté impériale de Médecine contre le cancer de Londres. « Il serait que la Cour suprême, et notamment la Cour de justice des Communautés, s'expriment sur plus d'un point, et les entendent par ordre public et bonnes mœurs, afin qu'un consensus européen se dégage sur ce sujet. » L'Office européen des brevets, à l'évidence, saurait mieux alors sur quel terrain travailler.

CATHERINE VINCENT

(1) En février 1992, le NIH a déposé auprès de l'Office américain des brevets une deuxième demande, portant sur 2 375 séquences supplémentaires.

(2) Concernant les brevets, qui ne publient les dépôts de demandes que lorsque celles-ci sont accordées, le droit européen prévoit leur publication quelle que soit la décision finale de l'Office. Cette publication, qui doit survenir au plus tard six mois après la date du premier dépôt, que celui-ci ait été fait en Europe ou ailleurs.



POUR AMELIORER VOTRE HABITAT BENEFICIEZ DES MESURES DE SOUTIEN AU LOGEMENT.

SAVEZ-VOUS QUE VOUS POUVEZ BENEFICIER DE REDUCTIONS SUR VOS IMPOTS 1992 EN ENTREPRENANT DES TRAVAUX DANS VOTRE LOGEMENT ?

Comme des millions de Français propriétaires, vous souhaitez améliorer le confort du logement que vous habitez. Pour vous aider à réaliser votre projet, des mesures ont été prises cette année. Elles vous donnent droit à des réductions sur vos impôts 1992 pour des travaux payés avant le 31 décembre. Connaissiez-vous le détail de ces mesures ?

QUELS SONT LES TRAVAUX CONCERNES PAR CES MESURES ?

Vous pourrez bénéficier de réductions d'impôt sur les dépenses occasionnées par des travaux d'aménagement, de rénovation ou d'hygiène.

QUEL EST LE MONTANT DE LA REDUCTION D'IMPOT ?

Par exemple, si vous êtes un couple marié, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôts allant jusqu'à 10 000 F.

Si vous avez deux enfants, cette somme peut s'élever à 15 125 F.

VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE D'UN LOGEMENT QUE VOUS LOUEZ ?

En effectuant des travaux destinés à améliorer le confort du logement ou à économiser l'énergie, vous pouvez bénéficier des subventions de l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

AUTRES MESURES DE SOUTIEN AU LOGEMENT PRISES EN 1992.

• Accession à la propriété

En 1992, les communes ont adopté des mesures pour aider à devenir propriétaire de votre logement. Elles vous donnent droit à des réductions sur vos impôts (1) et à des avantages en matière d'épargne logement.

• Investissement locatif

D'autres mesures vous permettent d'économiser jusqu'à 10 000 F sur vos impôts pour l'acquisition de logements ou la location.

Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de l'Association Départementale d'Information pour le Logement (ADIL) ou de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de votre département. Pour avoir les adresses de ces organismes ou pour avoir directement des informations sur les mesures de soutien au logement, téléphonez au 16 (1) 01 01 00 ou appelez 3615 (1) 01 01 00.

Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports

SCIENCES • MEDECINE

L'histoire glorieuse de la Téthys

Un océan qui a existé pendant 250 millions d'années a engendré notamment, la formation des champs de pétrole du golfe Persique et du golfe du Mexique...

La Téthys était un océan qui s'est installé il y a 300 millions d'années dans une très vaste et très profonde échancrure s'ouvrant dans le sud-est de la Pangée, c'est-à-dire dans le continent unique qui a rassemblé toutes les terres émergées pendant 165 millions d'années. Après une histoire longue, la Téthys s'est étendue vers l'ouest tout en se réduisant dans le sens nord-sud, puis a disparu, à l'exception de la Méditerranée, la mer Caspienne et la mer d'Aral. La connaissance de ses vicissitudes est donc indispensable à la reconstitution de l'histoire de notre planète. Elle a aussi un intérêt économique et pratique : 80 % des ressources en pétrole et gaz naturel exploitées actuellement - celles du golfe Persique et du golfe du Mexique - sont nées des phénomènes successifs ayant eu pour cadre la Téthys.

On comprend que l'ARABIE de la Téthys (en quatre cartes) - abaissement de cinq ans d'un travail mené depuis 1986, moyennant 5 millions de francs, sous la direction de Jean Deroy (de l'Académie des sciences et professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie à Paris), Emmanuel Ricou (directeur de recherche au CNRS) et Bruno Vrielynck (chargé de recherche au

CNRS), avec le concours de vingt-quatre spécialistes d'universités et organismes français et étrangers - ait été subventionné par des sociétés pétrolières (BP, Elf, Total et Shell) et aussi par l'Institut français de pétrole, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, le Bureau de recherches géologiques et minières, l'Institut des sciences de la Terre (CNRS), l'université Pierre-et-Marie-Curie. A cet *Atlas de la Téthys* qui vient d'être publié, s'ajoutera en 1994 un livre sur l'histoire de la Téthys.

Vers - 300 millions d'années, une masse continentale venue du sud a télescopé une masse continentale venue du nord. Cette collision continentale a donné naissance à la Pangée et a provoqué la formation d'une très grande chaîne de montagnes, le système hercynien (comparable à l'Himalaya actuel), qui s'étirait des Appalaches à la Bohême. Et, dès cette époque, s'est ouvert dans l'est de la Pangée un très grand golfe, la Téthys, qui couvrait de l'Australie et de l'Indochine à l'est de la Méditerranée (actuelle).

Vers - 260 millions d'années, une dorsale subocéanique (1) naît sur la bordure sud-est de la Téthys. Cette dorsale a d'abord pour effet d'arrêter des morceaux de cette masse continentale, puis de les entraîner vers l'autre rive, celle du nord-est,

laquelle ils se sont collés. En outre, cette dorsale était asymétrique : elle ne produisait pas grand-chose sur son côté sud et était bien active sur son côté nord. Ce qui a fait migrer peu à peu vers le nord-est. Pendant des dizaines de millions d'années, la Téthys s'est étendue vers l'ouest. Il y a 135 millions d'années, les deux continents de l'océan unique qui recouvrait la plus grande partie de la planète ont été refaits par un détroit qui courait d'est en ouest et coupait la Pangée en deux : au nord, la masse continentale de la Laurasia (Eurasie, Groenland et Amérique du Nord), au sud la masse continentale du Gondwana (Amérique du Sud, Afrique-Arabie, Madagascar, Inde, Australie et Antarctique). Dès ce moment, s'est ouvert aussi un détroit, qui a séparé l'Afrique de l'Est et Madagascar.

Une circulation d'est en ouest

Dans le même temps, la dorsale au travail dans la Téthys faisait dériver vers le sud l'Inde et l'Australie, qui étaient toujours collées l'une à l'autre.

A ce moment-là (- 135 millions d'années, rappelle-t-on), on était au début du crétacé, période géologique remarquable par de très grandes transgressions marines (des océans peu profonds envahissent les zones basses et plates des continents) sur lesquelles s'empressent des couches épaisses de crabe.

Les détroits est-ouest qui ont coupé la Pangée étaient situés dans la zone intertropicale, de l'hémisphère sud pour ce qui est actuellement la région du golfe Persique, de l'hémisphère nord pour ce qui est actuellement le golfe du Mexique. Et la Terre tournait toujours dans le même sens et approximativement autour du même axe, les circulations océaniques et atmosphériques se font comme à notre époque, c'est-à-dire en ouest dans la zone intertropicale.

Dans cette zone, les eaux chaudes peu profondes qui recouvrent de vastes régions continentales sont alimentées, sur leur côté est, en plancton marin et débris végétaux arrachés aux continents et poussés vers l'ouest par les courants marins. Les continents bénéficient en effet à l'époque d'un climat chaud et humide et sont donc couverts d'une abondante végétation. Pendant que les océans océaniques d'est, cette zone riche en matière organique nourrit

de vastes colonies de bactéries, qui font s'accumuler des composés aluminés qui sont le siège de phénomènes de latérisation par lessivage des métaux.

Il y a aussi dans les conditions requises pour la formation des roches riches en hydrocarbures. Et c'est ainsi que des pluies abondantes alimentent de grandes quantités de matière organique provenant des continents et que l'évaporation intense des eaux chaudes peu profondes fait s'accumuler des évaporites (du sel, pour simplifier). Ainsi, la matière organique, isolée de l'oxygène par la matière minérale, pourra-t-elle subir les transformations physico-chimiques qui mènent au pétrole ou au gaz naturel. Ainsi, les évaporites de sel feront-elles office de couvercle imperméable qui fera l'espèce de « couvercle » où, pendant des dizaines de millions d'années, mijoteront les futurs hydrocarbures.

Pendant tout le crétacé (- 135 à - 65 millions d'années), les deux détroits restèrent peu profonds, mais au moment de s'agrandir dans le sens nord-sud. Vers - 65 millions d'années, celui de l'est est devenu la Méditerranée : celui de l'ouest s'est agrandi largement en Amérique. Les deux détroits Atlantique, au centre d'abord, au sud ensuite, a sérieusement commencé à s'ouvrir. Mais l'un et l'autre des anciens détroits ont été remplacés par des hauts fonds - les hauts fonds (2) - sur le côté est des continents, au large des zones profondes.

Pétrole, bauxite et phosphates...

Or, qui dit détroits d'eaux profondes (les *upwellings*) dit aussi riches en matières minérales nutritives, point de départ de la chaîne alimentaire marine. Les eaux baignant les détroits ont des seuils sont donc extrêmement riches en matière organique et sont toujours favorables à la formation de vastes colonies d'hydrocarbures. Encore une fois, ce sont le golfe Persique et le golfe du Mexique actuels qui ont hérité de ces bontés de la nature. Et d'autant plus que ces deux régions baignées du ciel sont toujours riches dans la zone intertropicale.

Pendant ce temps, les continents émergés de la zone intertropicale bénéficient aussi des largesses de la nature. La mer inondait les massifs calcaires (les *larsa*) formés par les débris de corail et de mollusques de l'époque précédente. L'altération de ces calcaires

physico-chimiques fait s'accumuler des composés aluminés qui sont le siège de phénomènes de latérisation par lessivage des métaux. L'effet de pluies abondantes en climat chaud. Ainsi se forment les gisements de bauxite (le minerai d'aluminium) en Grèce, de l'ex-Yougoslavie, des Baux-de-Provence (ces derniers sont vraiment à la limite nord de ce type de phénomène), de Jamaïque, du Brésil, de l'intérieur des continents émergés dans la zone équatoriale, les pluies abondantes permettent le lessivage des métaux et des minéraux superficiels et donc la formation de gisements de bauxite au Venezuela, au Brésil, dans l'Afrique du Sud et du Soudan.

Autre don des climats réjouis par la présence des restes de la Téthys : la formation de grands gisements de phosphates du Maroc et aussi du Proche-Orient, nés de l'altération des débris osseux des vertébrés accumulés dans des golfes peu profonds aux eaux chaudes.

La fin d'une longue vie

Pendant toutes ces dizaines de millions d'années, une grande partie de la dorsale qui avait été active dans la Téthys a été soulevée sous l'Eurasie. Mais le rameau est de cette dorsale s'est allongé au point de faire par le sud le tour de l'Inde, qui s'est séparée des autres morceaux de l'océan vers - 100 millions d'années. Ce système de dorsale est entrainé à l'ouest par l'Inde, qui avance à une vitesse moyenne de 15 à 20 centimètres par an. Vers - 50 millions d'années, l'Inde est ainsi entrée en collision avec l'Eurasie (augmentée précédemment de plusieurs morceaux arrachés à la rive nord de la Téthys, comme nous l'avons vu plus haut). La poursuite de cette collision continentale engendrera - et engendra toujours - la surrection de l'Himalaya à partir de - 50 millions d'années.

Les phases finales de l'histoire de la Téthys ont parachevé la fin de l'océan qui a existé pendant 250 millions d'années. L'Afrique et l'Europe se sont beaucoup rapprochées et ont contrecoupé de l'ouverture rapide de l'Atlantique sud et du défilé de celle de la mer Rouge, qui a séparé l'Afri-

que de l'Arabie. L'Afrique a pivoté dans le sens contraire à celui de l'Arabie a été submergée dans qu'elle était encore dans la zone intertropicale (mais dans l'hémisphère nord). Et surtout l'Arabie est entrée en collision avec l'Eurasie. Il y a donc tout à la fois, surrection de reliefs et surcharge des parties submergées par des sédiments épaisses de roches.

Ainsi y a-t-il eu une tectonique générale (ou subsidence). Or, avec la profondeur, la chaleur augmente. Les roches mères sont donc soumises à la décomposition chimique indispensable à la formation des hydrocarbures. En outre, la dérive de l'Arabie vers la Méditerranée a entraîné - 20 millions d'années - la bouleversée la tectonique : il n'y a eu, en Arabie, que de grands anticlinaux à très long rayon de courbure, suffisants pour constituer de gigantesques gisements d'hydrocarbures montés de leurs roches mères en blocs par le sud déposés vers - 135 millions d'années.

Mais vers - 50 millions d'années, on peut dire que la Téthys avait terminé sa longue existence.

YVONNE REBEYROL

(1) Dans les dorsales médio-océaniques, se met en place le système de la zone intertropicale. C'est un des phénomènes majeurs de la tectonique des plaques. On parle donc de la zone intertropicale. Ces dorsales sont, purement et simplement, des zones de divergence des plaques de la croûte océanique, correspondant les « subductions », ou plongées (disparitions), de plaques océaniques sous une plaque voisine océanique ou continentale. La Terre n'étant pas, il faut bien, en effet, que disparaissent une quantité de croûte dans les dorsales. Lorsque deux plaques de croûte océanique sont en contact l'une de l'autre, leur densité relative faible leur interdit de plonger. Il y a collision et formation de chaînes de montagnes.

(2) La lithosphère est la partie la plus superficielle du manteau, qui forme les plaques rigides dont les déplacements sont à l'origine de la tectonique des plaques. La lithosphère, qui est épaisse de 100 à 150 kilomètres en moyenne, est faite de croûte océanique et de croûte continentale et du haut du manteau supérieur. Un seul lithosphère est un secteur envoyé qui unit deux masses continentales qui est entrainé par la croûte océanique « zébrée » par des failles de croûte océanique.

Le mal des enfants sourds-aveugles

Une équipe française vient de localiser un gène responsable du syndrome d'Usher

D'IRIGÉE par le professeur Arnold Münch (hôpital Necker-Enfants-Malades), une équipe française a découvert qu'elle avait localisé un gène directement impliqué dans la genèse de handicaps sensoriels graves et héréditaires.

Ce travail est une étape importante dans la compréhension, le diagnostic et le traitement des handicaps d'origine génétique. Il a pu être mené, souligne-t-on, grâce au soutien financier de la Fondation de la rétinite pigmentaire.

Les spécialistes distinguent deux types cliniques du syndrome d'Usher. Le type II correspond à une symptomatologie « modérée », qui

associe des troubles de l'audition permettant le langage et une atteinte de la rétine tardive et relativement peu sévère. Le type I correspond, en revanche, à la forme la plus grave de cette affection.

Elle réunit une surdité congénitale profonde interdisant l'acquisition du langage, un déficit total de l'appareil vestibulaire, responsable d'un retard de l'acquisition de la marche et de troubles de l'équilibre, ainsi qu'une atteinte de la rétine débute vers l'âge de six ans et évoluant rapidement. De vastes handicaps de ces enfants sourds-aveugles.

Il y a deux ans, un groupe de chercheurs dirigé par le professeur William Kimberling avait approché la localisation, sur le chromosome n° 1, du gène responsable du type II du syndrome d'Usher. « Les travaux sur la localisation du gène responsable de la forme grave ont commencé en France à l'hôpital Necker », explique le professeur Münch de Necker, « la collaboration du professeur Jean-Louis Dufier, chef de la consultation d'ophtalmologie de l'hôpital Laennec,

après qu'un travail génétique, le docteur Dominique Auriant originaire de Poitiers, ait remarqué et étudié un grand nombre de familles éprouvées par cette maladie dans le département de la Deux-Sèvres ».

Origine commune dans les Deux-Sèvres

Un premier travail sur la localisation du gène ne fut pas confirmé chez les familles américaines. Mais l'équipe française estime que son travail ne peut plus être remis en question.

Après une longue étude sur de nombreuses familles, l'équipe française a localisé le gène impliqué dans la forme grave du syndrome d'Usher sur le chromosome humain n° 14. « Le point original de nos travaux est que la quasi-totalité des familles dans lesquelles nous avons pu confirmer nos résultats originaux de la région Poitou-Charentes, et particulièrement du département des Deux-Sèvres, précise-t-on à l'hôpital Necker. Il est vraisemblable qu'un « effet fondateur » a permis d'un même gène d'expliquer cette origine commune et la fréquence de la maladie dans cette région. »

Au-delà des perspectives qu'elle ouvre sur la matière de dépistage, la découverte apparaît aujourd'hui essentielle quant à la compréhension de la physiopathologie sous-jacente à cette affection. L'hypothèse qui peut être avancée est la suivante.

Elle se fonde sur l'existence d'une fonction unique (touchant la fonction ciliaire), expliquant l'atteinte pathologique de trois syndromes différents, à l'égard desquels la grille d'analyse génétique

demeurait jusqu'à présent inopérante.

J.-Y. N.

(1) Ce travail est publié dans la revue *Genetics* de décembre 1992. Il est signé J. Kaplan, K. Gerber, D. Bonneau, J.-M. Rozet, O. Dufier, M.-L. Briard, H. Dufier, I. Ghazi, J.-L. Dufier, J. Frenel et A. Münch. Les auteurs soulignent, dans cette publication, l'aide qu'ils ont reçue de la part de l'Association française Retinitis Pigmentosa, et l'Association française pour l'étude des myopathies et du syndrome d'Usher.

MALOINE

DOROSZ

GUIDE PRATIQUE DES MÉDICAMENTS

13^{ème} édition

1993

1000 médicaments / 1704 pages

285,00 FF

En vente chez votre libraire habituel

27, rue de l'École de Médecine

75006 PARIS - Tél. (1) 43.25.60.45

Le Monde de l'éducation

Décembre 1992

ENQUÊTE EXCLUSIVE

LE DIPLÔME, ARME ANTI-CHÔMAGE
IUT, IUT, UNIVERSITÉS, ÉCOLES :
LES DÉBOUCHÉS ET LES SALAIRES.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ectoplasme et le fantôme

Implantée dans le quartier
Moulin à Lille, cette maison qui
travailleurs, étudiants
devenue, grâce à
l'impulsion de Denis, un
des pôles culturels de l'agglomération
lilloise, dans le domaine du
théâtre, de la musique et des arts
plastiques.

Danse

Chœur de Radio France

De vive voix

Jeudi 17 décembre, 20h30 Eglise Notre-Dame du Travail	Samedi 19 décembre, 20h30 Salle Grignan
"concert pour un temps d - Noël"	"la tradition chorale de Hongrie"
Prokofiev Chant grégorien Schönberg - Britten	Liszt - Kodály Vajda - Orbán Szöllösi - Bartók
avec les Petits chanteurs de Chaillor	Mátyás Antal, direction
François Polzou, direction	Location : 12 30 15 16

[illegible]

CULTURE

THÉÂTRE

Danse avec les fous

Lars Noren ou l'abomination joyeuse de la cellule familiale

SOURIRE DES MONDES
SOUTERRAINS
de la Coline

Ce pourrait être jour de fête. Une femme, Helena (Fabienne Luchetti), jeune encore, chorégraphe, revient chez elle après un accouchement. Mais elle n'a pas pris pour cela le chemin plus court. Entre la maternité et son appartement, un - grave? - dérèglement l'a conduite dans un hôpital psychiatrique. Inquiétude chez ses proches qui attendaient le redoutant ce retour.

vaillances. Il y a Edward, mari (Jacques Mathou), écrivain quadragénaire et anxieux; Julia (Hélène Duc), mère, bourgeoise plutôt aisée qui s'est mariée jusqu'à la mort; Elaine (Claude Perron), caissière, se sent cadavre, adolescente tourmentée. Helena a rencontré Jane (Florence Giotetti), une femme qui a partagé ses souffrances à l'hôpital, de venir la rejoindre chez elle, une visite qu'elle attend avec une vive impatience.

On la comprend. Car ce n'est

pas une famille qu'elle a retrouvée mais un cauchemar de famille, hantée par des personnages tout en règlement de leurs conflits intérieurs, figures du théâtre comme Lars Noren lui les imagine. On sait, depuis le début des années 80, que la Suède, l'Europe avait trouvé en lui l'un des dramaturges les plus puissants de son fin de siècle.

C'est Jorge Lavelli qui, le premier, a fait entendre la voix de Lars Noren. Déjà, la découverte de la force au Petit Odéon en 1988, dans une très bonne mise en scène de Jean-Louis Jacopin, avait convaincu de l'urgence d'un auteur neuf et puissant. Mais le travail de Lavelli pour le Théâtre de la Ville avait permis, en 1991, de faire au rang des grands dramaturges celui dont on avait un peu trop rapidement dit que son œuvre relevait du théâtre de chambre. Ce dont, d'ailleurs, la Scandinavie, l'Allemagne et les États-Unis, pour ne citer que ces pays-là, étaient assurés bien avant la France. Lavelli a donc eu à produire, cette fois-ci, le travail d'un auteur metteur en scène, Robert Cantarella, qui, avec *Sourire des mondes souterrains*, affirme on ne peut mieux la richesse de sa personnalité et la qualité de son engagement.

Un quintette désaccordé

A l'intrigue, qu'il dit ne pas aimer et même pourtant en bon ouvrier, Lars Noren préfère l'humain: l'être et le mal-être humains. Mais si ses personnages ont l'apparence de réalité, ils emploient un langage répertoire comme mode habituel d'échange. On s'aperçoit très vite qu'ils n'ont rien de naturels. Une partition de mensurations, tous prononcent les mots que le scénariste ou l'auteur, traversant l'esprit mais ne

sont pas. Lars Noren, en sûr, en passionnant lecteur de Lacan, travaille ce qu'on appelle d'habitude le sous-texte et qui est ici dit et représenté. Cela donne un théâtre d'une violence absolue.

Plus de violence en scène, mais que l'on sent, et que l'indécible, le scandaleux, l'odieux. Il s'agit de combattre, par tous les moyens, nos pires démons - la souffrance, la lâcheté, l'égoïsme, l'envie, l'envie de tuer qui survient toujours au moment où elle paraît la plus acceptable, la plus salutaire... Tant pis pour la souffrance, la solitude, l'angoisse et l'autre. La violence est elle-même plus jolie à entendre. Elle peut sembler drôle, mais elle l'est même, sinon personne ne pourrait l'entendre. Lars Noren le sait et ne prive pas de multiplier les situations qui, dans un autre théâtre, seraient vraiment cocasses, et les constructions de dialogues pour l'essentiel de l'incompréhension. Demeurent les cris de la douleur dits par un quintette totalement désaccordé. En ce sens, le théâtre de Lars Noren est résolument contemporain, mais on dit musique contemporaine, cherchant un nouveau vocabulaire, de nouveaux rythmes, de nouvelles respirations.

Autant dire qu'il faut des interprètes prêts à tout et à tout faire bien. Les acteurs réunis à Collège de cette trémie, judicieusement choisis par Cantarella et menés à l'abîme battant. On est très loin ici d'un théâtre qui joue des images. Pas un soupir dans une partition sans la moindre émotion, l'émotion même, est parfaitement maîtrisée.

OLIVIER SCHMITT

► Le mardi au Théâtre de la Ville, 21 heures. Matinée les dimanches à 16 heures et les samedis 9 et 23 janvier à 16 heures. Tél.: 43-66-43-60. Jusqu'au 31 janvier.

Le jeu de dupes

« Master Class » met face à face artistes et dictateurs

BREST

de notre envoyée spéciale

En janvier 1948, Staline demande à Jdanov, sorte de commissaire politique de la culture, d'organiser un congrès de musiciens et compositeurs afin de déterminer la « ligne » à suivre. Un mois plus tard, Chostakovitch et Prokofiev, deux des plus grands compositeurs de l'époque, sont mis à l'index pour délit de formalisme bourgeois.

A partir de cette histoire tristement vraie, David Pownall, anglais, imagine que, dans la nuit même qui a suivi le congrès, les deux compositeurs sont convoqués au Kremlin. La pièce *Master Class* - mise en scène au Quartz de Brest par Michel Vuillermoz dans une adaptation de Guy Zamboni - raconte, sur un ton de comédie acide, la confrontation des deux artistes et des deux politiques d'un piano.

Un piano, deux chaises, quatre colonnes sévères, un escalier menant aux toilettes: le décor de Bernard Legoux pour l'ambiance inquiétante d'une chambre d'hôtel. A partir du moment où ils sont entrés, les deux compositeurs savent qu'ils sont perdus. Mais ils n'avaient pas le choix. Ils sont suspects, c'est-à-dire condamnés à mort. Jdanov joue avec eux le rôle du fils bien-aimé, Staline celui du fils compréhensif. Quel qu'ils fassent, c'est lui qui aura le dernier mot puisque c'est lui qui détient le pouvoir. D'ailleurs, peu de temps après, il fera fusiller Jdanov; mais c'est une autre histoire.

Pour l'heure, il manipule ses trois personnages avec une habileté diabolique. Comme tout homme au pouvoir, il ne peut pas être seul, il s'y refuse jusqu'à la folie. Quand il s'agit de sa vie, quand il s'agit de sa

gorgienne interdite par le tsar? Quand il s'agit de Prokofiev et Chostakovitch un géorgien pour qu'il compose de chic tout de suite? Quand il s'attendrait sur une icône? Quand il glorifie les origines populaires? Les autres sont des bourgeois, compris Jdanov, qui joue du Chopin, écoute Eli Reiderboeck sur un 78-tours et rageusement les disques de Prokofiev...

Mais David Pownall ne s'attarde pas aux motivations psychologiques. Il se concentre d'opposer deux types d'individualistes qui ont besoin les uns des autres et ne pourront jamais s'entendre. Les rapports de l'art au pouvoir, de l'art et de l'argent forment l'un des thèmes éternels du théâtre. Ici, il s'agit de rapports plus dangereux encore, ceux de l'art et de l'éducation de masse. Une affaire grave traitée avec humour.

La mise en scène favorise l'humour aux dépens de la gravité. Michel Vuillermoz, qui interprète également Staline, ne fait pas peur. Il laisse une certaine aura à son personnage et a dirigé Patrick Ligardes (Jdanov) avec une caricature légère. Manifestement, ce sont les deux musiciens qui ont le plus de toute attention: Philippe Faure fait à Chostakovitch un rôle de fils bien-aimé à la fois plein de respect et de pitié. Quant à Jean-Pol Dubois, il joue un Prokofiev lucide, amer, désespéré, ému, superbe.

COLETTE GODARD

► Le Quartz. Petite salle jusqu'au 22 décembre, relâche le 20. Tél. 98-44-10-10. Du 12 au 16 janvier à Villeneuve-d'Ang, à la Rose des Vents. Du 26 janvier au 31 février, Aubervilliers, au Théâtre de la Commune.

MUSIQUES

Un festival de dernière heure

Trois concerts, un colloque et un bilan discutable pour une opération en faveur de la tradition

En deux jours, colloques sérieux et à l'enseignement, doubles de trois soirées de concerts (1 million de francs), la direction de la musique et de la danse entendait donner un coup de projecteur sur la politique de l'Etat en faveur des musiques et danses traditionnelles en France. L'initiative, baptisée « Terre des sons », louable en soi, laisse cependant révéler bon nombre d'acteurs du tissu associatif, qui ont appris à gérer la musique avec les bords de ficelle, beaucoup de passion et de conviction.

Le ministère de la culture même, depuis 1982 - époque où Maurice Fleuret, alors directeur de la musique et de la danse, entendait inclure dans les pré-occupations de l'Etat toutes les formes de musique, une politique culturelle, notamment par le biais de diplômes nationaux, de départements de musiques traditionnelles dans les universités et à l'université. Il faut dire que l'idée des responsables institutionnels d'offrir une tribune large à un genre demeuré confidentiel malgré la mode « folk » des années 70 et l'évidence de la pratique amateur (1). Mais il s'agissait également de donner de l'écho au colloque, « Apprentissages et traditions », musiques traditionnelles et leur enseignement, organisé parallèlement à la fin de la musique par l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique (IPMC).

Recherche, formation et diffusion

Ni le choix du lieu, l'Elysée Montmartre, une parisiennaise mille places en principe consacrée au rock et à la variété, ni le soin apporté à la réalisation scénique par le Centre Acanthes, chargé de la production, n'auront suffi à attirer les spectateurs payants. Il est vrai que manquait un programme - trois groupes par soir - ce dosage de programmes d'affiches et d'artistes moins connus qui font les équilibres financiers. Car si la chorale sud-africaine Ladysmith Black Mambazo, en tournée européenne, avait su maintenir samedi le niveau de son public, les vingt membres de l'école de guadeloupéenne Akademika (biguine, quadrille, guo-la, etc.), le danseur de flamenco Javier Latorre, la musique sonante de Basse-Bretagne ou la musique de la Malienne Comba d'ont pu, les jours précédents, réunir qu'un petit quart de salle. A musiques égales, chaque printemps, le festival de Ris-Orangis attire sur une pelouse environ six mille spectateurs en une journée.

L'ambiance était donc mi-fête, mi-salut. D'une part, bonheur de faire à Paris la preuve par neuf de la vitalité du secteur

exemple, pour la suite de l'année (2). Donnigiana, cinq chanteuses qui pratiquent l'art de la polyphonie avec justesse et enchantement, ou encore les mélanges de chants et de danses de haut niveau. Grogne par ailleurs, devant ce que certains percevaient comme un caprice festif d'un ministre de l'année, Robert Cantarella, qui, avec *Sourire des mondes souterrains*, affirme on ne peut mieux la richesse de sa personnalité et la qualité de son engagement.

Dans une lettre ouverte récemment adressée à M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, la Fédération des associations de musiques traditionnelles (FAMDT), qui regroupe, outre les associations régionales, une soixantaine d'associations, remarquait que, fin 1992, les subventions atteignent à peine la moitié de la somme des crédits promis en 1989: « Il avait été prévu que les sept centres régionaux bénéficient d'un budget très modeste de 5 millions de francs... », dit-il en 1992. A cela s'ajoute l'aide de l'Etat à d'autres musiques, la diffusion et la création contemporaine, notamment, mise en jeu de l'absence de nouvelles pour 1993 pour les musiques traditionnelles.

En deux ans, les crédits en faveur des musiques traditionnelles ont augmenté de 30 % (2 millions de francs en 1990, 3,1 millions de francs en 1992). Thierry Leroy, directeur de la musique et de la danse, observe que « les promesses faites en 1989, auxquelles on se réfère l'AMDT, ont été l'être verbalisées, puisqu'aucune convention écrite n'a été signée dans ce sens ». Il ajoute que les crédits prévus pour 1993 ont subi les conséquences d'un changement de ministre. « Il ne faut pas voir un revirement conceptuel de l'Etat à l'égard des musiques traditionnelles qui nous tiennent à cœur », dit-il. La preuve, dit-il, est que le colloque et le festival, ajoute-t-il, ont permis de faire de la musique, d'un sujet de discussion plus austère dans un contexte de crise, un terrain, on espère que le ballon d'oxygène des subventions ministérielles ne s'envolera pas vers des projets plus centralisés.

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) A titre d'exemple, il existe en Bretagne environ cinq mille musiciens amateurs membres de bagad, formations traditionnelles à trois pupitres (cornemuse, biniou, bombarde).

(2) Il convient d'y ajouter les sommes allouées par le département de la Creuse à des musiques d'aujourd'hui, aux festivals français (environ 4 MF, dont 2,1 MF au Printemps de Bourges, et 0,75 MF au festival Musiques méditerranéennes d'Angoulême), et à quelques autres (dont 1,1 MF à la Maison des cultures du monde).

(3) Il s'agit de: Centre Lapins (Aquitaine), AMTA (Auvergne), DASTUM (Bretagne), Maisons jeunes et de la Culture de Ris-Orangis (Ile-de-France), Conservatoire (Midi-Pyrénées), UCPC (Poitou-Charentes), CMTRA (Rhône-Alpes). Sont encore en cours de préfiguration: Ecole de musique de Corse (Corse-du-Sud), ADDM 66 (Périgord).



WILD TURKEY®
ET SA DINDE SAUVAGE
NE SE MONTRENT JAMAIS
AU GRAND JOUR
SANS AVOIR PASSÉ
DE LONGUES ANNÉES
A L'OMBRE DES FÛTS
DE CHÊNE.

WILD TURKEY
Kentucky Straight Bourbon

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

Le Monde
EDITIONS
Drogues, politique
et société
Europe, États-Unis, Japon
sous la direction de
Alain Ehrenberg et
Patrick Mignon
EN VENTE EN LIBRAIRIE

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES
COMMUNES DE LA ROQUETTE-SUR-VAR,
SAINT-MARTIN-DU-VAR, LE BROC, CARROS,
GATTIÈRES, SAINT-JEANNET ET LA GAUDE
 RN 202 - Projet de création d'une route nouvelle
 2 voies, section BAUS-ROUX, LA GAUDE

Maître d'ouvrage : l'Etat pris en la personne de M. le directeur départemental de l'équipement des ALPES-MARITIMES.

2^e AVIS D'ENQUÊTE

Le PRÉFET des ALPES-MARITIMES,
 CHEVALIER de la LÉGIION D'HONNEUR,
 CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Informes le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de LA ROQUETTE-SUR-VAR, SAINT-MARTIN-DU-VAR, LE BROC, CARROS, GATTIÈRES, SAINT-JEANNET et LA GAUDE à l'exécution de l'opération préfectorale n° 17 du 17 novembre 1992, aux enquêtes publiques portant sur :

- 1^{er} le projet de création, pour la RN 202, d'une route nouvelle à 2 voies, section BAUS-ROUX/LA GAUDE,
- 2^e les modifications que le projet apporte au plan d'occupation des sols des communes sus-mentionnées.

Les pièces du dossier ainsi que les registres seront déposés à la mairie de CARROS, siège des enquêtes, pendant 47 jours consécutifs, du 14 décembre 1992 à 29 janvier 1993 (samedis, dimanches et jours fériés exceptés), afin que chacun puisse en prendre connaissance :

- le lundi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h,
- les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.

Des dossiers et registres subsidiaires seront déposés, en mairie, durant la même période, aux communes suivantes :

- 1^{er} LA ROQUETTE-SUR-VAR, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
- 2^e SAINT-MARTIN-DU-VAR, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, le lundi et le mardi (dimanches et jours fériés exceptés),
- 3^e au BROC, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, du lundi au vendredi ; de 9 h à 12 h, le samedi (dimanches et jours fériés exceptés),
- 4^e GATTIÈRES, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
- 5^e SAINT-JEANNET, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, du lundi au vendredi ; de 9 h à 11 h 30, le samedi (dimanches et jours fériés exceptés),
- 6^e LA GAUDE, de 8 h 30 à 11 h et de 14 h à 17 h 30, du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquêtes mis à la disposition du public ou adressées par écrit aux maires, ou aux préfets, ou aux préfets de la région d'enquêtes désignés le 13 novembre 1992, par le président du tribunal administratif de NICE.

Ainsi, M. Pierre MOUCHART, ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite, PRÉSIDENT de la présente commission d'enquête ; M. Pierre AICARD, ingénieur civil des mines en retraite ; M. Jean-Bernard BERARD, ingénieur du génie civil des travaux publics.

se tiendront à la disposition du public, à la mairie de CARROS, les trois derniers jours des enquêtes, soit les 27, 28 et 29 janvier 1993, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

A L'ISSUE DES ENQUÊTES PUBLIQUES

Les registres d'enquêtes seront clos et signés par le maître des communes intéressées, qui les adressera dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquêtes.

Il sera adressé l'ensemble des conclusions motivées du procès-verbal et des opérations ainsi que le détail d'un compte de la phase de clôture de l'enquête fixée ci-dessus soit à :

- Monsieur le sous-préfet de GRASSE, pour la commune de son ressort, qui transmettra le dossier, avec ses observations, à Monsieur le préfet des ALPES-MARITIMES (Direction des affaires juridiques et décentralisées - Bureau des affaires juridiques et de la légalité) ;
- Monsieur le préfet des ALPES-MARITIMES, pour les communes situées dans l'arrondissement de NICE, (Direction des affaires juridiques et décentralisées - Bureau des affaires juridiques et de la légalité).

Ces opérations ainsi qu'il est précisé procès-verbal doivent être terminées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture des enquêtes.

LES CONCLUSIONS

Une copie des conclusions de la commission d'enquête sera déposée en mairie de LA ROQUETTE-SUR-VAR, SAINT-MARTIN-DU-VAR, LE BROC, CARROS, GATTIÈRES, SAINT-JEANNET et LA GAUDE, à la disposition de Monsieur le sous-préfet de GRASSE et à la Préfecture des ALPES-MARITIMES (Direction des affaires juridiques et décentralisées, Bureau des affaires juridiques et de la légalité), à toute personne physique ou morale intéressée par la présente communication.

NICE, le 17 novembre 1992,
 Le Préfet des Alpes-Maritimes,
 Jean-Louis MARTINELLI

Pour copie conforme,
 pour le Préfet des Alpes-Maritimes,
 le Directeur de la Direction
 des affaires juridiques et décentralisées,
 Monsieur HARDY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL TRESORERIE

SICAV MONETAIRE DE CAPITALISATION
 La rémunération de vos disponibilités

CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1991-1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 18 novembre 1992, a la présidence de Monsieur Robert Guérard, arrêté les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1992.

Il a présenté à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui tiendra le 18 janvier 1993.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCE SUR 1 AN : 9,29 %
 (du 30.09.91 au 30.09.92)

Valeur de l'action
 au 30.09.92 : 2 504,59 F.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

ECUREUIL TRESORERIE a une optique de sécurité, ECUREUIL TRESORERIE est une Sicav destinée à rémunérer la trésorerie des particuliers.

La SICAV AAAM, meilleur niveau d'appréciation attribué par l'agence Standard & Poor's-AdeF, atteste la rigueur de ses procédures de gestion, la qualité de la liquidité de son portefeuille ainsi que la sécurité de son dépositaire (la Caisse des dépôts).

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Epargne et Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'EPARGNE

PATRONAT

Sur fond de tensions internes

Le CNPF propose un « plan d'urgence » au futur gouvernement de l'alternance

Un an après sa réélection, M. François Perigot s'est confronté à la morosité de troupes. A l'occasion de l'assemblée générale annuelle, mardi 15 décembre, le président du CNPF avait donc pour objectif de combattre les idées négatives dans les rangs du patronat, sur fond de tensions internes, et surtout de formuler des propositions à l'intention du gouvernement issu des élections de mars 1993. Il va ainsi présenter un plan d'urgence centré autour de trois axes : un plan à moyen terme autour de cinq réformes.

Le CNPF n'échappe pas à la morosité. En septembre, le référendum de Maastricht avait fait apparaître quelques dissensions, l'ancien président de la commission sociale, M. Jean-Louis Girat, se prononçant pour le « oui » alors que M. Perigot, l'actuel, se prononçait pour le « non ». Le CNPF militait pour le « oui ». A l'occasion, un clivage plus profond avait été révélé, certains dirigeants patronaux, encore minori-

taires, se faisant le relais d'une dévaluation du franc et d'une relance inflationniste.

La longue négociation du GATT a relancé le débat interne. Longtemps discret, le CNPF a réagi, par la voix de M. Ernest-Antoine Scailière, président de la commission économique, un accord « fait sur l'Uruguay Round, tout en réaffirmant la position des agriculteurs. Une position qui a été la fronde des Fédérations du textile et de l'habillement, favorables à l'utilisation par la France de son droit de son droit le compromis agricole de Washington. Avec d'autres fédérations (cuir, chaussures, chimie, etc.), le CNPF a continué l'action de lobbying en constituant au sein du CNPF un groupement d'industries de main-d'œuvre.

Enfin, le CNPF a réagi, qui réagit autour du débat des relations complémentaires. La direction du CNPF a réagi. Les opposants au plan d'urgence ont réagi. Mais dont il attend plus rien. Pour M. Perigot, 1992 a été « l'année des déceptions » et le gouvernement a commis une erreur fondamentale avec le budget 1993, fondé sur des hypothèses beaucoup trop optimistes et, surtout, montrant une sous-estimation des problèmes des entreprises.

et des positions homogènes. Fort du soutien de ses vice-présidents, M. Perigot va donc administrer, lors de son assemblée générale, une potion anti-morosité. Tout en présentant un diagnostic sombre sur la situation économique et la santé des entreprises - la reprise ne se profile pas selon lui avant la fin de l'année 1993 - M. Perigot entend combattre le défaitisme et le découragement.

Le président du CNPF va donc réaffirmer ses grandes orientations en faveur de la politique du franc fort et de la politique de l'Union économique et sociale prévue par le traité de Maastricht. Il réaffirme son souhait d'un accord équilibré avec le GATT, sans « brader » les intérêts des agriculteurs.

Mais il va surtout s'adresser au futur gouvernement, celui qui sera aux commandes en 1993, faisant ainsi l'impasse sur le gouvernement de M. Bérégovoy qu'il avait accueilli favorablement mais dont il attend plus rien. Pour M. Perigot, 1992 a été « l'année des déceptions » et le gouvernement a commis une erreur fondamentale avec le budget 1993, fondé sur des hypothèses beaucoup trop optimistes et, surtout, montrant une sous-estimation des problèmes des entreprises.

familiales et la poursuite de la baisse des taux d'intérêt.

Globe nouveau, le deuxième axe est une demande à l'Etat de « stopper l'hémorragie des régimes », en respectant ses engagements sur l'assurance-chômage et les accidents du travail. Enfin, il s'agit de « reconsidérer les mesures d'aide à l'emploi », en rompant avec un traitement social à haute dose et en relançant la formation en alternance.

Le plan d'urgence se termine - que le CNPF présentera aussi en janvier aux partis politiques, à l'exception du Parti communiste - du Front national - reprend les propositions, la aussi, traditionnelles du CNPF : « déter l'économie », réduisant les dépenses de l'Etat, en poursuivant les privatisisations en 1986 et 1987, en commençant par les entreprises de services publics ; « financer l'économie par l'épargne », en relançant l'épargne longue ; « repenser la problématique de l'emploi », en durcissant, ce qui est le CNPF à proposer une plus grande flexibilité du temps de travail ; des rémunérations ; « équilibrer les régimes sociaux », un groupe de travail devant faire des propositions en début d'année.

Grand drapeau de l'alternance, le CNPF réside cependant aux antipodes du parti de la relance et de la dévaluation. Il ne préconise une politique économique fondamentalement nouvelle, mais l'essence de programme économique qu'il propose reprend plusieurs idées chères à l'opposition. Mais que M. Perigot, avant par l'expérience, nourrit d'illusions excessives sur les chances de changement politique.

MICHEL NOBLECOURT

SOCIAL

Réunie en congrès

La Fédération autonome des fonctionnaires propose de constituer un « pôle réformiste »

Totalement déçus par les élections prud'homales, les fonctionnaires ont manifesté à nouveau. Le 15 congrès de la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), tenu mardi 14 décembre à Montreuil (Seine-Saint-Denis), a été largement consacré à cette organisation, qui revendique 130 000 adhérents en compte les syndicats dont la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), très influente dans son secteur, propose en effet de construire un « pôle réformiste ».

Après l'appel lancé par la Fédération de l'éducation nationale, début décembre à Perpignan, au rassemblement d'organisations aux « objectifs proches », la FGAF reprend à son compte l'idée d'une « nouvelle structure syndicale unitaire ». Son secrétaire général, M. Jean-Pierre Guézennec, va présenter une « charte des valeurs » fondée sur l'indépendance et le réformisme. Pour l'heure, il n'est pas question de désigner nommément les futurs partenaires de la FGAF, mais ce n'est en secret pour personne qu'il s'agit de la FEN, qui est une OPA sur son ancienne minorité sur les syndicats autonomes de la fonction publique.

Les dirigeants de la FGAF admettent que l'échec du Groupe des dix (qui, outre leur fédération, rassemblait le Syndicat national unifié des impôts, le Syndicat national des journalistes et des organisations des transports) lors des élections prud'homales indique clairement qu'un « pôle réformiste » est nécessaire. L'échec n'a pas des organisations de taille suffisante importante.

Ces rapprochements - dont on ne parle pas qu'à voix couvertes - ne pourront s'opérer que par étapes, sur le terrain de la construction européenne. Pourtant, ce qui ne concerne aujourd'hui que les organisations du secteur public, la démarche de recomposition ne peut que se prolonger sur le plan confédéral. La CFDT, notamment, n'a jamais eu qu'elle-même que la distribution actuelle des cartes n'a rien d'intangible. Enfin, les élections des élections prud'homales (et l'incapacité des candidats à lancer, ensemble, un simple appel aux électeurs pour qu'ils participent au scrutin) ne constituent-ils pas une invitation supplémentaire de la division syndicale ?

J.-M. M.

JOURNAL OFFICIEL

Publiés au Journal officiel du dimanche 13 décembre 1992 :

UN DÉCRET
 n° 92-1294 du 11 décembre 1992 relatif aux crédits municipaux ;

UN ARRÊTÉ
 du 30 novembre 1992 relatif à la circulation des véhicules pour handicapés physiques reconnus tels ;

Et au Journal officiel du lundi 14 et mardi 15 décembre 1992 :

DES DÉCRETS
 n° 92-1298, 92-1299 et 92-1300 du 14 décembre 1992 relatifs aux comptes de campagne et aux financements politiques ;

UNE CIRCULAIRE
 n° 92-1301 du 14 décembre 1992 relative à la recherche des malades transferts. (J.O. n° 25.)

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
 46-62-72-67



Le Monde

la cité

Colloque

La pensée scientifique, les citoyens et les para-sciences
 24 et 25 février 1993

Nos sociétés dites démocratiques se voient au culte de la science et de la technologie, mais des doctrines issues de croyances ancestrales continuent à envahir les esprits. Ce colloque tentera d'expliquer pourquoi perdurent des superstitions et des pratiques liées aux conceptions magiques du monde.

mercredi 24 février

La pensée scientifique et l'imaginaire

- L'imaginaire dans la recherche scientifique
- Le nombre : objet de culte, objet de science
- Le ciel : astrologie et astronomie
- Le corps : santé, thérapies

jeudi 25 février

Prestiges des para-sciences

- Des scientifiques saisis de vertige
- Des médias aux bureaux d'embauche
- Le marché de la superstition
- Dénoncer ou comprendre les para-sciences
- L'indéniable désir de déchiffrer l'avenir

Ce colloque sera suivi avec le concours de la

FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE

Pour recevoir le programme détaillé, renvoyez ce bulletin à l'adresse ci-dessous, à l'attention de Marie-Pierre Hermann, DCR, Colloque

« La pensée scientifique, les citoyens et les para-sciences »

Nom _____ Prénom _____

Profession _____

cité des Sciences et de l'Industrie

30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris

Métro Porte de la Villette. Renseignements : (1) 40 05 73 32

M. Schröder souhaite dans les réformes de l'

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
46-62-72-67

الشرق الأوسط

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 15 DÉCEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel									
Composante	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Composante	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
5340 C.A.E. 3%	5100	5080	5080	-0.78	225 Ford Motor	227.50	227.50	227.50	-1.77
822 B.N.P. T.P.	822	822	822	...	226 Peugeot	10.95	10.95	10.95	-0.02
815 B.N.P. T.P.	815	815	815	...	227 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1005 Renault T.P.	1005	1005	1005	...	228 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1025 Renault T.P.	1025	1025	1025	...	229 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1050 Renault T.P.	1050	1050	1050	...	230 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1075 Renault T.P.	1075	1075	1075	...	231 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1100 Renault T.P.	1100	1100	1100	...	232 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1125 Renault T.P.	1125	1125	1125	...	233 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1150 Renault T.P.	1150	1150	1150	...	234 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1175 Renault T.P.	1175	1175	1175	...	235 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1200 Renault T.P.	1200	1200	1200	...	236 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1225 Renault T.P.	1225	1225	1225	...	237 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1250 Renault T.P.	1250	1250	1250	...	238 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1275 Renault T.P.	1275	1275	1275	...	239 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1300 Renault T.P.	1300	1300	1300	...	240 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1325 Renault T.P.	1325	1325	1325	...	241 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1350 Renault T.P.	1350	1350	1350	...	242 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1375 Renault T.P.	1375	1375	1375	...	243 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1400 Renault T.P.	1400	1400	1400	...	244 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1425 Renault T.P.	1425	1425	1425	...	245 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1450 Renault T.P.	1450	1450	1450	...	246 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1475 Renault T.P.	1475	1475	1475	...	247 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1500 Renault T.P.	1500	1500	1500	...	248 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1525 Renault T.P.	1525	1525	1525	...	249 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1550 Renault T.P.	1550	1550	1550	...	250 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1575 Renault T.P.	1575	1575	1575	...	251 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1600 Renault T.P.	1600	1600	1600	...	252 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1625 Renault T.P.	1625	1625	1625	...	253 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1650 Renault T.P.	1650	1650	1650	...	254 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1675 Renault T.P.	1675	1675	1675	...	255 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1700 Renault T.P.	1700	1700	1700	...	256 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1725 Renault T.P.	1725	1725	1725	...	257 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1750 Renault T.P.	1750	1750	1750	...	258 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1775 Renault T.P.	1775	1775	1775	...	259 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1800 Renault T.P.	1800	1800	1800	...	260 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1825 Renault T.P.	1825	1825	1825	...	261 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1850 Renault T.P.	1850	1850	1850	...	262 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1875 Renault T.P.	1875	1875	1875	...	263 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1900 Renault T.P.	1900	1900	1900	...	264 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1925 Renault T.P.	1925	1925	1925	...	265 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1950 Renault T.P.	1950	1950	1950	...	266 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
1975 Renault T.P.	1975	1975	1975	...	267 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2000 Renault T.P.	2000	2000	2000	...	268 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2025 Renault T.P.	2025	2025	2025	...	269 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2050 Renault T.P.	2050	2050	2050	...	270 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2075 Renault T.P.	2075	2075	2075	...	271 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2100 Renault T.P.	2100	2100	2100	...	272 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2125 Renault T.P.	2125	2125	2125	...	273 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2150 Renault T.P.	2150	2150	2150	...	274 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2175 Renault T.P.	2175	2175	2175	...	275 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2200 Renault T.P.	2200	2200	2200	...	276 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2225 Renault T.P.	2225	2225	2225	...	277 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2250 Renault T.P.	2250	2250	2250	...	278 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2275 Renault T.P.	2275	2275	2275	...	279 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2300 Renault T.P.	2300	2300	2300	...	280 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2325 Renault T.P.	2325	2325	2325	...	281 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2350 Renault T.P.	2350	2350	2350	...	282 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2375 Renault T.P.	2375	2375	2375	...	283 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2400 Renault T.P.	2400	2400	2400	...	284 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2425 Renault T.P.	2425	2425	2425	...	285 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2450 Renault T.P.	2450	2450	2450	...	286 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2475 Renault T.P.	2475	2475	2475	...	287 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2500 Renault T.P.	2500	2500	2500	...	288 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2525 Renault T.P.	2525	2525	2525	...	289 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2550 Renault T.P.	2550	2550	2550	...	290 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2575 Renault T.P.	2575	2575	2575	...	291 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2600 Renault T.P.	2600	2600	2600	...	292 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2625 Renault T.P.	2625	2625	2625	...	293 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2650 Renault T.P.	2650	2650	2650	...	294 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2675 Renault T.P.	2675	2675	2675	...	295 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2700 Renault T.P.	2700	2700	2700	...	296 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2725 Renault T.P.	2725	2725	2725	...	297 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2750 Renault T.P.	2750	2750	2750	...	298 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2775 Renault T.P.	2775	2775	2775	...	299 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2800 Renault T.P.	2800	2800	2800	...	300 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2825 Renault T.P.	2825	2825	2825	...	301 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2850 Renault T.P.	2850	2850	2850	...	302 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2875 Renault T.P.	2875	2875	2875	...	303 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2900 Renault T.P.	2900	2900	2900	...	304 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2925 Renault T.P.	2925	2925	2925	...	305 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2950 Renault T.P.	2950	2950	2950	...	306 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
2975 Renault T.P.	2975	2975	2975	...	307 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3000 Renault T.P.	3000	3000	3000	...	308 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3025 Renault T.P.	3025	3025	3025	...	309 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3050 Renault T.P.	3050	3050	3050	...	310 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3075 Renault T.P.	3075	3075	3075	...	311 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3100 Renault T.P.	3100	3100	3100	...	312 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3125 Renault T.P.	3125	3125	3125	...	313 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3150 Renault T.P.	3150	3150	3150	...	314 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3175 Renault T.P.	3175	3175	3175	...	315 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3200 Renault T.P.	3200	3200	3200	...	316 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3225 Renault T.P.	3225	3225	3225	...	317 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3250 Renault T.P.	3250	3250	3250	...	318 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3275 Renault T.P.	3275	3275	3275	...	319 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3300 Renault T.P.	3300	3300	3300	...	320 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3325 Renault T.P.	3325	3325	3325	...	321 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3350 Renault T.P.	3350	3350	3350	...	322 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3375 Renault T.P.	3375	3375	3375	...	323 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3400 Renault T.P.	3400	3400	3400	...	324 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3425 Renault T.P.	3425	3425	3425	...	325 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3450 Renault T.P.	3450	3450	3450	...	326 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3475 Renault T.P.	3475	3475	3475	...	327 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3500 Renault T.P.	3500	3500	3500	...	328 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3525 Renault T.P.	3525	3525	3525	...	329 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3550 Renault T.P.	3550	3550	3550	...	330 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3575 Renault T.P.	3575	3575	3575	...	331 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3600 Renault T.P.	3600	3600	3600	...	332 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3625 Renault T.P.	3625	3625	3625	...	333 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3650 Renault T.P.	3650	3650	3650	...	334 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3675 Renault T.P.	3675	3675	3675	...	335 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3700 Renault T.P.	3700	3700	3700	...	336 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3725 Renault T.P.	3725	3725	3725	...	337 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3750 Renault T.P.	3750	3750	3750	...	338 Gecor	10.95	10.95	10.95	-0.02
3775 Renault T.P.	3775	3775	3775	...	339 Gecor	10.95	10.95	10.95	-

A la suite de la condamnation à une peine de prison du conducteur du train meurtrier de la gare de Lyon

Les cheminots ont déclenché une grève largement suivie

La quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Paris a rendu, lundi 14 décembre, son jugement dans l'affaire de la gare de Lyon (cinquante-six personnes ont été blessées, le 27 juin 1992 à Paris) en condamnant le conducteur du train, M. Daniel Saulin, à quatre ans de prison, dont six mois d'emprisonnement ferme. L'agent d'accompagnement du train, M. André Fouquet, qui était arrivé en retard à sa prise de service, a été condamné à deux ans de prison avec sursis. M. Auguste Tholence, régulateur de trafic de la gare de Lyon, a été relaxé, comme M. Odile Miror, le passager qui avait tiré le signal d'alarme. M. Daniel Saulin, qui a été laissé en liberté, a décidé de faire appel de ce jugement, annoncé mardi matin à midi, au cabinet de son avocat, M. Yves Lachaud.

Ce jugement a provoqué aussitôt un mouvement de grève des cheminots qui était mardi matin largement suivi.

L'indignation prévalait, lundi 14 décembre, chez les cheminots, à l'issue du procès de la gare de Lyon. Les syndicats ont dénoncé la condamnation du conducteur du train à la prison ferme. C'est la première fois qu'un cheminot est condamné à une peine de prison ne pouvant pas être suspendue.

Il s'agit d'un verdict scandaleux, a déclaré le président de la CGT, M. Jacques Fournier, qui reçoit les organisations syndicales, a déclaré comprendre l'émotion des cheminots vis-à-vis des agents condamnés. La SNCF, qui a des intérêts à indemniser certains parties civiles, a indiqué qu'elle parrainerait l'intégralité des condamnations. M. Fournier a également proposé d'approfondir

Le jugement n'a pas davantage apaisé les parties civiles, qui avaient déjà réagi contre les réquisitions du parquet, qu'elles estimaient trop indulgentes (le Monde du 30 octobre). Les avocats des parties civiles et de la défense ont unifié leurs efforts pour qu'un supplément d'indemnisation sur les responsabilités de la SNCF n'ait pas été ordonné dans cette affaire. « Justice n'a pas été rendue aux victimes », a déclaré M. Jacques Bresson, vice-président de l'Association de soutien aux victimes. Refuser un supplément d'indemnisation, c'est rester dans la fiction de l'erreur humaine au sein d'un système qui marchait bien. Or, ce n'est pas vrai.

Dans la soirée de lundi, le président de la SNCF, M. Jacques Fournier, qui reçoit les organisations syndicales, a déclaré comprendre l'émotion des cheminots vis-à-vis des agents condamnés. La SNCF, qui a des intérêts à indemniser certains parties civiles, a indiqué qu'elle parrainerait l'intégralité des condamnations. M. Fournier a également proposé d'approfondir

EN BREF

Grève à Air France : un vol moyen-courrier sur deux. Une partie des salariés d'Air France a commencé mardi 15 décembre à l'appel de trois syndicats (CGT, CFDT, FO) à la grève. Ils protestent contre les 4 000 heures de travail prévues en 1993 et la perspective de licenciements économiques. La compagnie Air France était en déficit de 1 000 millions de francs. Les vols moyen-courrier ont été maintenus, mais la totalité des vols long-courrier, les passagers devant se renseigner sur les vols au départ peuvent appeler au (16) (1) 43-20-15-55 ou au (16) (1) 43-20-11-55.

RUSSIE : libération de quatre prisonniers du putsch d'août 1991. - M. Anatoli Loukine, ancien président du Soviet suprême, et trois autres protagonistes du putsch d'août 1991 contre le président Gorbatchev - MM. Valentin Varoukhov, Viatcheslav Guencralov et Iouri Plekhanov - ont été mis, mardi 14 décembre, en liberté conditionnelle « pour raisons de santé ». Le

Dans « le Monde des débats » de décembre Les politiques sont-ils irresponsables ?

La politique est-elle devenue irresponsable ? Les affaires de la politique n'ont fait que ranimer, dans une charge de plus en plus forte, les critiques des responsables que l'on ne peut plus savoir, ni plus pouvoir prendre leurs responsabilités. La politique est-elle devenue irresponsable ? Les affaires de la politique n'ont fait que ranimer, dans une charge de plus en plus forte, les critiques des responsables que l'on ne peut plus savoir, ni plus pouvoir prendre leurs responsabilités. La politique est-elle devenue irresponsable ? Les affaires de la politique n'ont fait que ranimer, dans une charge de plus en plus forte, les critiques des responsables que l'on ne peut plus savoir, ni plus pouvoir prendre leurs responsabilités.

Toutes les personnes transfusées entre 1980 et 1985 se verront proposer un test de dépistage du sida

Sur décision de M. Bernard Kouchner

Onze ans après le début de l'épidémie de sida, les pouvoirs publics essaient toujours de trouver le meilleur moyen pour prendre en compte l'un des dossiers les plus préoccupants, celui des transfusions sanguines. Le plan de la SNCF, publié mardi 15 décembre par le Journal officiel, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, demande « à toutes les personnes transfusées entre 1980 et 1985, de se faire tester pour le sida ».

A la faveur d'une circulaire « relative à la recherche des personnes transfusées », publiée mardi 15 décembre par le Journal officiel, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, demande « à toutes les personnes transfusées entre 1980 et 1985, de se faire tester pour le sida ».

205 emplois conservés sur un total de 300. Trois industriels de la chaussure vont reprendre les sites landais d'Adidas.

MONT-DE-MARSAN. Un plan de reconversion a été annoncé par Adidas Lande. La nouvelle a été annoncée officiellement lundi 14 décembre par le président du conseil général de Lande, M. Henri Emmanuelli.

Un plan de reconversion a été annoncé par Adidas Lande. La nouvelle a été annoncée officiellement lundi 14 décembre par le président du conseil général de Lande, M. Henri Emmanuelli. Trois industriels de la chaussure vont reprendre les sites landais d'Adidas. Le plan de reconversion a été annoncé par Adidas Lande. La nouvelle a été annoncée officiellement lundi 14 décembre par le président du conseil général de Lande, M. Henri Emmanuelli.

Cette solution tire une belle image du pied d'Adidas. L'annonce de la reconversion a été accueillie avec enthousiasme par les habitants de la zone. Les trois industriels de la chaussure vont reprendre les sites landais d'Adidas.

Mort d'Alain Lacombe

L'écrivain, scénariste, parolier et producteur de radio Alain Lacombe est décédé brutalement dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 décembre, à l'âge de quarante-cinq ans. Quand on lui parlait de musique, il répondait cinéma. Quand on le lançait sur le cinéma, il répondait musique. L'humour et la passion étaient ses deux chevaux. L'humour était son violon d'Ingres. Et la passion, sa véritable spécialité. A la radio, il était le producteur de France-Musique. L'humour était son violon d'Ingres. Et la passion, sa véritable spécialité. A la radio, il était le producteur de France-Musique.

Le Français en retard d'une fenêtre. Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, les attractions. ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé de la technique acoustique. Le premier spécialiste parisien permet de faire passer le bruit de 10 à 15 décibels en 24 heures. Garantie 10 ans. Devis gratuits. Mappin d'exposition 111, rue La Fayette (10) - 75001 Paris. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 76-41-17-47. A Lyon : 06-06-16-15.

subi une transfusion de produits sanguins lors de traitements qu'elle a suivis, a demandé à l'occasion d'opérations. « Cette attitude, poursuit le ministre, reflète l'inquiétude des patients face au risque de contamination par le VIH qui existait avant et après l'introduction du test de dépistage.

« Il est certain, ajoute-t-il, que les personnes transfusées entre 1980 et 1985, qui ont subi une transfusion, ont été exposées à un risque de contamination par le VIH. C'est pourquoi, à partir de maintenant, toutes les personnes transfusées entre 1980 et 1985, qui ont subi une transfusion, ont été exposées à un risque de contamination par le VIH.

Une lettre type aux médecins

La nouvelle circulaire de M. Kouchner devrait permettre, à tous les établissements hospitaliers, d'appliquer correctement le test de dépistage du sida. Elle vise à faire passer de 10 à 15 décibels le bruit de la fenêtre.

SOMMAIRE

DÉBATS	Les nouveaux aménagements de Juséou... 16
ÉCONOMIE	L'initiative européenne de croissance est destinée à permettre un retour de la confiance... 19
ÉTRANGER	Russie : la nomination du nouveau premier ministre... 4
POLITIQUE	Le Front national subit une sensation de son électorat... 8
SOCIÉTÉ	La psychologie de l'erreur judiciaire aux assises de l'ère... 10
SCIENCE • MÉDECINE	L'éthique se lève à l'est... 13
CULTURE	Le Front national subit une sensation de son électorat... 8
INITIATIVES	Le Dossier : la face cachée des recrutements... 27 à 40
SERVICES	Abonnements... 2
Le Monde des débats	3615 LEMONDE
Le Monde des débats	3615 LEMONDE

Demain dans « le Monde »

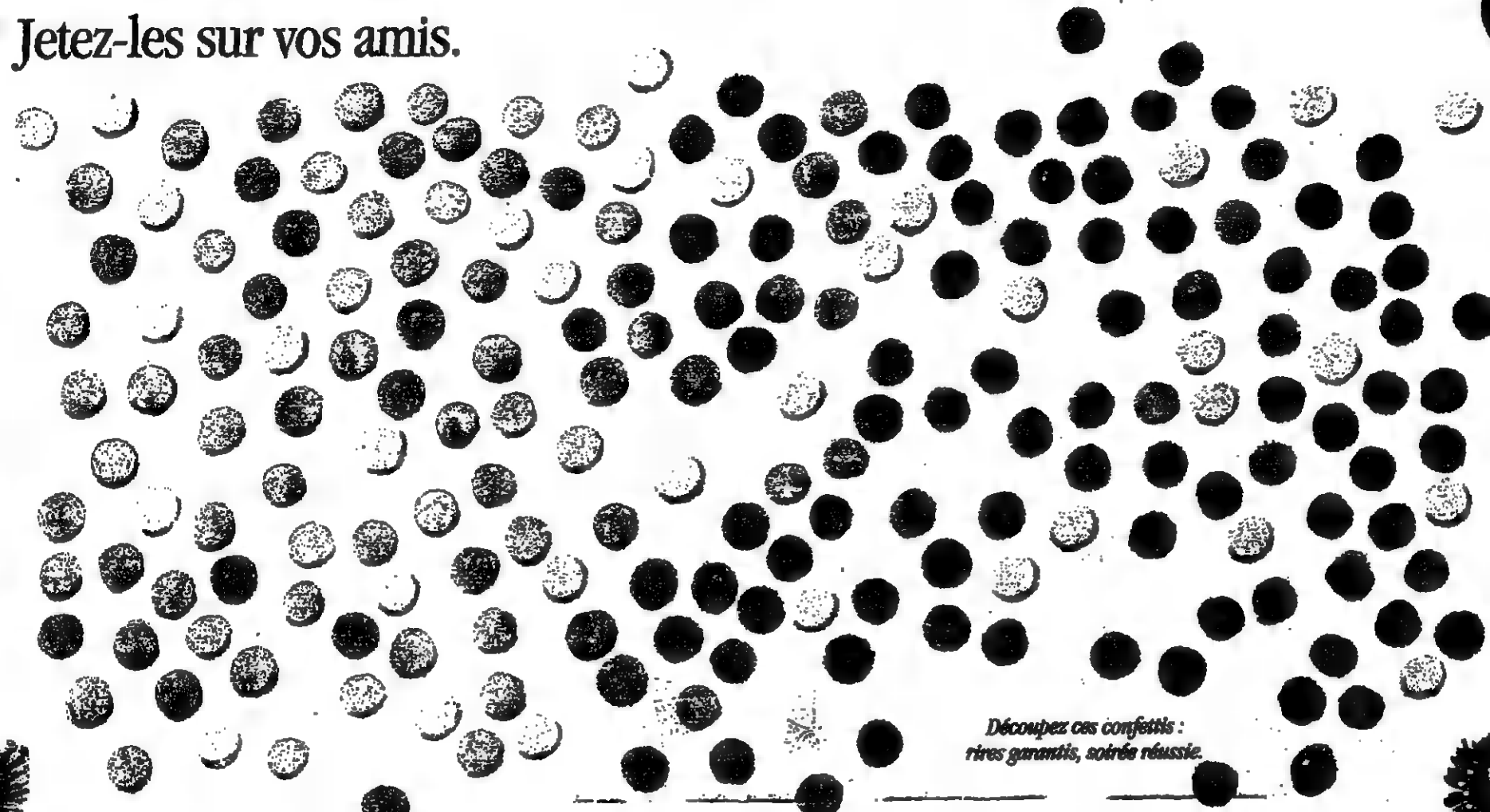
« Arts et Spectacles » : Le festival Africolor à Saint-Denis. Point de passage obligé des musiciens maliens en France, le festival Africolor de Saint-Denis a, depuis sa création il y a trois ans, fait la place belle aux griots. Thomas Sotinel a enquêté au Mali sur ces chanteurs, musiciens, mais aussi historiens, pris au piège entre le mercantilisme et l'art, et menacés de disparition.

« Point » : Les étrangers et l'emploi. La France a-t-elle toujours besoin de main-d'œuvre étrangère ? S'agit-il d'un lien entre chômage et immigration ? Deux rapports du Haut Conseil à l'Intégration tentent de répondre à ces questions et font des propositions.

هكرامان الشمل

Grâce à IC,
célébrez la nouvelle année
dans la joie.

Jetez-les sur vos amis.



Découpez ces confettis :
rires garantis, soirée réussie.

Jetez-vous sur nos prix.

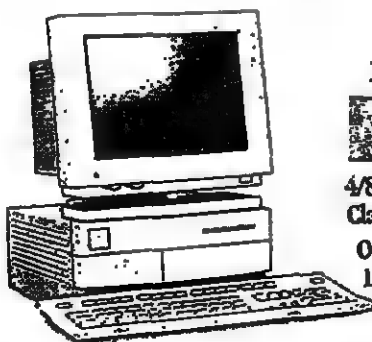
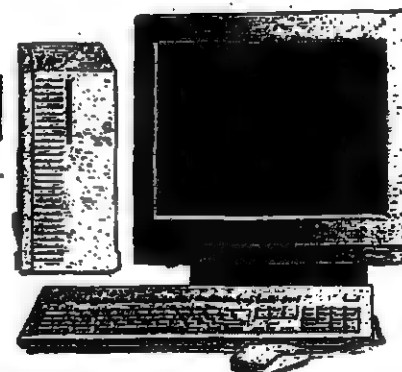


Macintosh Classic
4125 F ht
2/40. Logiciel ClarisWorks.
4 890 F ht.
Avec l'imprimante StyleWriter
+ 1 686 F ht. (2000 F ht.)
En 4/40 + 505 F ht. (600 F ht.)
Offre réservée étudiants/enseignants



Macintosh LC
7 496 F ht
4/40. Moniteur couleur 12".
Logiciel ClarisWorks.
8 890 F ht.

Quadra 700
30 20 F ht
4/80. Moniteur couleur 16".
Clavier étendu. 36 434 F ht.
Quadra 700. 4/230.
Moniteur couleur 16".
Clavier étendu.
47 760 F ht. 56 643 F ht.



Macintosh II vx
20 900 F ht
4/80. Moniteur couleur 13".
Clavier étendu. 24 787 F ht.
Option : LaserWriter IIX.
14 900 F ht. 17 671 F ht.

PRODUITS MARQUÉS D'ORIGINE APPLE.

Certains Macintosh n'ont d'Apple que le nom. Chez IC, tous les écrans, claviers, unités centrales, disques durs et mémoires sont 100% d'origine Apple. A des prix 100% IC jusqu'au 31 décembre. IC vous offre une année mil-neuf-cent-quatre-vingt-trois Apple.



Entre Apple et vous il y a IC.

Macintosh II si
13 490 F ht
5/40. Moniteur couleur 14".
Clavier étendu. 15 999 F ht.
Option : Personal LaserWriter NT.
7 990 F ht. 9 476 F ht.



PowerBook 160
13 490 F ht
4/40. 15 999 F ht.
PowerBook Duo 230. 4/80.
+ lecteur externe.
15 990 F ht. 18 964 F ht.

Macintosh II ci
17 990 F ht
5/40. Moniteur couleur 14".
Clavier étendu. 21 336 F ht.
Configuration en 5/230.
19 900 F ht. 23 700 F ht.

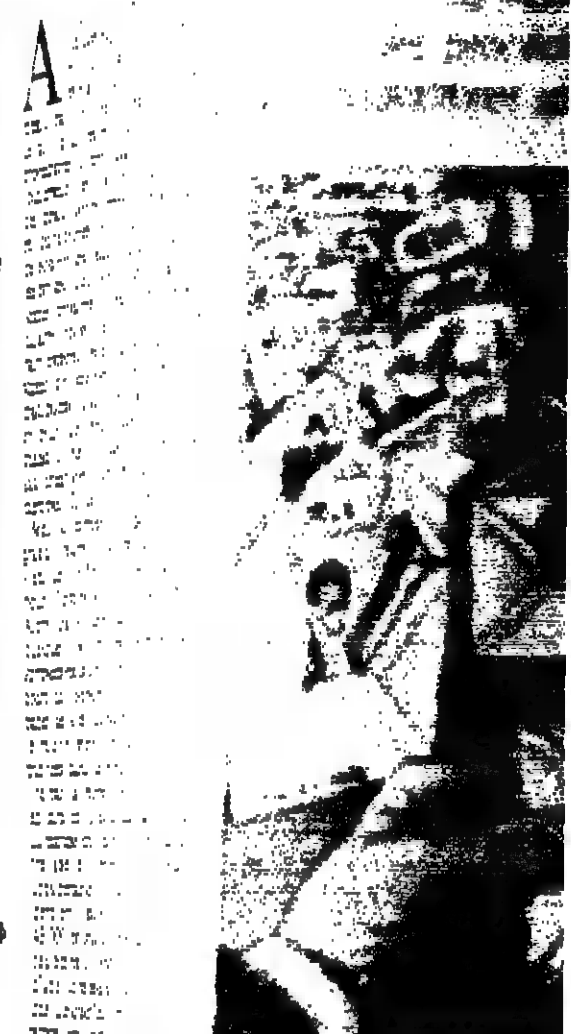


APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE ■ RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26 • APPLE CENTER IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) ■ 86 90 90 • APPLE CENTER IC-MICRO VALLEY 7-11 RUE SAINTE LUCIE 75015 PARIS (1) 40 58 00 00 • APPLE CENTER IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA RÉPUBLIQUE 13100 AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • APPLE CENTER IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE 61 25 62 11 • APPLE CENTER IC NANTES 3 ALLÉE DES TANNERS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES 40 47 08 62 • APPLE CENTER IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38



N I I

La face cachée



Des Organisations p
ou Associati
vous offrent des opp
de carrière
chaque semaine de

Le Monde

15

Le Monde

INITIATIVES

La face cachée des recrutements

La montée du chômage a modifié les procédures d'embauche en favorisant les candidatures spontanées et l'usage intensif des stages

AVEC la montée du chômage des cadres et surtout l'effondrement des recrutements par les entreprises, cela devait fatalement arriver. Les procédures d'embauche se sont totalement modifiées au cours des deux dernières années et ce, durablement, sans doute, de nouvelles habitudes ayant été prises. Les services du personnel croulent sous les candidatures spontanées, qu'ils ne parviennent plus à gérer. Les stages de jeunes diplômés se multiplient, qui servent de plus en plus de périodes d'essai quand ils ne se substituent pas aux créations de postes, par exemple. Et ainsi de suite.

Le premier signe de ce grand chambardement provient de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres). Alors qu'il devrait y avoir quelque 104 000 recrutements supplémentaires de cadres au cours de l'année 1992, selon le panel de son enquête annuelle, le relevé mensuel des offres publiées dans la presse - et utilisé par la même APEC pour en faire un indicateur de l'état du marché du travail - enregistre une différence devenue caractéristique. Pour les douze derniers mois, en cumul, 43 000 propositions de postes, seulement, ont fait l'objet d'une communication publique. Lesquelles, en outre, correspondent tout à la fois à des augmentations d'effectifs et à un mouvement naturel de remplacement.

Comme un déséquilibre semblable s'était déjà produit en 1992, il faut en tirer plusieurs conclusions. En situation d'anémie, pour le moins, le marché du recrutement s'est déplacé et emprunte désormais d'autres circuits. On peut même prétendre qu'une part de son fonctionnement est maintenant « cachée ». Ce qui interdit toute analyse précise de ses évolutions et donc toute maîtrise sur ses ressorts réels. C'est qu'il advient quand la moitié des embauches échappent à la visibilité et que ne restent plus perceptibles que les seules augmentations du chômage des cadres qui ont atteint 23,9 % en octobre, par rapport à l'année passée.

Le risque devient alors, par des informations fragmentaires, d'alimenter la morosité ambiante, qui ne cesse ainsi de produire ses ravages, par contagion. Or il semble bien que le volume des embauches, quoique diminué, reste relativement important, malgré les circonstances.

Que se passe-t-il donc, derrière les appa-

rences ? En l'état, on se réduit à énumérer des hypothèses, sans pouvoir donner toute sa dimension au phénomène. Si tous les directeurs de ressources humaines, et principalement ceux des grands groupes, reconnaissent que les candidatures spontanées se multiplient, celles-ci n'expliquent pas tout. Submergés par les demandes, les entreprises ne peuvent pas traiter toutes valablement, et se voient parfois équipées pour cela. Certaines, d'ailleurs, arrivent à faire repasser les premiers stades de la sélection sur un examen graphologique rapide. De plus, ces propositions ne sont pas toujours correctement analysées et deviennent par conséquent inutilisables, tout en occasionnant des coûts.

DANS une enquête réalisée par l'APEC en septembre 1991 auprès de 315 entreprises et 60 cabinets, on apprend d'ailleurs que 75 % des entreprises et 75 % des cabinets leur attribuent moins de 10 % de leurs recrutements. Parmi les techniques utilisées, dont l'emploi, elles sont de plus considérées

comme les moins intéressantes comparativement. Pour une entreprise sur cinq, et pour un cabinet sur trois, le type de candidature a représenté un tiers du temps de collaboration.

Autre certitude, l'usage des stages s'est également trouvé changé, au fil du temps. Alors que ceux-ci augmentent en nombre, du fait de l'extension de la formation par alternance, les entreprises les ont totalement intégrés dans leurs pratiques. Elles en font une période d'essai, un moyen de détection des capacités et, en ces temps difficiles, peuvent ainsi disposer d'un moyen qui leur évite de se tromper, en recrutant un cadre qui a l'expérience du poste. Certaines poussent le raisonnement plus loin et fonctionnent en employant un volant de stagiaires qui deviennent, de la sorte, un élément de gestion de la main-d'œuvre.

D'autres effets sont plus diffus. Les bureaux d'anciens élèves, dans les grandes écoles, ont vu leur rôle renforcé. Avec la crise, les règles de la cooptation et des réseaux s'imposent de nouveau et prennent parfois un caractère « exclusif », confortant ainsi de vieilles habitudes de corps ou de clans. Contrairement à ce que

l'on pourrait penser aussi, les « campus-managers », cette profession qui était apparue avec la pénurie de jeunes diplômés, n'ont pas pour autant disparu. Leur rôle a simplement évolué et on leur demande maintenant de travailler dans le silence en entretenant auprès des étudiants l'image de leurs groupes.

En revanche, les conséquences inattendues apparaissent avec la difficulté de trouver un emploi pour les jeunes diplômés. Inquiets d'avoir à présenter un CV qui laisserait voir des « blancs » ou des « trous » entre les stages et les missions courtes, ils ont de plus en plus nombreux à avoir recours à des stratagèmes pour dissimuler ce que les recruteurs interprètent encore négativement. De peur d'être mal jugés, ils se mettent à tricher.

Ironie des temps : au même moment, le gouvernement fait adopter cinq amendements pour moraliser les méthodes de recrutement, à cause des abus qui s'étaient produits à l'époque, pas si lointaine, de l'euphorie.

Alain Lebaube

■ Mille demandes pour une offre

Chaque proposition reçoit dorénavant de plus en plus de réponses

par Jean Manantou

■ Les libertés protégées

De nouvelles garanties pour les salariés et les stagiaires

par Alain Lebaube

■ L'éclosion des CV spontanés

Comment utiliser intelligemment les candidatures individuelles

par Catherine Leroy

page 28

■ Stage, la clé de l'embauche

Un vivier de bons candidats

par Pascale Krämer

■ Les anciens, un soutien indispensable

Une aide de visite fort appréciable

par Liliane Delwasse

■ En attendant l'emploi...

Comment éviter des « blancs » dans son curriculum vitae

par Marie-Béatrice Baudet

■ Campus-managers

L'heure est à la maîtrise

par Valérie Devillechabrolle

page 29

PASSION

- Ebénistes d'art
- VENTE
- Des chômeurs à l'école Tapie
- ACCUEIL
- Portiers de luxe

page 30

TRIBUNE

- « L'emploi autrement »

par Maïté Demons

page 31

Gestionnaires, financiers, responsables de la communication, statisticiens...

Des Organisations publiques ou Associatives

vous offrent des opportunités de carrières chaque semaine dans :

Le Monde
INITIATIVES

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois

■ San Francisco, unique dans le concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations ■ sélections pour l'Europe :

17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA

Programme accrédité par IUA - AIAA - HORS JOUR

IUA
SAN FRANCISCO

INITIATIVES

DOSSIER ■ La face cachée des recrutements

Mille demandes pour une offre

Et ce sont les jeunes diplômés qui postulent le plus

Ce jour-là, boulevard Brune, dans son bureau de l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC), le consultant chargé du recrutement dans le secteur de l'immobilier a montré surpris. De mémoire, depuis la création de l'agence, il n'avait vu un tel profil. Pour une seule offre d'emploi parue dans l'hebdomadaire *Courrier Cadres* en novembre dernier, il venait de recevoir, s'ajoutant à une pile déjà volumineuse, la millième réponse.

Mille personnes candidates avaient donc répondu à une offre, certes toute banale. Il s'agissait, dans un secteur en crise, de trouver un poste d'assistant au contrôle de gestion. Un bac + 3 ou + 4 était requis pour un profil « ouvert », comme on le dit le jargon des recruteurs, et jeune diplômé ou une personne possédant une première expérience. L'accroissement des candidatures en 1992 a été de 85 %, selon le canal de *Courrier Cadres*, du Ministère de l'Économie, et promet un phénomène d'ampleur.

Aude Maniant, chargée de la communication de l'APEC, du mois de novembre à décembre 1991, a examiné 850 candidatures pour un volume de 23 000 offres. Cette année, pour les mois d'octobre et de novembre, elle a déjà relevé le chiffre de 1,3 million de candidatures, pour seulement 20 000 offres ! Avec 70 candidatures pour une offre - contre 40 l'année dernière - l'accroissement aura été de 85 %. Pour quel résultat ? L'APEC, au demeurant, fait bien son métier. Malgré la conjoncture, elle a pu recruter entre 7 000 et 8 000 recrutements en 1991. Une offre sur trois est gérée aboutit.

« Jamais » est un terme qui ne peut plus symptomatiser le niveau de la qualité du marché, un simple indicateur : « Si nous croulons sous le nombre de candidatures, c'est parce qu'aujourd'hui, les cadres anticipent les risques et diversifient leurs recherches. C'est d'ailleurs ce qui leur a conseillé. A ce phénomène, il faut ajouter le nombre vertigineux de candidatures spontanées que reçoivent les entreprises. Et elles savent en profiter ! »

Francis Kaivers, qui a charge du recrutement de l'électronique. Les petites écoles, les filières universitaires, souffrent encore plus. En une semaine, je peux recevoir 450 candidatures pour un poste, lequel aurait été sollicité par dix personnes il y a encore peu de temps. Le consultant apporte toutefois un correctif important : « Il s'agit de candidatures émanant pour l'essentiel de jeunes ingénieurs débutants, qui ne sont toujours pas casés. »

Simple indicateur

Qui postule aujourd'hui ? Actuellement, 100 000 par an. Ceux-ci se répartissent en un tiers de jeunes diplômés et débutants, un tiers de cadres en activité en quête d'un bilan de compétences, d'une formation, ou envisageant de changer de fonction, un dernier tiers enfin, qui a tendance à gonfler, de cadres en recherche d'emploi.

Ce qui frappe, par ailleurs, c'est d'une tendance à la nouveauté, au bien l'augmentation régulière du nombre de cadres non seulement riches diplômés - l'ensemble des grandes écoles sont représentées - mais ayant de plus connu un parcours professionnel sans interruption. A ce titre, les exemples abondent de cadres, de plus en plus jeunes, postulant y compris à des postes qui étaient considérés comme peu attractifs il y a quelques années (voir « Initiatives » du 21 septembre 1992, sur le chômage des cadres).

Ces « choses vues » boulevard Brune, il va de soi, ne reflètent pas la situation réelle de l'emploi, comme le souligne Bernard Aude Maniant. Les offres proposées par l'APEC, en effet, qu'un aspect du marché, un simple indicateur : « Si nous croulons sous le nombre de candidatures, c'est parce qu'aujourd'hui, les cadres anticipent les risques et diversifient leurs recherches. C'est d'ailleurs ce qui leur a conseillé. A ce phénomène, il faut ajouter le nombre vertigineux de candidatures spontanées que reçoivent les entreprises. Et elles savent en profiter ! »

Jean Menanteau

Les libertés protégées

L'avant-projet de loi a été remplacé par cinq amendements. Avec le même objectif

POUR mieux protéger les libertés individuelles des salariés et des stagiaires, cinq amendements au gouvernement, ajoutés au projet de loi relatif au travail à temps partiel, ont été présentés le 8 décembre à l'Assemblée nationale. Ils remplacent, dans la procédure, l'avant-projet de loi que M. Maurice Aubry, ministre du Travail, avait soumis aux parlementaires en juillet dernier. Le CNPF a fait part de ses réserves (« le Monde Initiatives » du 13 septembre).

Entre les deux versions de ce projet, la commission sociale de l'Assemblée nationale appelle « les amendements Mickey », qui visent à protéger les libertés individuelles des salariés et des stagiaires. Ils remplacent, dans la procédure, l'avant-projet de loi que M. Maurice Aubry, ministre du Travail, avait soumis aux parlementaires en juillet dernier. Le CNPF a fait part de ses réserves (« le Monde Initiatives » du 13 septembre).

qu'un seul ne peut apporter aux droits des personnes (...) des restrictions qui ne soient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché.

Ensuite, il est dit que les informations demandées au candidat à un emploi ou à un salarié doivent avoir un lien direct avec l'emploi et ne peuvent avoir pour finalité que d'apprécier la capacité à occuper l'emploi proposé ou les aptitudes professionnelles. Il est aussi d'ailleurs de nature pour un candidat à un emploi ou pour un salarié, quand on cherche à l'apprécier son aptitude à ce que l'on lui livre, avec un bilan de compétences. En revanche, les candidats salariés et stagiaires sont tenus de répondre de bonne foi à ces questions.

S'agissant de la collecte des informations, la loi indique que

le candidat « est expressément informé (...) des méthodes et techniques d'analyse du recrutement utilisées à son égard » et il est précisé que celles-ci « doivent être pertinentes au regard de la finalité poursuivie ». Les résultats obtenus, « confidentiels » et « réservés à l'information », ne peuvent être opposés à un salarié ou à un candidat « dès lors qu'elle a été collectée par un dispositif mis en place à son insu ». En l'occurrence, l'objectif, déjà contenu dans le rapport du professeur Lyon-Caen, vise à éviter l'utilisation de techniques étonnantes de recrutement.

Pour compléter le dispositif, les textes édictent pour la première fois la charte de non-discrimination des candidats à l'embauche. Il est stipulé qu'aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement, sous prétexte de son âge, de son sexe, de son statut, de son origine, de son appartenance à une ethnie, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales, de ses listes, de ses convictions politiques.

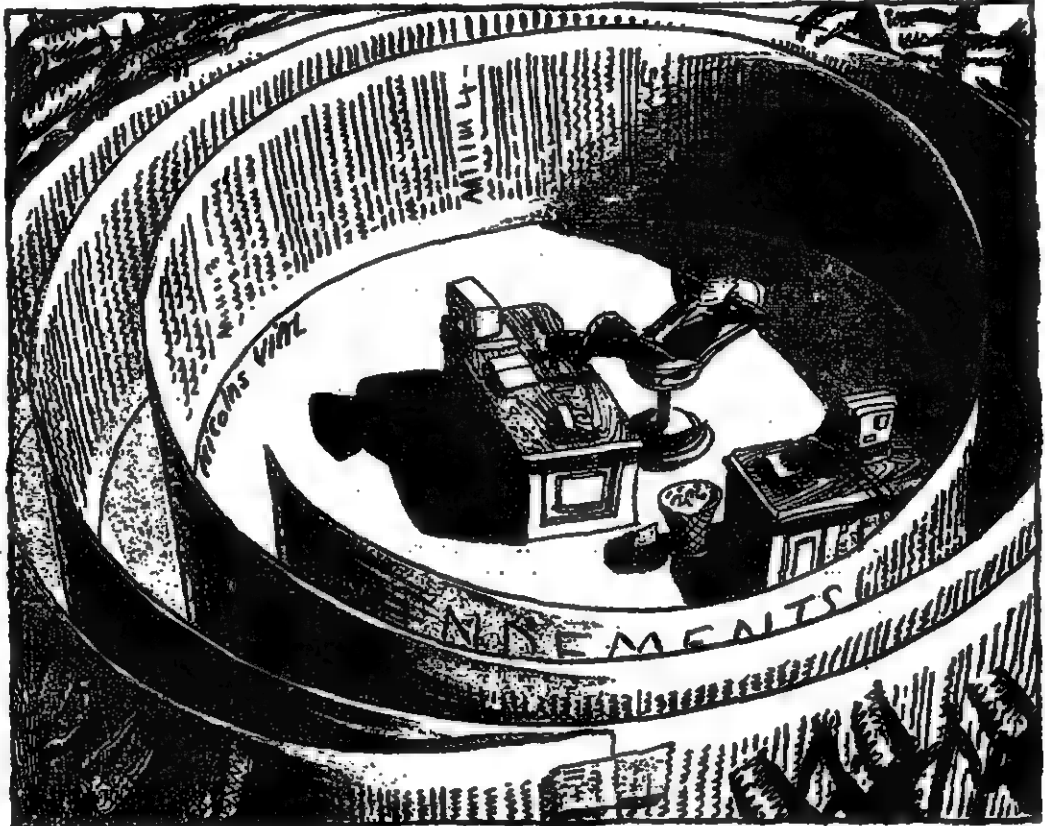
tionné au licenciement en raison de son origine, de son appartenance à une ethnie, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales, de ses listes, de ses convictions politiques.

Méthodes de contrôle

En outre, le comité d'entreprise sera informé sur les méthodes ou techniques de recrutement ainsi que sur les méthodes et techniques d'évaluation professionnelle des salariés. Il sera tenu au courant et consulté lors de l'introduction de systèmes permettant un contrôle de l'activité des salariés, tels que vidéo-surveillance, badges, cartes de travail, etc., qui multiplient les contrôles dans les entreprises.

Enfin, il est créé un nouveau droit d'alerte en cas d'atteinte aux libertés individuelles. « Si un délégué du personnel constate de tels faits, il en saisit immédiatement l'employeur ». Ce dernier est tenu de procéder dans un délai d'une enquête avec le délégué et de prendre les dispositions nécessaires pour remédier à cette situation. En cas de divergence, le salarié ou le délégué saisit le bureau de jugement du conseil de prud'hommes qui statue selon les formes applicables au référé. De même, les conseils de prud'hommes peuvent régler tout différend « à l'occasion de toute contestation portant sur le recrutement d'un candidat à un emploi et à l'occasion de tout contrat de travail » qui intervient l'un quelconque des faits précités. Par ce biais, la loi organise une procédure rapide d'enquête qui devrait permettre aux conseils de prud'hommes d'étendre ses compétences aux opérations de recrutement, notamment.

A. Le.



L'éclosion des CV spontanés

L'abondance des candidatures individuelles exige des sociétés un traitement efficace

« CERTAINS jeunes diplômés ne servent tout au plus qu'à grand-chasse », confie Bernard Sauvet-Gochon, responsable du service recrutement-relations chez Peugeot. Avec le rétrécissement du marché de l'emploi, les services de recrutement des grandes entreprises croulent sous l'afflux de CV spontanés.

comme le premier contact avec le candidat. Si certains sentent encore trop la circularité envoyée en cent exemplaires, bon nombre montrent un effort réel des postulants pour connaître l'entreprise à laquelle ils s'adressent.

Une analyse graphologique

Chez EDF-GDF, trente-sept personnes travaillent dans le département recrutement-stages. Parmi elles, deux assistantes, il arrive qu'après l'entretien général, les recruteurs ont un chat sur la candidature, qu'il n'ait ni envie de dire oui ni envie de dire non. Dans ce cas, il faut procéder à une analyse graphologique. « Cela n'arrive que dans 10 % des cas », affirme Bernard Sauvet-Gochon. Chez Total, la procédure prévoit un entretien de motivation dans un cabinet spécialisé.

Pour les candidatures rejetées, l'entreprise se réserve une lettre de refus. D'une façon générale, même si un CV est transmis par ordinateur, il est rare que le recruteur aille au repêcher. « Cela arrive, mais de façon marginale », affirme-t-il. Tous doivent cependant lire les candidatures de qualité. Pour ne pas se perdre de vue, les services de recrutement ont mis en place des procédures spécifiques. « Autrefois, lorsque l'on recevait des profils exceptionnels, certains ont le plus correspondant risqué de se voir libérer à plus ou moins brève échéance, on n'hésitait pas à embaucher le candidat sur un

postes d'attente. Maintenant, ce n'est plus possible : c'est devenu un cauchemar », explique-t-on chez Peugeot. Alors, plus soigneusement, on sélectionne le candidat à reprendre dans le plus bref délai.

Certaines entreprises constituent un « fichier » de candidatures. Il s'agit de candidatures spontanées, de formations ou d'expérience professionnelle, de candidats recrutés dans des domaines spécialisés ou il est toujours d'un expert, ou de candidats de haute volée. Ainsi, EDF-GDF a un fichier de candidats de niveau de haut niveau. Total s'est constitué une « réserve » de haut niveau, cinquante candidatures. « On maintient avec ces personnes un contact téléphonique régulier », indique Jean-Hubert de Roux, directeur emploi, formation et développement chez Peugeot, une vingtaine de candidatures sont mises à disposition par grands domaines de spécialité. « Nous envoyons nos postulants concernés une lettre spécifique leur signalant que nous sommes intéressés par leur candidature. Ce n'est pas une fausse lettre d'attente », indique Bernard Sauvet-Gochon. Le service recrutement du constructeur automobile bénéficie de lignes budgétaires qui lui permettent de faire des recrutements « à la carte » qu'il ne faut manquer à aucun prix, même si le poste n'est pas immédiatement disponible. Malheureusement, tout le monde n'est pas exceptionnel.

Catherine Leroy

(Publicité)

TECHNICIEN SUPÉRIEUR, TECHNICO-COMMERCIAL
(niveau bac + 2)
DEVEZ-VOUS ?

ACHETEUR TECHNIQUE INTERNATIONAL

Objectif : acquérir une triple compétence en gestion (GPAO), négociation internationale, marketing.

Formation rémunérée pour demandeurs d'emploi et salariés, avec la participation financière du Conseil Régional Ile-de-France.

Cycle de 12 mois, dont 2 en entreprise, à partir du 14 janvier, sur lycée L. Armand Paris 15^e.

Renseignements au CEPS, Centre Paris Industrie Sud
11, boulevard de la Chapelle, Paris 14^e

gops 43-21-31-69

(Publicité)

UNE CARRIÈRE DANS LA COMMUNICATION ?

vous avez moins de 26 ans
vous avez un BTS, DUT, ou équivalent
une carrière commerciale vous motive

devenez

CHEF DE PUBLICITÉ PRESSE
(Presse quotidienne, magazine, professionnelle)

contrat de qualification rémunéré en entreprise
(formation spécialisée assurée dans le cadre du contrat)

envoyez dès aujourd'hui
CV, photo et lettre manuscrite à :

IFCEM
175, rue Blomet, 75015 - PARIS

Les anciens, un son

Le son des anciens, un son qui résonne dans les corridors des entreprises, un son qui rappelle les traditions, les valeurs, les expériences. C'est un son qui doit être entendu, qui doit être valorisé. Les anciens ont beaucoup à nous apprendre, à nous inspirer. Leur expérience, leur sagesse, leur connaissance du métier, de l'entreprise, de la vie. Ils sont une véritable richesse pour nos organisations. Il faut leur donner la parole, leur permettre de partager leur savoir, leur savoir-faire. Ils sont les gardiens de notre patrimoine, de notre identité. Ils ont vu passer les modes, les modes de gestion, les modes de travail. Ils ont vu évoluer les technologies, les outils, les méthodes. Ils ont vu grandir les entreprises, les organisations. Ils ont vu naître de nouvelles idées, de nouvelles initiatives. Ils ont vu se créer de nouvelles valeurs, de nouvelles traditions. Ils sont les témoins de notre histoire, de notre parcours. Ils sont les garants de notre avenir. Ils ont le droit d'être écoutés, d'être respectés, d'être valorisés. Ils ont le droit d'être reconnus pour leur contribution, pour leur engagement, pour leur dévouement. Ils ont le droit d'être considérés comme des professionnels à part entière, comme des acteurs à part entière de notre organisation. Ils ont le droit d'être encouragés, d'être soutenus, d'être accompagnés. Ils ont le droit d'être reconnus pour leur expérience, pour leur sagesse, pour leur connaissance du métier, de l'entreprise, de la vie. Ils sont une véritable richesse pour nos organisations. Il faut leur donner la parole, leur permettre de partager leur savoir, leur savoir-faire. Ils sont les gardiens de notre patrimoine, de notre identité. Ils ont vu passer les modes, les modes de gestion, les modes de travail. Ils ont vu évoluer les technologies, les outils, les méthodes. Ils ont vu grandir les entreprises, les organisations. Ils ont vu naître de nouvelles idées, de nouvelles initiatives. Ils ont vu se créer de nouvelles valeurs, de nouvelles traditions. Ils sont les témoins de notre histoire, de notre parcours. Ils sont les garants de notre avenir. Ils ont le droit d'être écoutés, d'être respectés, d'être valorisés. Ils ont le droit d'être reconnus pour leur contribution, pour leur engagement, pour leur dévouement. Ils ont le droit d'être considérés comme des professionnels à part entière, comme des acteurs à part entière de notre organisation. Ils ont le droit d'être encouragés, d'être soutenus, d'être accompagnés.

INITIATIVES
EXPERIENCES

PASSION

Ebénistes d'art

Dix mois en Avignon

Il était cadre supérieur, directeur de l'export chez Siemens, chargé de la gestion de produits informatiques. Au mois d'avril 1992, il « bénéficie » - c'est son expression - d'un licenciement économique. Il a depuis toujours une passion rentrée. Celle du travail du bois. Aujourd'hui, il est cinquantenaire. Michel, l'un des vingt-trois stagiaires de l'Ecole supérieure d'ébénisterie d'Avignon (ESEA). Que fera-t-il ? « Je ne sais pas », dit-il. « J'ai travaillé vingt-cinq ans dans le domaine de l'informatique. J'ai parcouru le monde. J'espère, et c'est un vieux rêve, pouvoir m'établir comme artisan en Haute-Saône ».

A quelques kilomètres de la Saône, au pied du mont Ventoux, près du village de Thor, Michel, une femme logent dans un petit rural à deux étages. L'école, ainsi que la majorité des stagiaires adultes, est dans ce lieu. France, les allocations de formation ASSEDIC (AFR), lui ont versé une formation de dix mois, du septembre à juin, à raison de quatre heures par semaine, mille cinq cents heures au total, pour compter un travail personnel de nuit, dans la section ébénisterie de l'école.

Chaque jour, Michel, le cadre supérieur, côtoie un jeune ébéniste nantais, Patrick, vingt-trois ans, venu ici compléter sa formation en un an de sculpture sur bois. Bénéficiaire d'un congé individuel de formation (CIF), l'organisme des Pays de la Loire dont il relève lui a permis ce qu'il appelle « le retour complet ».

A savoir, 100 % du coût de la formation, la totalité de son salaire, mille trois cents quarante euros par mois de déplacement. Patrick a pour voisin, dans la même section, s'initiant à la gouge, la massette, le cousin du doreur au milieu d'angelots en plâtre et de miroirs Renaissance. Pascal, A trente ans, il est agent de la SNCF dans une petite gare près d'Amiens. Son congé accepté, sans sans mal, il est passionné de sculpture, qui chaque semaine écoule les antiquaires et les marchands régionaux d'Avignon, de Marseille ou de Carpentras, forme le vœu de remiser ses outils et de travailler un jour pour les clients nationaux.

En pleine guerre scolaire

Le lien qui unit les stagiaires de l'école, c'est l'âge. Ils ont tous, depuis l'enfance, aimé travailler le bois, un hobby, un désir enfoui qui ressurgit pour certains dans la mi-temps de leur carrière. Pour quelques jeunes ébénistes de l'université, illusions envolées et licence inutile en poche, comme moyen de s'assurer un débouché professionnel dans une activité qu'ils aiment, pour d'autres, un licenciement a provoqué le retour à l'école.

Louis Suau, 45 ans, est un ancien ébéniste, il a travaillé plusieurs entreprises de meubles en région. « J'ai formé des apprentis, dit-il aujourd'hui, et j'ai vu beaucoup de jeunes échouer. Des gens qui l'on dit si bien réussir pas à l'école. Je serais apprenti ! J'ai vu école leur talent. Au fur et à mesure, la pédagogie m'a au tant intéressé que l'exercice de mon métier. J'ai voulu créer ma propre école ».

Ce qu'il fit. En 1983, à pleine guerre scolaire, comme il le rappelle, un projet pédagogique en tête, il acquiert un vaste hangar agricole à Avignon, une pleine campagne. Le bâtiment allait devenir l'école actuelle. Sachant, par ailleurs, que de longue date les entreprises d'ameublement françaises se plaignent amèrement de ne pas trouver sur le marché du travail des jeunes gens formés par l'éducation nationale selon les besoins correspondant à leur attente, sachant, en outre, qu'il n'existe aucune formation publique spécifique en matière de restauration de meubles d'art, que la demande privée est forte en

France, il l'étranger, qu'aucune école de ce type n'existe en France, Louis Suau engage ce qu'il appelle son pari : former en dix mois des ébénistes de sculpture (1). Par un travail intensif, certes, comme le résume le directeur de l'école, qui juge le pari jouable. Les critères de sélection ? « Il n'y a pas de sélection », dit-il. « C'est par un entretien préalable que je juge la motivation des candidats. A l'écrit, en effet, cinq stagiaires volontairement quittés l'école depuis sa création en 1983. En revanche, en moins de dix ans, plus d'un mille deux cents stagiaires ont été formés ».

Prix de revient

La motivation serait-elle suffisante ? Certes pas. Le coût d'un stage de dix mois « tourne », en effet, aux alentours de 2 000 francs. Ce qui est dissuasif pour ceux qui, désargentés, ont « morflé » dans leur vie, selon l'expression de Louis Suau. Conséquence : 75 % des stagiaires ont leur formation prise en charge, totalement ou partiellement, au titre de la formation professionnelle (salariés des entreprises), du fonds social des ASSEDIC, le fonds individuel de formation, le fonds national de l'emploi (FNE), l'allocation insertion-formation, ainsi que diverses autres aides publiques telles que les contrats de qualification.

A noter : le seul CIF assure 100 % du coût de la formation d'Avignon. « Je dois chaque jour indiquer à nos candidats la marche à suivre afin qu'ils aient accès à ces aides », dit-il. Sur les vingt-cinq stagiaires, huit ont le bachelier. Parmi eux, trois possèdent un diplôme bac + 2, un un cycle en biochimie. « Je n'ai

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

C'est un reportage dans un magazine féminin qui a conduit Vincent à venir à l'école. Dans l'une des salles de l'école Tapie (Béziers, Marseille, Amberg et Compiègne) : « J'ai bien boursicoté ces dernières années au Brésil et dans l'Europe. Maintenant, j'ai trente ans et je me suis dit qu'il était temps de faire quelque chose de sérieux... »

La chance de Vincent est de se trouver dans une école de formation de promotion, c'est que la direction départementale du travail de l'emploi de l'Oise ait exceptionnellement accepté de financer, dans le cadre des ateliers d'insertion et de formation, un stage réservé aux DELD (demandeurs d'emploi de longue durée). Car en principe, les « stages Tapie », subventionnés par les directions régionales de l'emploi, s'adressent aux stagiaires de moins de vingt-six ans n'ayant pas le baccalauréat.

Cela explique l'hétérogénéité des profils des stagiaires de Compiègne, dont l'âge varie entre vingt-cinq et quarante-quatre ans. Sur les vingt-cinq stagiaires, huit ont le bachelier. Parmi eux, trois possèdent un diplôme bac + 2, un un cycle en biochimie. « Je n'ai

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

ACCUEIL

« Histoires de palaces », le monde, découverte des plus célèbres hôtels parisiens, connaissance des meilleurs restaurants de la capitale - les stagiaires du Conciergerie Internationale (ICI) à de quoi rêver. Vingt d'entre eux, vingt et un élèves de la neuvième promotion de l'école, ont été reçus à la réception privée d'ici quelques jours. Ils ont été employés dans les plus prestigieux hôtels français étrangers.

C'est l'Initiative de l'Union internationale des « Clés d'or », qui regroupe les concierges des grands hôtels de 27 pays, que l'ICI a été créé voilà huit ans afin d'assurer la relève des concierges professionnels au service. Intermédiaire entre le client et les services proposés au sein de l'hôtel, le concierge est un homme-clé. « Dans un grand hôtel, le chef concierge a sous sa responsabilité », explique Pierre Berthet, à la tête de l'ICI Paris (une autre branche existe à Hongrie) et directeur de « Clés d'or » françaises et internationales. La réception se fait à l'entrée d'enregistrement arrivées et départs. Le concierge accueille les clients, les renseigne, leur réserve une table au restaurant ou un billet d'avion, leur explique comment faire repasser une valise dans l'hôtel... « C'est un peu l'âme de l'établissement. Si les clients ont le choix entre plusieurs hôtels, ils reviendront dans celui dont ils apprécient le concierge », poursuit Pierre Berthet.

Avant la naissance de l'école, Louis Suau, 45 ans, est un ancien ébéniste, il a travaillé plusieurs entreprises de meubles en région. « J'ai formé des apprentis, dit-il aujourd'hui, et j'ai vu beaucoup de jeunes échouer. Des gens qui l'on dit si bien réussir pas à l'école. Je serais apprenti ! J'ai vu école leur talent. Au fur et à mesure, la pédagogie m'a au tant intéressé que l'exercice de mon métier. J'ai voulu créer ma propre école ».

(1) L'ASPA vient d'initier à Charente une formation en restauration de mobilier d'art, en collaboration avec l'homologation.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

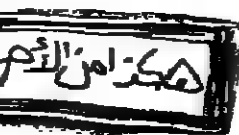
« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.



Des chômeurs à l'école Tapie

Trois mois de formation pour devenir vendeur professionnel

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

C'est un reportage dans un magazine féminin qui a conduit Vincent à venir à l'école. Dans l'une des salles de l'école Tapie (Béziers, Marseille, Amberg et Compiègne) : « J'ai bien boursicoté ces dernières années au Brésil et dans l'Europe. Maintenant, j'ai trente ans et je me suis dit qu'il était temps de faire quelque chose de sérieux... »

La chance de Vincent est de se trouver dans une école de formation de promotion, c'est que la direction départementale du travail de l'emploi de l'Oise ait exceptionnellement accepté de financer, dans le cadre des ateliers d'insertion et de formation, un stage réservé aux DELD (demandeurs d'emploi de longue durée). Car en principe, les « stages Tapie », subventionnés par les directions régionales de l'emploi, s'adressent aux stagiaires de moins de vingt-six ans n'ayant pas le baccalauréat.

Cela explique l'hétérogénéité des profils des stagiaires de Compiègne, dont l'âge varie entre vingt-cinq et quarante-quatre ans. Sur les vingt-cinq stagiaires, huit ont le bachelier. Parmi eux, trois possèdent un diplôme bac + 2, un un cycle en biochimie. « Je n'ai

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

ACCUEIL

« Histoires de palaces », le monde, découverte des plus célèbres hôtels parisiens, connaissance des meilleurs restaurants de la capitale - les stagiaires du Conciergerie Internationale (ICI) à de quoi rêver. Vingt d'entre eux, vingt et un élèves de la neuvième promotion de l'école, ont été reçus à la réception privée d'ici quelques jours. Ils ont été employés dans les plus prestigieux hôtels français étrangers.

C'est l'Initiative de l'Union internationale des « Clés d'or », qui regroupe les concierges des grands hôtels de 27 pays, que l'ICI a été créé voilà huit ans afin d'assurer la relève des concierges professionnels au service. Intermédiaire entre le client et les services proposés au sein de l'hôtel, le concierge est un homme-clé. « Dans un grand hôtel, le chef concierge a sous sa responsabilité », explique Pierre Berthet, à la tête de l'ICI Paris (une autre branche existe à Hongrie) et directeur de « Clés d'or » françaises et internationales. La réception se fait à l'entrée d'enregistrement arrivées et départs. Le concierge accueille les clients, les renseigne, leur réserve une table au restaurant ou un billet d'avion, leur explique comment faire repasser une valise dans l'hôtel... « C'est un peu l'âme de l'établissement. Si les clients ont le choix entre plusieurs hôtels, ils reviendront dans celui dont ils apprécient le concierge », poursuit Pierre Berthet.

Avant la naissance de l'école, Louis Suau, 45 ans, est un ancien ébéniste, il a travaillé plusieurs entreprises de meubles en région. « J'ai formé des apprentis, dit-il aujourd'hui, et j'ai vu beaucoup de jeunes échouer. Des gens qui l'on dit si bien réussir pas à l'école. Je serais apprenti ! J'ai vu école leur talent. Au fur et à mesure, la pédagogie m'a au tant intéressé que l'exercice de mon métier. J'ai voulu créer ma propre école ».

(1) L'ASPA vient d'initier à Charente une formation en restauration de mobilier d'art, en collaboration avec l'homologation.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

C'est un reportage dans un magazine féminin qui a conduit Vincent à venir à l'école. Dans l'une des salles de l'école Tapie (Béziers, Marseille, Amberg et Compiègne) : « J'ai bien boursicoté ces dernières années au Brésil et dans l'Europe. Maintenant, j'ai trente ans et je me suis dit qu'il était temps de faire quelque chose de sérieux... »

La chance de Vincent est de se trouver dans une école de formation de promotion, c'est que la direction départementale du travail de l'emploi de l'Oise ait exceptionnellement accepté de financer, dans le cadre des ateliers d'insertion et de formation, un stage réservé aux DELD (demandeurs d'emploi de longue durée). Car en principe, les « stages Tapie », subventionnés par les directions régionales de l'emploi, s'adressent aux stagiaires de moins de vingt-six ans n'ayant pas le baccalauréat.

Cela explique l'hétérogénéité des profils des stagiaires de Compiègne, dont l'âge varie entre vingt-cinq et quarante-quatre ans. Sur les vingt-cinq stagiaires, huit ont le bachelier. Parmi eux, trois possèdent un diplôme bac + 2, un un cycle en biochimie. « Je n'ai

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

ACCUEIL

« Histoires de palaces », le monde, découverte des plus célèbres hôtels parisiens, connaissance des meilleurs restaurants de la capitale - les stagiaires du Conciergerie Internationale (ICI) à de quoi rêver. Vingt d'entre eux, vingt et un élèves de la neuvième promotion de l'école, ont été reçus à la réception privée d'ici quelques jours. Ils ont été employés dans les plus prestigieux hôtels français étrangers.

C'est l'Initiative de l'Union internationale des « Clés d'or », qui regroupe les concierges des grands hôtels de 27 pays, que l'ICI a été créé voilà huit ans afin d'assurer la relève des concierges professionnels au service. Intermédiaire entre le client et les services proposés au sein de l'hôtel, le concierge est un homme-clé. « Dans un grand hôtel, le chef concierge a sous sa responsabilité », explique Pierre Berthet, à la tête de l'ICI Paris (une autre branche existe à Hongrie) et directeur de « Clés d'or » françaises et internationales. La réception se fait à l'entrée d'enregistrement arrivées et départs. Le concierge accueille les clients, les renseigne, leur réserve une table au restaurant ou un billet d'avion, leur explique comment faire repasser une valise dans l'hôtel... « C'est un peu l'âme de l'établissement. Si les clients ont le choix entre plusieurs hôtels, ils reviendront dans celui dont ils apprécient le concierge », poursuit Pierre Berthet.

Avant la naissance de l'école, Louis Suau, 45 ans, est un ancien ébéniste, il a travaillé plusieurs entreprises de meubles en région. « J'ai formé des apprentis, dit-il aujourd'hui, et j'ai vu beaucoup de jeunes échouer. Des gens qui l'on dit si bien réussir pas à l'école. Je serais apprenti ! J'ai vu école leur talent. Au fur et à mesure, la pédagogie m'a au tant intéressé que l'exercice de mon métier. J'ai voulu créer ma propre école ».

(1) L'ASPA vient d'initier à Charente une formation en restauration de mobilier d'art, en collaboration avec l'homologation.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la boîte de six, ça peut revendre 45 francs... - Mais n'y a-t-il pas de main morte ? - Euh... Non, pardon, que vous revendez 4 francs. » Dans la salle en U, les vingt-cinq élèves de l'école de Bernard Tapie de Compiègne, regardent le téléviseur, visionnant la séance amusée. La séance ne pardonne rien, le maître par l'humour très emprunté du débutant, qui n'a pas de feuilles dans les mains, comme s'il cherchait à en donner une contenance.

« C'est un préservatif réchauffeur », Vincent, ancien footballeur professionnel, essie de produits. Tous à lui, dans le rôle du pharmacien, Christian Petit, 45 ans, qui a fait toute sa carrière dans la grande distribution, interroge : « Et le prix ? - 18 francs la

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

« L'emploi autrement »

par Maïté Demons

A bien regarder, l'alternative est claire : soit l'emploi s'impose comme le projet d'un projet de société, soit il ne s'impose pas. Ce défi majeur est d'actualité. En France, il concerne très concrètement des millions d'hommes et de femmes, ceux qui cherchent un emploi, ceux qui craignent pour le leur, ceux qui vivent dans la précarité. Et les ingénieurs et cadres, dont le chômage a crû de 30,8 % en un an, sont de plain-pied dans cette crise.

Le « panel européen » de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), qui prévoit pour 1993 un recul de 15 % des cadres de cadres en Europe, prouve que la construction européenne ne leur apporte aucune réponse. De même, la récente remise en cause du statut de cadre et de ses supposés « avantages » ne fait qu'annoncer de nouvelles dégradations de leurs conditions d'emploi.

A lire en parallèle, les prévisions, les enquêtes, chaque jour l'annonce de nouvelles charrettes de licenciements, la hausse du chômage et la dégradation de l'emploi semblent sans fin. Mais conduit-il à l'annonce d'annonces ou moins pertinentes, gouvernement et patronat à modifier les choix et les critères économiques, qui prévalent comme autant de dogmes ? Nullement, et l'on se laisse ainsi condamner à l'approfondissement des inégalités et des exclusions, à la banalisation des précarités, nourrissant le racisme, le xénophobie, l'autoritarisme au détriment des valeurs de solidarité et de progrès.

Face à une normalisation économique, le mouvement syndical ne doit-il pas préparer l'avenir et, pour ce faire, inscrire ses actions dans le champ de l'emploi autrement ?

Paraphrasant un célèbre abbé révolutionnaire, les syndicalistes pourraient dire : « Qu'est-ce que l'emploi ? Tout. Qu'a-t-il été dans cet ordre libéral ? Rien. Que demandait-il ? A devenir quelque chose. La première exigence à faire grandir, c'est celle de la création d'emploi. Il s'agit là d'un véritable

Le renouveau des valeurs à la mode, qui réduirait l'emploi à une charge à réduire, la véritable d'ajustement systématique, niant de ce fait la possibilité même d'une société de plein emploi. Au contraire, l'emploi doit être le moteur sain, qualifié, d'une nouvelle efficacité économique et sociale. C'est une exigence simple. Mais la pression permanente des suppressions d'emplois, la menace latente qu'elle entretient, font peser partout l'esprit de fatalité et la résignation. Aider à s'en affranchir, à en résister la tyrannie, c'est le rôle du syndicalisme. C'est aussi que cette exigence s'inscrit dans la vie, deviendra force sociale : chacune et chacun, individuellement et collectivement, en est comptable, car nous en avons tous besoin.

LES besoins sociaux auxquels la France a su répondre hier de façon collective et publique, besoins en énergie, en communication, en transports, en aménagement, n'exigent-ils pas aujourd'hui de réponses collectives et publiques, et urgentes ? N'y a-t-il rien à inventer, à recréer, dans les régions, les campagnes, les villes, dans les domaines de la production des biens d'équipement, du logement, dans les domaines cruciaux des besoins de santé, de protection sociale, de la recherche, de l'assainissement des eaux, de la défense, de l'environnement. Ces activités utiles, génératrices d'emplois, de qualifications, de qualité de vie, de progrès partagé, ne sont-elles pas les points forts d'un modèle de développement économique et social correspondant à notre époque ?

Cette promotion collective de réponses à nos nouveaux besoins sociaux, nous le doutons, n'est pas nouvelle. Elle est de cette fin de siècle. L'attente suppose un syndicalisme force de propositions, qui porte ces orientations tout en étant solidement ancrée dans l'activité revendicative. Toutes les activités, toutes les préoccupations, des plus quotidiennes aux plus stratégiques. Des salaires aux choix de travail, et donc de la charge (et de la durée) du travail, et donc

du besoin d'efficacité, la revendication d'intervenir dans la gestion. De l'exigence de concilier vie personnelle et vie professionnelle (par exemple, pouvoir exercer sa mission de tuteur d'entreprise) à l'exigence, pour les cadres, de techniques, de mettre pleinement en œuvre leurs compétences au service du développement de l'entreprise. Il y a loin entre ces revendications et la remise en cause très inquiétante des libertés professionnelles et syndicales qui vivent aujourd'hui dans un climat d'encadrement. Par contre, elles dessinent la légitimité d'une société développée, efficace, et de ses citoyens. Nous à l'emploi, un droit inaliénable à des emplois permettant de vivre dignement, de participer à l'efficacité économique et au progrès social.

Disons-le clairement : il n'y a pas de grand soir de l'emploi, pas de miracle d'un état de chômage qui se résoudrait par un miracle d'un état de plein emploi. Le dire n'est pas s'y résigner : bien au contraire, c'est à travers une lutte à chaque instant que le syndicalisme peut aider à faire grandir l'aspiration à changer le travail, à un véritable droit au travail. En luttant contre les suppressions d'emplois et des licenciements aussi inacceptables qu'inefficaces, mais aussi à partir des besoins de chacun et de tous, il s'agit de rassembler, de construire une dynamique, d'inverser les logiques en cours, dans les têtes et dans les faits.

C'est ce à quoi l'UGICT, avec toute la CGT, entend travailler. Les autres organisations syndicales de cadres avancent, elles aussi, des idées sur la question : renouer le dialogue, dans le respect de la diversité d'approche de chacun, peut être prometteur pour tous et d'abord pour les salariés eux-mêmes. Ce sont eux, en fin de compte, les premiers concernés par l'efficacité de l'action syndicale qu'avec eux ils savent construire.

Maïté Demons est secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT.

ECHOS

3^e université d'hiver de la formation professionnelle

■ L'INFFO, la délégation à la formation professionnelle et l'Association pour l'information sur la formation de Cergy-Pontoise organisent du 6 au 8 janvier, à Autrans, dans l'Isère, la 3^e université d'hiver de la formation professionnelle. Sous le titre général « Dessine-moi un projet... », ces journées auront pour thème la formation et l'orientation. Les matinées se dérouleront en plénières, pour des échanges et des tables rondes, les après-midis en ateliers en quinze ateliers.

■ Le programme peut être obtenu auprès de l'Inter-MIF, 5, place des Arts, 95000 Cergy. Tél. : 30-30-48-34.

Mercedes : la formation alternée allemande en France

■ En 1990, dans le cadre d'un contrat tripartite avec la chambre de commerce et d'industrie du Val-d'Oise-Yvelines et l'Association nationale pour la formation automobile (ANFA), Mercedes-Benz France a créé un institut de formation pour alternance selon une formule inspirée par la formation alternée allemande. Au total, trente-deux jeunes étaient accueillis, répartis pour moitié entre la technique véhicules industriels et la technique véhicules particuliers. Recrutés sur l'ensemble du territoire, ces stagiaires devaient préparer le diplôme d'Etat du brevet professionnel de réparateur en deux ans. A raison de 1 580 heures, la formation mêlait l'enseignement général et technique à la pratique chez des concessionnaires de la région d'origine selon une alternance de quinze jours. Une fois l'examen réussi, il était prévu que ces jeunes soient embauchés au sein même du réseau. Au terme de la seconde année la première promotion quittait l'institut. Neuf ont obtenu leur diplôme d'Etat et vingt-deux satisfaisaient aux épreuves pratiques. Des résultats qui sont conformes à la moyenne nationale.

■ IFA Mercedes-Car, Centre technique de Mercedes-Benz France, 11, rue Francis-de-Pressensé, 93200 Saint-Denis. Tél. : 48-34-89-89.

Les « turborédacteurs » de la SNECMA

■ L'Initiative d'EDF-GDF, qui, en 1991, avait organisé un concours de nouvelles auquel ont participé 538 agents, a fait ses émules. La SNECMA, à son tour, a convié son personnel, dont la culture est plutôt scientifique et technique, à écrire des nouvelles dans le cadre d'une opération intitulée « Histoires de... ». Ce concours, qui s'inscrivait dans les manifestations de « La fureur de lire », a obtenu un très grand succès puisque près de 400 textes ont été envoyés par des membres du personnel avant le 18 octobre. Sélectionnés par un jury composé notamment d'André Chérel, Lucien Bodard et Patrick Cauvin, les dix lauréats seront intégralement publiés dans un numéro spécial de SNECMA Informations, un trimestriel diffusé à 22 000 exemplaires auprès du personnel de l'entreprise. Mais l'histoire aura une suite. EDF-GDF propose pour 1992 un « challenge littéraire inter-entreprises » à l'ensemble des entreprises du secteur public. La SNECMA a décidé d'y participer.

Concours de créativité EDF

■ En plus de son concours littéraire, EDF-GDF a lancé un nouveau programme consacré, cette fois, au potentiel de créativité de ses agents. Il s'agit d'encourager la promotion d'idées innovantes, les

activités, que ce soit dans la gestion, la maintenance des installations, les techniques, l'environnement, l'organisation, la communication, la sécurité, etc. Deux types de propositions étaient recevables : ■ effectives, soit des projets qui, au cas où ils seraient retenus, recevraient l'aide financière nécessaire à leur première réalisation ; ■ en cours. Au total, 572 dossiers ont été déposés, dont 150 pour les réalisations et 422 pour les projets. Le jury interne devait retenir 25 dossiers et un jury externe en sélectionnera 8 pour l'attribution de prix dont le montant va de 50 000 francs à 100 000 francs.

Stabilité de l'emploi des cadres en octobre

■ Selon l'Indicateur mensuel que publie l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), à partir du relevé des offres d'emploi proposées par voie de presse, le marché de l'emploi des cadres a été stable en octobre. En données corrigées des variations saisonnières, avec 3 512 postes offerts, il n'y aurait pas eu d'évolution par rapport à septembre, qui avait enregistré une chute de 36 %. En données brutes, toutefois, le recul est de 22 % par rapport au même mois de l'an passé. Par fonctions, on ne constate pas d'évolution positive qui soit généralisée, mais quelques mouvements se sont opérés. Les fonctions mercantiles-commerciales-ventes progressent de 3 %. L'informatique continue à baisser avec un recul de 18 %. Les offres pour les ingénieurs de production diminuent de 13 à 17 %.

Les métiers de l'environnement

■ L'APEC vient de publier une brochure consacrée aux emplois de cadres liés à l'environnement. « De l'entreprise industrielle à la fonction publique, en passant par les éco-industries, tous les secteurs d'activités économiques semblent concernés », écrivent les auteurs dans leur introduction. Un chapitre est consacré à l'examen de la situation et des enjeux de l'environnement. Suit une analyse macro-économique des activités et des emplois dans ce secteur, ainsi que de leur évolution. La dernière partie est consacrée à la description de dix-neuf fonctions. Pour chaque poste, le directeur de l'environnement à l'ingénieur procédés « éco-industriels » ou au cadre en association - sont indiquées les variantes, le contexte professionnel, les missions et les responsabilités, les formations et la fourchette de rémunération.

La baisse continue pour les chasseurs de têtes

■ L'Association professionnelle des conseils d'entreprise pour la recherche de dirigeants (APROCED), qui publie désormais un indicateur de son activité, fournit des informations peu rassurantes sur l'évolution du marché. Pendant le troisième trimestre, les cabinets de chasseurs de têtes ont enregistré une baisse du nombre de missions qui leur sont confiées, de 11 % par rapport au deuxième trimestre et de 7 % par rapport à l'an passé. L'association en conclut que « les perspectives sont peu claires, les entreprises ayant de réelles difficultés à cerner et exprimer leurs besoins pour les mois à venir ». Par fonction, la chute est de 22 % pour celles qui sont liées aux marchés financiers, banques et assurances incluses, où la tendance est à l'attentisme. Les postes de direction générale (- 10 %) et de direction financière (- 6 %) sont également en recul. A l'inverse, un léger mieux, temporaire, se manifeste pour les directions de ressources humaines, le nombre de missions, qui représentait 5 % du total, ayant doublé.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3816 LEMONDE. Les entreprises intéressées par ces offres sont priées de contacter directement cette association au 48-48-16-20. Les personnes intéressées doivent contacter STAGES-TUD, 12, rue Raspail, 94267 Gentilly Cedex, tél. : 48-08-98-99.

ment en collaboration avec le responsable ressources humaines. ■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 6 500 F/mois. Profil : bac + 4/5, gestion, économie, informatique et statistiques. ■ mise en place d'un système d'accompagnement pour les jeunes diplômés, puis application de ce système à la vente de produits de réputation. 03294.

MARKETING

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : non prévue. Profil : bac + 4, marketing, commercial, si possible expérience marketing direct. Mission : participer à la conception de campagnes de promotion de produits de conseil, à la vente de ces actions. 03082.

■ Lieu : Issy-les-Moulineaux/Boulogne. Date : janvier. Durée : 3/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5, école de commerce, connaissances gestion des entreprises, marketing et notions d'organisation et d'informatique. Mission : comptes de la société, opérations marketing. 03080.

■ Lieu : Nanterre. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 4/5, école de commerce, marketing, connaissances marché et du milieu industriel. Mission : étude des applications médicales pour des actes innovateurs et/ou innovants. 03079.

■ Lieu : Rueil-Malmaison. Date : janvier. Durée : 3/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, informatique, gestion, salle télémarketing (recrutement et encadrement d'une équipe, gestion des opérations, intervention sur l'analyse de projets). 03060.

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1 an minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, informatique, prospection, système informatique PC. ■ projet commercial manuel ■ place, prospection commerciale, suivi clientèle, organisation de l'activité. 03051.

INFORMATIQUE

■ Lieu : Issy-les-Moulineaux. Date : janvier. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, école d'ingénieurs, connaissances en données, développement windows, TAG, Novell, Windows, OS/2, Novell, Unix. ■ ■ ■

■ Lieu : Pantin. Date : Immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : ■ ■ ■ prestations sur

profil : bac + 3. Mission : participer à la rédaction d'un magazine de maintenance, réparations, entretien ou installation de configurations (surtout PC ou Mac si connaissances). 03025.

COMMERCE INTERNATIONAL

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS ou maîtrise en gestion, connaissance marketing international (parfumerie export). Mission : export de produits cosmétiques vers l'Asie. 03023.

VENTE

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, communication, vente, Mission : contacts clientèle, suivi de dossiers et gestion de projet jusqu'à son aboutissement. 03060.

■ Lieu : Saint-Jean-d'Angély. Date : janvier. Durée : 4/6 mois. Ind. : fixe + intéressement au CA. Profil : bac + 2/3 (école) vente, BTS ou autre, connaissance micro-informatique. ■ ■ ■ participation active à la mise en place d'une stratégie commerciale opérationnelle sur le Sud-Ouest. 03038.

COMMUNICATION

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : non prévue. Profil : Bac + 3, école de journalisme, maîtrise rédaction. Mission :

collaboration à la rédaction d'un magazine et d'un annuaire, enquête, vérification d'informations, rédaction. 03041.

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, école de commerce, micro-informatique et anglais. Mission : assistance des consultants, mission approche directe entreprises et contacts, participation à la gestion de bases de données d'entreprises. 03022.

■ Lieu : Boulogne. Date : valable toute l'année. Durée : 6 mois. Ind. : 1 000 F à 10 000 F. Profil : bac + 3 minimum, école de commerce, maîtrise, licence ou trilingue. ■ ■ ■ prise en charge d'une partie de l'organisation d'une manifestation économique à dimension européenne. 02987.

■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac, filière communication, marketing, maîtrise de la langue. Mission : chargé d'études avec participation à toutes les phases, terrain, codification, synthèse, analyse sur tous les types d'études quantitatives ou qualitatives. 03029.

PUBLICITÉ

■ Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : Immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 000 F + tickets restaurant. Profil : bac, bac + 3. Mission : assistance d'un chef de projet média ; ■ ■ ■ comptes en cours, analyse des stratégies de la communication, participation à l'élaboration des stratégies médias. 03024.

DROIT

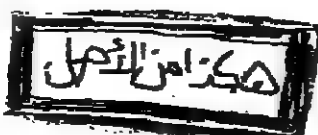
■ Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : analyse politique, relance immobilière en France. 03021.

Le Monde
EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Fontanés



LES DIRIGEANTS

Banque régionale, membre d'un puissant réseau, implantée en région parisienne.

Directeur du Marché des Particuliers

380 KF +

Rattaché au membre du Directoire en charge du développement, vous serez nanti d'une importante délégation pour diriger et animer l'ensemble de notre activité sur le marché de prédilection. Vous vous appuieriez, en direct, sur une équipe d'une vingtaine de personnes et notre réseau, fortement implanté sur notre territoire (90 agences, 450 personnes).

Pour la création de ce poste, votre responsabilité couvrira aussi la supervision de l'équipe de gestion privée que les aspects marketing, de communication (gestion d'un important budget), de stratégie et de conception de produits, sur le marché des particuliers. Vous participerez activement à la fixation des objectifs du réseau, à leur réalisation et à la progression de notre banque sur ce marché.

Autour de 35/40, vous apporterez une réelle contribution aux produits de crédit et de placements... dans le domaine bancaire.

Cette compétence doit être impérativement complétée par un grand professionnalisme qui concerne les approches marketing et commerciales correspondant à nos produits. De formation supérieure, vous avez une expérience de particuliers d'au moins 6/7 ans. Vous êtes, enfin, de nature à apporter dynamisme et énergie à l'animation des équipes, qui vous feront reconnaître le véritable "patron" des particuliers. L'atteinte de vos objectifs, leur qualité de réalisation et le dynamisme que vous insufflerez à vos équipes seront les facteurs de réussite et d'évolution de notre entreprise.

Contactez l'Agence à (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Spontini, 75116 PARIS.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire

MUTUALITÉ DE LA LOIRE - SAINT-ÉTIENNE
(900 salariés - 20 établissements)

Recherche son

DIRECTEUR des ÉTABLISSEMENTS SANTAIRES et MÉDICO-SOCIAUX

En collaboration avec le Directeur Général, vous êtes Responsable de l'ensemble des Établissements Sanitaires et Sociaux.

Vous serez chargé de la coordination, de l'encadrement, de la gestion et du développement.

Implanté au Siège, vous n'en êtes pas moins un Homme de Terrain, avec une forte capacité à animer et négocier.

C'est pourquoi nous donnerons la préférence à un candidat ayant déjà vécu une expérience confirmée et réussie, connaissant parfaitement les enjeux de la Réforme Hospitalière et possédant une Formation Supérieure.

Envoyez une lettre de motivation, une photo et un CV, sous pli fermé, à :



I.F.R.HOS RECRUTEMENT
Monsieur Christian LABEDAN
4, rue Georges-Bizet
SAINT-PIERRE-EN-JAREZ

Nous vous garantissons la confidentialité.

Directeur de Centre de Profit

Un très important groupe industriel international recherche, pour plusieurs centres en France, de véritables Patrons.

Vous serez entièrement responsable des résultats devant la Direction. En totale autonomie, vous dirigerez la Direction d'un centre sous tous ses aspects : Commerciaux, Gestion, Production.

A 30-35 ans, diplômé de Grande Ecole, vous possédez une expérience similaire.

Cette expérience vous a permis de développer vos qualités commerciales et de management. Gestionnaire rigoureux, votre charisme fait de vous un meneur d'hommes reconnu et apprécié.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 51/007 LM à notre conseil Yvonnick LE BLANC qui vous garantira l'anonymat.



26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG



Le Centre de Linguistique Appliquée, service de l'Université de Franche-Comté (4 000 stagiaires, 111 personnes permanentes, 30 000 heures de formation par an)

RECRUTE

son directeur

PROFIL :

- formation universitaire ;
- expérience de l'enseignement et de la recherche dans le domaine des langues ;
- pratique de l'international ;
- expérience de la gestion administrative et financière, et de l'animation d'équipe ;
- maîtrise de deux langues étrangères.

Poste vacant le 1^{er} mars 1993, à pourvoir au plus tard le 1^{er} SEPTEMBRE 1993

Lettre de candidature, CV, références et prétentions à adresser avant le 15 JANVIER 1993 à :

M. le Président de l'Université de Franche-Comté
30, av. de l'Observatoire - 25030 Besançon Cedex

Contact : Evelyne BERARD
Centre de Linguistique Appliquée
6, rue Plançon - 25000 Besançon Cedex
Tél. : 81-66-52-01

Directeur du développement (h/f)



Une gamme de Services
Financiers, à croissance rapide,
développée par
Développeur de
Nouveaux Marchés
(EIF)

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC ou équivalent), un cadre à fort potentiel a déjà plusieurs projets réussis à son actif. Il est environ, ses dix années d'expérience professionnelle, réparties entre conseil et organisation chez l'un des "big six" de la banque (commerciale ou spécialisée), ont développé chez lui le goût d'entreprendre et le sens de l'autonomie. Il fait partie des personnes qui proviennent chaque jour que l'on peut à la fois être rigoureux et avoir un talent commercial.

Si vous êtes un financier imaginatif qui s'ennuie quelque peu dans une grande structure, rejoignez-nous pour créer, après dix-huit ans de culture maison, une filiale au capital de laquelle pourriez être associé.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle, etc.), sous réf. DFA, à notre conseil : M. Lepage, OPTIMA, 47 rue Perronet, 92200 NEUILLY

UN DES LEADERS MONDIAUX DANS
L'ENERGIE ET LES TRANSPORTS

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

recrute pour son établissement le plus important, le plus moderne concevant et produisant des équipements, faisant appel à des technologies de pointe, situé dans une ville universitaire du SUD-OUEST (80 000 habitants) :

34 ans, Ingénieur X, CENTRALE, A&M, SUPELEC, ENSTA, etc., vous avez une expérience de profit ou de production d'unité automatisée avec flexibilité (automobile, matériels électriques, télécom, etc.) et la connaissance de l'anglais. Vos capacités d'animation et d'organisation sont aussi importantes que vos capacités techniques et de gestion.

Vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE pour diriger et gérer un établissement : 1 200 personnes dont 65 cadres et 250 AM et Techniciens - CA 1,1 mrd - 10 M investissement par an.

Vous animerez et coordonnerez les responsables des :
■ ressources humaines ■ productions ■ études ■ qualité
■ achats ■ gestion ■ commercial.

Vous poursuivrez l'effort d'optimisation des résultats en développant la meilleure qualité.

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION AU SEIN DE CE GROUPE INTERNATIONAL.

Envoyez votre lettre de motivation, CV, photo, et prétentions à notre conseil Richard BERNARD - GROUPE BBC Conseil - 1 place de Valois, 92000 PARIS. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion ABSOLUE. Vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous souhaitez communiquer votre candidature.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Grand groupe industriel occupant une large part du marché mondial dans sa spécialité (plus de 20 milliards de CA) recherche pour sa Direction des Relations Sociales son

Juriste Droit Social

Paris Ouest

Au sein d'un service chargé des relations de travail, vous intervenirez pour la Direction, les établissements et les filiales du Groupe dans les domaines du droit social : droit du travail et de la sécurité sociale, contentieux prud'homal, conflits collectifs, accords relations avec les partenaires sociaux, hygiène et sécurité.

Agé de 27/29 ans, après un diplôme de 3ème cycle en droit du travail, vous avez acquis au moins 3 ans d'expérience de la fonction juridique en entreprise, de préférence en milieu industriel.

Vos capacités d'écoute, d'analyse et de pédagogie ainsi que votre aisance rédactionnelle constituent vos meilleurs atouts.

A terme, vous pourrez évoluer au sein d'un groupe performant.

Contactez Antoine Goldschmidt, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. AG8176MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Etablissement Bancaire à très forte implantation dans la région lorraine recherche son

Fiscaliste Ingénierie Financière et Patrimoniale

Province

Au sein d'une équipe spécialisée en gestion patrimoniale et bancaire, vous serez en charge de la fiscalité des particuliers haut de gamme et de chefs d'entreprises dans leurs opérations de transmission et de bilan.

En contact direct avec les conseillers patrimoniaux de la banque ou leurs clients, vous aurez une expertise certaine dans les domaines de la fiscalité suivants : épargne, produits financiers, opérations de financements à long terme, transmission, fusions-acquisitions et immobilier.

Agé de 30 ans environ, titulaire d'un diplôme de 3ème cycle (DESS droit des affaires ou fiscalité, ENL...) vous justifiez impérativement d'une expérience de 3/5 ans de fiscaliste généraliste au sein d'un cabinet, d'une banque ou de l'administration fiscale.

Votre esprit des chiffres et votre esprit d'équipe vous permettront de réussir au sein d'un établissement de grande notoriété.

Contactez Dominique Montabrie, au 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous référence DM8630MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Grand groupe industriel ayant des réseaux de concessionnaires exclusifs recherche un

Juriste

Paris

Au sein de la Direction des affaires juridiques, vous intervenirez principalement sur les dossiers concernant les réseaux de distribution (nominations, contentieux, résiliations, conseils, etc...) vous serez en relation avec les avocats du groupe.

Agé de 27/29 ans, diplômé d'un DEA, DESS, DJCE..., vous justifiez impérativement 3/4 ans d'expérience de la fonction juridique comportant une pratique significative du droit de la concession automobile, du

contentieux et du droit de la concurrence en général. Dynamique, aimant les contacts, vous souhaitez vous investir dans un secteur offrant de réelles perspectives de carrière. L'anglais est un atout supplémentaire.

Contactez Christophe Duchatellier au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél. + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. CD7874MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Très puissant groupe industriel français fortement exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un

Juriste Export

Paris Ouest

Au sein d'une équipe de juristes d'élite, véritablement opérationnelle, votre mission comprend principalement :

- la rédaction, la négociation et le suivi des accords avec les réseaux commerciaux de la société à l'exportation, la création des bureaux à l'étranger, la fiscalité export ;
- la participation à la rédaction, à la négociation et au suivi des contrats de vente, licences, accords de compensation, etc...

Vous travaillez en relation avec les Directions Export, les réseaux commerciaux, les clients étrangers, ainsi que les cabinets juridiques et fiscaux.

Agé de 28/35 ans, doté d'un solide bagage en droit des affaires, vous êtes diplômé par Sciences-Po ou une Ecole de Commerce et d'une expérience réussie en entreprise, vous souhaitez exprimer vos qualités de rigueur et de contact dans une entreprise internationale qui valorise la fonction juridique.

Vous pratiquez couramment l'anglais en affaires.

Contactez Christophe Duchatellier, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CD7954MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

SPÉCIALISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Création de poste Métropole Nord

Une importante société holding a décidé de renforcer son service juridique pour faire face à l'accroissement de ses activités et à l'évolution des réglementations. Doté d'une grande autonomie, le juriste recherché aura en charge la constitution et le suivi de dossiers de nombreuses sociétés civiles.

En outre il assurera des missions de conseil en matière d'ingénierie financière, juridique et fiscale avec la ouverture à l'international. Ce poste sera confié à un(e) candidat(e), âgé(e) d'au moins 28 ans, titulaire au minimum d'une maîtrise de droit privé, portant l'anglais et pouvant justifier d'une première expérience professionnelle en entreprise et/ou dans un cabinet de conseil juridiques. Métropole Nord, le cadre retenu se verra offrir des conditions de rémunération très motivantes et d'intéressantes perspectives d'évolution. Pour saisir cette rare opportunité, faites parvenir votre candidature sous réf. 121181 à Daniel LANDEAU, qui nous garantira la totale confidentialité.



58, avenue de France 75010 PARIS

GRUPE

ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION DANS LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE recherche le

RESPONSABLE du département conseil

MISSION :

- Développer l'activité du Service par analyse du marché, dans le cadre d'objectifs négociés, par une efficacité commerciale,
- Elaborer les méthodologies, les outils
- Négocier avec les entreprises les plans d'interventions dans différentes fonctions (commercial, finances, marketing, etc.)
- Manager des petites équipes pluri-disciplinaires d'experts

FORMATION :

- Expert comptable motivé par la gestion
- Ecole supérieure de commerce ou 3ème cycle de Gestion
- DESCF
- Agro ou ENSIA - formation à la gestion (CG, CPA, IFR, INRA, etc...) avec DESCF

EXPERIENCE :

- Plus de 5 ans dans un cabinet d'expertise comptable ou de conseil ou dans une fonction de gestion en entreprise
- Grande capacité relationnelle
- Réel talent commercial
- Bonne pratique de l'anglais
- Utilisation de tableurs et TTX

Envoyer CV, photo et présentations sous référence 46860, à LTA Antenne Saint Lazare, 4, rue du Fig Poissonnière 75010 PARIS qui transmettra.

BANQUE COMMERCIALE PRIVÉE

La Banque Commerciale Privée recherche des responsables de clientèle pour ses agences de Paris, de la région parisienne, de la région Rhône-Alpes, de la région Midi-Pyrénées, de la région Languedoc-Roussillon, de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la région Corse, de la région Martinique, de la région Guadeloupe, de la région Réunion.

Responsables de clientèle Entreprises

Profil recherché : Vous êtes titulaire d'un diplôme de 3ème cycle en droit des affaires ou en économie, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en tant que responsable de clientèle dans une banque commerciale.

Vous êtes motivé par le développement de votre clientèle et vous avez une bonne connaissance des produits bancaires et financiers.



ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

CHARGÉ D'AFFAIRES

Nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des collectivités locales. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un chiffre d'affaires de plus de 300 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires.

Premiers par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos produits et services.

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

Au sein de notre Direction des Affaires Internationales et intégré à une petite équipe, vous procéderez, sous les angles financier et juridique, à l'analyse, la mise en place et le suivi de dossiers de financement d'opérations immobilières en Europe.

De formation supérieure dans le domaine financier, vous possédez une solide culture juridique et fiscale solides. Vous êtes bilingue anglais et connaissez bien, à travers vos études, votre parcours professionnel, le monde anglo-saxon.

Vous justifiez, en outre, d'une première expérience dans le montage d'affaires et l'analyse du risque dans une banque, en cabinet d'audits ou dans une société immobilière. Vous avez, de préférence, acquis une expérience en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. C.A.I.M. au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75050 Paris Cedex 01.



Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.



Professionnel de haut niveau dans les domaines comptables, réglementaires et fiscaux...

Outre une mission opérationnelle de contrôle comptable et de production des documents sociaux et réglementaires, vous participerez à la refonte de notre système comptable tant sur les plans organisationnel qu'informatique. Votre expertise technique dans le domaine bancaire (en particulier traitement des opérations de marché et des valeurs mobilières), ainsi qu'un goût prononcé pour l'informatique vous permettront de définir et mettre en place les nouvelles procédures comptables et de nouveaux outils informatiques.

De tempérament organisateur, vous êtes également doté des qualités d'animateur pour une équipe. La formation Ecole de Commerce, DECF ou équivalent, vous avez acquis depuis 4 à 6 ans une expérience du domaine financier, de préférence au sein d'un cabinet d'audit ou dans une banque.

Merci de nous adresser votre lettre, sous réf. 38897, à Média-System, 11 impasse des Deux Cousins, 91120 Palaiseau Cedex 17, qui transmettra.

Juriste commercial/Consultant national

La société

Nous faisons partie de la première société mondiale de gestion des déchets et des services de l'environnement. La politique de l'entreprise de nos diverses activités est de répondre aux dispositions réglementaires à l'échelle mondiale en matière d'environnement et de sécurité, sans de nous dépasser. Nous collaborons souvent avec des organismes gouvernementaux et réglementaires à l'élaboration de normes plus strictes en matière d'environnement. Une entreprise dynamique en plein développement, Waste Management France est présente dans l'ensemble du monde.

Un poste nouvellement créé basé à Paris en Consultant juridique expérimenté. Ses principales missions sont :

- la prise en charge des facteurs juridiques touchant les activités françaises
- des relations fréquentes avec d'autres Consultants nationaux sur des affaires internationales
- le reporting direct auprès du Directeur National, France et du Vice-Président International, Contentieux, Londres.

Profil

- résident en France, formation juridique l'habilitant à exercer la profession de juriste en France
- 5 ans minimum d'expérience acquise dans un poste de responsabilité principalement en industrie et en commerce
- spécialiste en acquisitions et conseil; la connaissance du droit de l'environnement est indispensable
- la pratique de l'anglais et de l'espagnol; la maîtrise d'une troisième langue européenne serait un atout.

Merci d'adresser votre CV en français et en anglais à :

Mr Ridgway, Human Resources Office, Waste Management France SA, c/o Waste Management International plc, Windsor House, 11 St James's St, London, SW1A 1LA (préférence ne pas téléphoner).



Waste Management International

Développer des actions commerciales auprès de notre réseau bancaire...

Intervenant de premier rang sur les marchés bancaire et financier français, nous vous proposons d'animer, en région Bretagne, l'un de nos réseaux spécialisés en produits bancaires destinés à une clientèle juridique et institutionnelle. Vos contacts permanents auprès de ces exploitants vous permettront de définir des plans d'actions commerciales, de formation et des conseils adaptés à leur fonction. En parallèle, vous intervenez auprès de la clientèle finale par des réunions thématiques afin d'appréhender leurs besoins, en garantissant la politique commerciale du réseau. Vous êtes responsable du développement de l'activité dans le cadre d'objectifs négociés. Agé de 35/40 ans, titulaire d'une formation supérieure Bac + 4 (IEP, EDC, Droit), vous avez acquis la pratique de l'exploitation commerciale d'une clientèle d'entreprises et de professions libérales au sein d'une banque. Outre des connaissances techniques, vous possédez une bonne autonomie, une excellente culture générale et savez mener avec tact des contacts auprès d'interlocuteurs de haut niveau. Le poste, basé à Rennes, implique de fréquents déplacements sur huit départements.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1430.92 M à notre conseil, Chantal Baudron s.a. - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre du Syntec



Organisateur senior

Rattaché à l'Unité Organisation de la Direction des Assurances Collectives, vous participez au développement des plans dans le cadre des orientations politiques générales. Vous élaborez et mettez en œuvre des projets importants. Vous réalisez des diagnostics ; vous faites des études et proposez des scénarios d'organisation ; vous définissez les nouvelles procédures techniques. Interlocuteur des gestionnaires, des informaticiens et des partenaires externes, vous suivez la réalisation des programmes ; un rôle d'animation et de coordination.

Professionnel de haut niveau, vous justifiez d'une Formation Supérieure (Ecole de Commerce/Ingénieur) et d'une expérience significative de la fonction, acquise au moins pour partie dans le secteur tertiaire.

Vous avez déjà prouvé vos qualités d'analyse, de synthèse et de rigueur ; vous êtes un homme de dialogue, communicatif et persuasif.

Le poste est basé à Paris.

CNP, 1er assureur-vie en France, 35,6 Milliards de CA, 14 Millions d'assurés, 2 000 personnes.

ML II conseil

Ecrire à Madame M.T. Pouyé - s/réf. 50843 à 16 Jacques Dulud - Neuilly

CNP, UNE CERTAINE IDÉE DE VOTRE AVENIR.

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans Le Monde. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF



MAIRIE DE NANTERRE

VILLE DE NANTERRE
57 000 habitants

280 KF

d'une expérience de 4 à 5 années
acquise en cabinet d'audit international
et/ou en entreprise dans un milieu
multinational.
Vous parlez parfaitement anglais
et maîtrisez la micro-informatique.

Vous parlez parfaitement anglais
■ **maîtrisez la micro-informatique.**

Adresser ■ Frédéric Pommier,
CV + photo + n° tél +
rém. actuelle ■ Michael Page
Finance, 30 bis, ■ Spontini,
75116 PARIS, sous
réf.FPO8674MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Spécialiste en recrutement Financier

Entrez dans l'espace temps.

**Responsable
des Relations Extérieures**

■ **Votre Q.G.** : la direction de la communication. Polyvalent, ■ et pilotez simultanément, avec rigueur et méthode, de nombreuses ■ : préparation du programme et du budget des opérations (parrainages, relations publiques, salons, journal d'entreprise, objets promotionnels), élaboration des cahiers de charges, des actions en cours, coordination en liaison avec les Directions et les services concernés, mise en œuvre et suivi du budget des actions de Relations Extérieures.

Entre 28 et 35 ans, votre background vous a préparé à la richesse de telles fonctions : expérience du patrimoine et des relations publiques après un diplôme de l'enseignement supérieur (I.E.P., Sup., Co, Calco...). ☐ Les qualités intrinsèques d'un homme de communication, le dynamisme, l'imagination, la culture ☐ l'ouverture d'esprit ☐ pour vous des valeurs à partager avec toute équipe.

41, rue Camille Desmoulins.

"Tous les pils à destination à J+1
midi sur tout le territoire"

Pour tenir cet engagement,

chacun de nos 1500 collaborateurs

est ainsi que la **Agence**
de qualité

Cette passion à relever les défis

par une logistique performante confère

n°1 du transport express

SOFTPOST, développe une synergie entre les compétences humaines (4000 personnes) et la haute technicité des filiales de L. B. (AMBIOPOLISTE, CHIRIMPOIST, MÉTAMPOIST, SÉCURIPOST, SONGEPOLISTE, SOMEPOLIST).

DES HOMMES D'AVENIR

Intégré à une petite équipe, vous serez en un premier temps responsable du contrôle et gestion, puis parallèlement vous mènerez des études spécifiques. Vous travaillerez avec la Vie et l'ARD et pourrez participer à l'élaboration de la consolidation des déclarations de la Direction concernée. Le poste convient à un diplômé d'une grande école de commerce justifiant d'une première expérience significative du contrôle et gestion, acquise en préférence en entreprise. Au-delà de vos compétences techniques et d'un esprit d'analyse et de synthèse développées, vos qualités relationnelles affirmées vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à l'élaboration de l'entreprise.

Merci d'adresser votre ~~carte~~ ~~lettre~~ la réf. AVF,
à Média-System, 11 impasse des Deux Cousins,
75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Leader Incontesté sur notre marché,
nous recherchons un
JURISTE IMMOBILIER

De formation supérieure (Maîtrise de Droit au minimum et connaissances comptables souhaitées), vous avez de préférence une expérience de 3 ans en DROIT IMMOBILIER et la maîtrise de la rédaction d'actes.

Au sein de la Direction Juridique,
vous assisterez le Responsable du
Secteur Immobilier (baux commer-
ciaux, acquisition de terrains et
d'immeubles, construction, assu-
rances, désordres, fiscalité...).

Merci d'adresser votre candidature
au Groupe DARTY - Service
Juridique - ■ Bd Pershing - 75858
PARIS CEDEX 17.

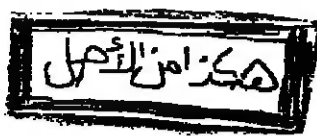
TV, VIDEO, HI-FI

ELECTROMENAGER

Adhère à la division des Régions et Marchés, vous menez une équipe de 13 collaborateurs actifs en trois secteurs : voirie, bâtiment, eau et environnement. Ensemble, les marchés passés par le département, à ce titre vous prenez en charge les missions suivantes :

[illegible]

Merci à celles et ceux qui ont soutenu nos candidatures pour la 1^{re} journée d'actions de rue.



SECTEURS DE POINTE

Responsable des études informatiques

Filiale de l'une des toutes premières banques françaises, nous sommes une société financière à taille humaine, dynamique et investie dans de nombreux projets de développement. Dans le cadre de la refonte de notre système comptable, et compte-tenu d'une volonté d'intégration des différents applicatifs existant dans une architecture cohérente, nous recherchons pour assister notre direction informatique un Responsable des études informatiques.

Animateur d'une équipe de 6 personnes, vous superviserez au quotidien les différents travaux d'analyse, de programmation et de maintenance. Vous participerez également à la définition, au choix et à la mise en place d'un nouvel outil comptable (progiciel ou solution interne) et des fonctions périphériques à la

comptabilité actuellement partiellement automatisées (fournisseurs, immobilisations, MATIF, MONEP, gestion de trésorerie, opérations en devises...).

La complexité des différents projets, tant sur le plan de l'architecture du système d'information que sur celui des modèles de migration, suppose de grandes qualités de rigueur et un réel tempérament d'organisateur.

De formation supérieure, vous avez acquis depuis 4 à 6 ans au sein d'une SSI ou d'un établissement financier, une solide expérience de la conduite de projets dans le domaine bancaire.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération actuelle, sous référence 3889a, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Dans le cadre d'une coopération internationale, un organisme français recherche pour des missions de 11 à 18 mois en Indonésie :

2 INGÉNIEURS AÉRONAUTIQUE

- Un spécialiste en étude et développement de systèmes ;
- un spécialiste en assurance qualité appliquée à la production.

Les candidats devront avoir :
- des compétences dans la mise en place de systèmes de formation et de développement des ressources humaines ;
- une expérience professionnelle de 15 à 20 ans ;
- la maîtrise de la langue anglaise ;
- la connaissance de l'environnement aéronautique international.

SALAIRES ET AVANTAGES LIÉS
À L'EXPATRIATION

Lettre manuscrite et détaillée (français/anglais)
Ecrire au Monde Publicité sous le n° 8607
15-17, rue du Colonel Pierre-Avix - 75002 Paris Cedex 15



CAISSE D'ÉPARGNE
DE BASSE-NORMANDIE

DE NOUVEAUX HORIZONS POUR VOS
PROJETS PROFESSIONNELS

1ère Banque Régionale, à Caen : 700 Collaborateurs, 140 points de vente, 1 million de comptes.

Pour confirmer notre volonté de développement, nous renforçons notre équipe informatique. A cet effet, nous recherchons notre

ARCHITECTE RESEAU

Ingénieur ayant de 2 à 5 années d'expérience réussie dans la conception et la mise en place des réseaux locaux et leur interconnexion, vous aurez à assumer l'entière responsabilité du développement et la gestion de notre environnement Client serveur.

Vous avez l'esprit créatif et vous êtes méthodique et rigoureux.

Vous possédez un bon sens critique et vous savez vous remettre en cause.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre + CV) à notre Conseil



PETERSON

BENARD & MALEVILLE ASSOCIES
BP 4211 - 76723 ROUEN Cedex.

PARIS - ROUEN - LE HAVRE - CAEN - ANGERS - LE MANS

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter
un mois d'offres d'emploi
parues dans *Le Monde*.
Les annonces
présentes sur 3615 LM
sont mises à jour quotidiennement

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

MANAGING DIRECTOR European Operations

Our client is a leading international manufacturer/distributor of equipment for the automotive aftermarket, seeking a unique individual to oversee all activities of our European Operations.

You must be able to manage the profitability with emphasis on growing market share as well as reducing working capital needs. You will also be responsible for developing OEM relationships with major European car companies. In this highly visible position, you must ensure that quality is synonymous with company image.

Thorough understanding of the European marketplace is required along with operations experience in the international automotive equipment business. Fluency in English, Spanish, French, German, Dutch, Italian, and Russian needed.

To the qualified candidate, we offer an attractive compensation and benefit package including company car, relocation assistance, and pension plan. For consideration, we invite you to forward your resume with salary requirements to:

Oricom Confidential Reply Service, Dept. CT23
2021 Spring Rd., Suite 220
Oak Brook, IL 60521

Equal Opportunity Employer.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
recherche
pour sa Division de l'Organisation :

3

UN CONSULTANT EN GESTION DE PROJET :

Vous mettrez à la disposition des Responsables de projets les méthodes et outils destinés à l'optimisation des coûts et des délais ainsi qu'à l'atteinte des objectifs en terme de qualité.

De formation ingénieur ou équivalent, vous disposez de 3 à 5 années d'expérience qui vous rendent autonomes et experts dans la maîtrise des outils de planification (ARTEMIS, PMW,...).

DEUX CONSULTANTS EN ORGANISATION :

Vous conduirez ou encadrerez des missions de réorganisation et d'amélioration de la productivité administrative dans les entités du siège.

De formation ingénieur ou équivalent, doté d'une solide expérience (5 à 7 années) de management et de négociation si possible dans le domaine de la logistique ou de la distribution, vous souhaitez à présent donner une nouvelle dimension à votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous réf. 45345, à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

TOULOUSE 300/350 KF+

VALORISEZ VOTRE EXPERIENCE EN EXERÇANT DES RESPONSABILITES COMMERCIALES ELECTRONIQUES

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, LEADER EUROPEEN dans son secteur d'activité, fabriquant des produits de HAUTE TECHNOLOGIE, recherche pour sa division ELECTRONIQUE: UN INGENIEUR COMMERCIAL chargé d'étudier les marchés potentiels, d'analyser les besoins, de répondre aux appels d'offres, de négocier et de conduire des affaires.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur,...), vous possédez une expérience commerciale électronique d'au moins 5 ans dans le domaine des courants faibles et de la vente de SAVOIR-FAIRE.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération sous réf. DE215, à notre Conseil Christian DEBELH qui traitera confidentiellement votre candidature.
TEAM: immeuble TERTIAL - 88, 2 - 216, route de Saint-Simon - 31100 TOULOUSE.

Consultants Généralistes



Société du Groupe SOFRESID spécialisée dans le conseil en organisation auprès de Grands Groupes Industriels, notamment dans les domaines suivants :

- Gestion de production, logistique - Qualité, sûreté de fonctionnement - Maintenance, exploitation - Environnement - Risques Industriels, recherche dans le cadre de son développement des Consultants Généralistes de haut niveau.

Ingénieurs Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale...), 30/35 ans. Expérience confirmée au sein de grands cabinets de conseil. Ils seront responsables de missions pluri-disciplinaires variées : - Audits - Schémas directeurs - Missions en oeuvre de solutions. Angélus indispensable.

Perspectives d'évolution de carrière pour candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous réf. SM 04 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59 rue de la République - 93100 Montreuil.

GROUPE
SOFRESID

SECTEURS DE POINTE

Nous sommes un grand constructeur informatique d'envergure mondiale.
Nous recherchons, dans le cadre de notre stratégie tournée vers les grands comptes, des

Ingénieurs - Consultants Seniors

Secteur Bancaire ou Grande Distribution

Professionnels de l'informatique, nos consultants disposent d'une parfaite connaissance du métier de leurs clients. Interlocuteurs de haut niveau, ils assurent la promotion de notre offre et jouent un véritable rôle de conseil et d'assistance dans l'expression et la définition des besoins des entreprises clientes.

Ils représentent la pierre angulaire de notre stratégie grands comptes.

Agé de 32 à 38 ans, vous disposez d'une formation d'ingénieur complétée par une expérience d'au moins 6 ans de

l'informatique ou du conseil dans le secteur bancaire ou grande distribution. Votre aisance relationnelle à tous niveaux et votre professionnalisme seront des critères déterminants dans notre choix.

La dimension internationale de notre groupe implique impérativement la maîtrise de l'anglais.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Technology, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. XA8642MO.



Michael Page Technology

Spécialiste en recrutement informatique

GENCOM

SSII SPECIALISEE EN SYSTEMES DE COMMUNICATION, RECHERCHE :

INGÉNIEUR SYSTEME TELECOM MILITAIRES (REF. 1)

4 À 8 ANS D'EXPERIENCE

Dans un premier temps, vous serez chargé de la construction de projets techniques dans le cadre de programmes pour la Défense Nationale (Etude de faisabilité, réponse à consultations, rédaction de cahiers des charges).

Ensuite, vous évoluerez vers un poste de CHEF-DE PROJET (maîtrise d'œuvre, suivi d'affaires) où vous prendrez la responsabilité de mener à terme les travaux depuis la phase de développement jusqu'à la phase de déploiement.

INGÉNIEUR RÉSEAUX LOCAUX (REF. 2)

2 À 6 ANS D'EXPERIENCE

Vous justifiez des compétences en :
• Ingénierie de réseaux locaux
• architecture de réseaux, dialogue avec les installateurs pour les tâches de câblage, maîtrise de solutions de couplage des unités actives, interconnexion des réseaux : passerelles type X25, RNIS, ETHERNET ...

connaissance FDDI appréciée).
• administration de réseaux locaux
Après quelques mois, vous aurez l'opportunité de prendre la responsabilité complète de projets importants dans des environnements civils et militaires.

NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE AVEC LA RÉF. CHOISIE À : ALAIN DESBOIS, GENCOM, LE MERMOZ, 13 AVENUE MOIRAN SAULNIER 78140 VELIZY - TÉL. 34 65 01 15

Groupe BABCOCK Entreprise

L'Energie sur Mesure

VOUS ETES INGENIEUR

Vous souhaitez intégrer un Groupe International à fort potentiel technique dans lequel vous pourrez valoriser vos compétences. Si l'un des postes suivants vous motive rejoignez notre Groupe.

Le Groupe BABCOCK Entreprise représente au sein du Groupe CNIM 1 800 salariés dont un peu plus de 300 ingénieurs et Cadres.

Ses filiales Industrielles et commerciales sont implantées dans quatorze pays. Il réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,4 Milliard de Francs.

Le Groupe BABCOCK Entreprise exerce ses activités dans la conception, la fabrication, le montage, la mise en service, la réparation et la maintenance de tous types de chaudières et équipements thermiques à usage industriel, d'installations de traitement de l'air et de traitement de l'eau.

INGENIEURS PROJET :

Vous aurez la responsabilité complète du suivi des affaires au sein d'une Direction Produits. Vous avez une formation de thermicien et une expérience de plus de 5 ans dans le domaine de l'énergie. réf. LM/DIR 01

INGENIEURS EXPORT :

Pour l'une de nos Directions Produits, vous aurez à détecter les projets et à établir les contacts nécessaires avec la clientèle, à guider nos responsables technico-commerciaux dans leur approche des marchés et dans la promotion de nos produits. Vous possédez une expérience de 5 à 10 ans dans des sociétés de biens d'équipement ou d'ingénierie. La maîtrise d'une seconde langue étrangère est souhaitée. réf. LM/DIR 03

Pour l'une de nos filiales françaises, vous serez chargé de la prospection, de la négociation et de la prise de commandes de chaudières industrielles et d'installations de traitement d'eau, auprès des clients étrangers et français travaillant à l'exportation. Vous possédez une expérience de 10 à 15 ans dans les ventes export, une formation ingénierie serait un plus. réf. LM/DBW

INGENIEURS D'AFFAIRES :

Vous aurez la responsabilité complète du suivi des affaires au sein d'une Direction Produits. Vous avez le sens de l'organisation et de la rigueur et une expérience de plus de 5 ans à un poste analogue dans des Sociétés de biens d'équipement. réf. LM/DI 02

INGENIEUR D'ETUDES AVANT PROJET :

Au sein d'une équipe chargée des propositions, vous aurez à établir des projets de construction d'ensembles thermiques à partir de leur définition de principe. Vous possédez des connaissances en calcul des structures et en appareils à pression et une expérience de plusieurs années dans un bureau d'études de chaudronnerie lourde ou dans une activité similaire. réf. LM/DIR 02

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES :

Responsable d'une équipe, au sein du Bureau d'Etudes Ingénierie, vous serez en charge des études complètes de réalisation d'appareils à pression et d'installations avec tuyauteries. Vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans des activités identiques ou connexes. réf. LM/DE

INGENIEUR CONTROLE QUALITE :

Vous superviserez les activités de contrôle usine et montage sur site et animeriez le Service Inspection fournisseurs. Vous avez une solide expérience du contrôle en chaudronnerie et la connaissance des techniques de soudage. réf. LM/DI

La dimension internationale de notre Groupe nécessite pour tous ces postes la maîtrise de l'anglais. Si l'un de ces postes vous intéresse, merci de nous adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la réf. choisie à : Groupe BABCOCK Entreprise - Direction des Affaires Sociales - 80, rue Emile Zola - BP 95 - 93123 LA COURNEUVE CEDEX



BABCOCK
Entreprise
Groupe CNIM

36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM pour découvrir des annonces qui correspondent à votre profil.

CORNING FRANCE

COMPOSANTS OPTO-ELECTRONIQUES

Ingénieur statisticien

Corning est le premier fabricant mondial de fibres optiques.

Son usine de Melun

produit des coupleurs

destinés aux réseaux

de télécommunications

présents aujourd'hui

sur le marché mondial

des très grandes

entreprises,

administrations,

gros systèmes...

Dans un contexte de production en croissance, nous recherchons un spécialiste de la statistique appliquée pour apporter sa compétence aux équipes de production et de process. Sur le terrain, vous utiliserez l'approche statistique comme outil de gestion des multiples aspects de la production. En analysant les résultats de fabrication en terme de qualité et d'optimisation, en établissant des plans d'expérience, des systèmes d'échantillonnage et de contrôle, vous participerez très concrètement à l'amélioration de nos résultats. Ce poste évolue dans un environnement high-tech vous permettra d'utiliser un logiciel très performant et surtout d'échanger avec des homologues de haut niveau dans le contexte d'un groupe international. La connaissance de l'anglais est donc nécessaire. Diplômé d'une grande école d'ingénieur avec option statistiques ou ENSAE ou DESS de statistiques, une expérience industrielle et un goût certain pour exercer votre mission sur le terrain en prise directe avec les opérations seront déterminants pour votre réussite.

Merci d'adresser votre candidature, à Corning France, DRH 44 avenue de Valvins, 77210 Avon.

RESPONSABLE LOGISTIQUE/ACHATS

Révétons ensemble

la qualité de

nos compétences

chimique et pharmaceutique, connaissons un succès en France et dans le Monde. Si notre activité est dédiée à l'homme, il en va de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1100 personnes dans le Monde.

Aujourd'hui, nous recherchons

le Responsable Logistique/Achats de notre filiale chimique. Vous avez une formation supérieure de Gestion ou d'Ingénieur. Vous souhaitez valoriser une expérience réussie de la fonction logistique et/ou achats - acquise si possible dans l'industrie chimique - et élargir votre domaine d'intervention. Vous êtes reconnu pour vos qualités de négociateur et d'animateur.

Venez nous rejoindre !

Rattaché à notre Directeur de la Production Chimique, vous élaborerez le plan à moyen terme et les plans annuels de nos deux usines chimiques dont vous suivrez les réalisations. Vous serez le partenaire des responsables opérationnels pour toute négociation d'achats.

Poste basé à AULNAY-SOUS-BOIS (REF.)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous réf. AU DB9925 à : GUERBET S.A. Etablissement d'Aulnay - BP 15 - 93601 AULNAY-SOUS-BOIS Cedex.



La volonté de

Nous sommes un Société d'Ingénierie de Formation rattachée au secteur des Industries Mécaniques. Nous recherchons un INGENIEUR

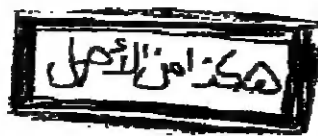
CHEF DE PROJETS FORMATION à L'ETRANGER

Votre mission : auprès de la Direction Générale et de façon concertée, vous êtes chargé de l'ingénierie globale des projets : fixer les objectifs, chiffrer les propositions, organiser et suivre la réalisation (génie civil, équipements, moyens) et ainsi gérer l'ensemble de A à Z.

Votre profil : Ingénieur mécanicien et formé aux technologies connexes des métiers de la mécanique. Votre expérience (5 à 10 ans) à un poste Méthodes ou Production ou mieux une délocalisation industrielle, vous a fait découvrir la formation et le transfert de compétences. Cet acquis va de pair avec le sens des contacts, l'imagination, l'esprit d'équipe, la rigueur et une forte motivation pour entreprendre et réussir. Anglais indispensable. Déplacements de courte durée à l'étranger. Poste basé à La Défense.



Merci de confier votre dossier (CV, let. man., photo, salaire act.) sous référence MM 1 à HERVE LE BAUT CONSULTANTS 11 rue la Boétie - 75008 PARIS. Tél 42 65 38 39



LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Ingénieur commercial export Asie

SIDEL

Par sa croissance soutenue (plus de 25% du CA/an), notre Société consolide sa position de n°1 mondial des constructeurs de machines servant à fabriquer des bouteilles en plastique (CA 1,4 Mdr, 450 personnes). Réalisant 85% des ventes à l'export et disposant d'une implantation mondiale (6 filiales à l'étranger), nous renforçons notre activité commerciale en Asie.

En concertation très étroite avec notre filiale de Hong-Kong et les agents locaux, vous serez chargé de développer les ventes sur la zone chinoise essentiellement. Vous assurerez les contacts directs avec les clients, élaborerez les réponses aux appels d'offre, conduirez l'ensemble des négociations techniques et financières et pourrez à tout moment vous appuyer sur les services techniques de la Société.

Ingénieur ou commercial à très forte sensibilité technique, agé de trente ans environ, vous avez plusieurs années d'expérience de la vente, y compris à l'export, d'équipements spécialisés destinés à une clientèle industrielle très exigeante. Votre dynamisme commercial et votre professionnalisme vous permettront de réussir dans ce poste autonome et évolutif. Anglais courant indispensable. Poste basé au Havre. Nombreux déplacements. Merci d'adresser votre candidature, sous référence C.167/M, à notre conseil Catherine Charvet qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Votre réussite sur un marché porteur...

Important groupe de communication, coté en Bourse, nous recherchons à ROUEN :

DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT 240 KF+

Intégré à une agence commerciale autonome, vous animerez, formerez et dynamiserez votre équipe de commerciaux. En prise directe avec le Directeur Commercial, vous identifieriez et mettiez en œuvre les stratégies destinées à rendre les résultats encore plus performants. 26/30 ans, BAC+, votre expérience de l'animation d'équipe de vente vous permet d'être très autonome, engagé dans un combat commercial quotidien, avec une personnalité très affirmée. Une formation professionnelle permanente, une vie familiale préservée grâce à un secteur géographique restreint sont les atouts supplémentaires offerts par un groupe important qui respecte ses clients et offre à ses collaborateurs des perspectives d'évolution claires et durables. Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite) sous réf. MO 1718 à EUROMESSAGES - Tour Seltzer - 69443 LYON CEDEX 3

DES HOMMES DE SOLUTIONS

BERTIN

Notre Société (530 personnes) leader des sociétés de services technologiques intervient sur des PROJETS PLURIDISCIPLINAIRES DE HAUTE TECHNOLOGIE. Nous renforçons notre organisation commerciale et recherchons pour notre



LES SOLUTIONS COMPETITIVES

2 RESPONSABLES "GRANDS COMPTES"

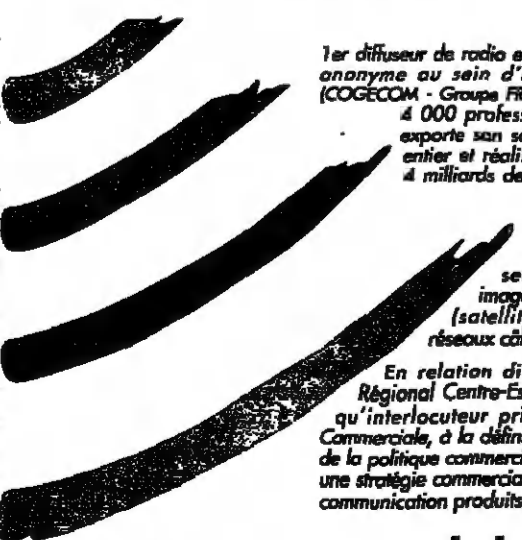
Votre mission :
• Assurer le niveau de prise de commandes fixé dans le plan Marketing pour des "grands comptes" qui vous seront dédiés en exclusivité.
• Identifier et qualifier les besoins de ces "grands comptes" par rapport à notre offre technique.
• Transmettre ces besoins à nos Directions opérationnelles qui seront chargées de la réalisation des Propositions Techniques et Financières et de la vente.
• Suivre ces propositions et la réalisation des prestations dans le souci de garantir la satisfaction du client.

Les domaines d'activité concernés pour le 1^{er} poste, sont des Entreprises du secteur de l'ELECTRONIQUE des TELECOM et de l'INFORMATIQUE, pour le 2^e poste, des Entreprises du secteur du PETROLE, de la CHIMIE et de la PARACHIMIE.

Formé à la négociation commerciale et à la vente, vous possédez une expérience confirmée de la vente de produits ou services de haute technologie dans un contexte très concurrentiel. En outre, vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite) sous la réf. MO1 pour le premier poste et MO2 pour le second à BERTIN & Cie Service Emplois et Carrières - BP 3 - 78373 PLAISIR cedex.

TéléDiffusion de France



1^{er} diffuseur de radio et de télévision, TDF, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux, (COGECOM - Groupe FRANCE TELECOM), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour créer et faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (satellites, radiomessagerie, réseaux câblés, radiotéléphone...).

En relation directe avec le Directeur Régional Centre-Est, vous participez en tant qu'interlocuteur privilégié de la Direction Commerciale, à la définition et à la mise en œuvre de la politique commerciale de TDF. Vous proposez une stratégie commerciale régionale et les outils de communication produits adaptés.

Vous animez, supervisez la force de vente décentralisée, définissez les objectifs et méthodes, en contrôlez la réalisation ; en outre vous veillez à la qualité du suivi commercial et de l'administration des ventes.

A l'écoute du marché, vous développez les secteurs commerciaux nouveaux, suivez personnellement certains clients stratégiques et contribuez aux relations de TDF avec son environnement.

Diplômé d'une école supérieure de commerce (bac + 4) vous avez, après 5 ans environ d'expérience professionnelle marketing opérationnel ou vente, démontré votre esprit commercial et vos capacités à motiver et diriger une équipe de vente. Organisé, vous avez de réelles qualités relationnelles et le sens de la négociation.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous référence RCR/M à TDF, Isabelle MERLIN, DRH, Département Développement des Carrières, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

Responsable commercial régional

Lyon

LA PASSION DU HIGH-TECH

Centre d'Enseignement Scientifique et Technique de pointe le GROUPE ESIEE

(Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique et Electrotechnique)

RECHERCHE

dans le cadre du développement de ses actions de partenariat industriel :

- pour sa Direction des Relations Extérieures, Industrielles et Internationales :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

SA MISSION :

- prospection et développement des activités contractuelles et de partenariats auprès des entreprises.

- pour sa Direction de la Formation Continue :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

SA MISSION :

- prospection auprès des entreprises ;
- commercialisation et marketing des actions de formation continue du Groupe.

Leur profil : Diplômé d'une grande école d'Ingénieurs (Electronique ou Informatique), complété par une formation en marketing ou action commerciale (Ecole de gestion ou Mastère spécialisé).



Adressez votre candidature au Service du Personnel du Groupe ESIEE

Cité Descartes, BP 99, 2, bd Blaise-Pascal, 93162 NOISY-LE-GRAND



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR